

N° 10
05/2009

EN AVANT CAMARADES !



Bulletin de liaison des militants des jeunesses communistes marxistes-léninistes

Sommaire :

- QUELQUES REFLEXIONS SUR LA CRISE ECONOMIQUE (p. 1)
- QUELQUES REFLEXIONS SUR LA STRATEGIE DES COMMUNISTES DANS LA CRISE (p. 3)
- QUELQUES REFLEXIONS SUR LES CONTRADICTIONS DU CAPITALISME DANS LA CRISE (p. 4)
- D'UNE CRISE A L'AUTRE : 1929 = 2008 ? (p. 5)

Quelques réflexions sur la crise économique

I

La crise que traverse actuellement le système capitaliste s'est déclenchée au début de septembre 2009, et est appelée « crise financière »... En fait on le voit, c'est une crise classique du système capitaliste, crise de surproduction due aux contradictions entre le besoin pour le capitaliste d'optimiser son profit et ainsi d'avoir un coût de production moindre et le fait de vendre sa production à des travailleurs dont le revenu tend à diminuer du fait que le capitaliste veut diminuer son coût de production. Ainsi, arrive un stade où la production n'est plus écoulee, où les stocks se multiplient dans les entrepôts, c'est comme cela qu'arrive la crise !

La France est particulièrement touchée même si par rapport à son voisin européen qu'est l'Espagne, cela est tout à fait relatif. Malgré tout, les entreprises ferment petit à petit. C'est une catastrophe pour notre région où dans le bassin de Lacq, plus de 2000 emplois vont être supprimés, c'est un drame social pour la petite ville landaise d'Hagetmau qui va compter 700 suppressions d'emplois pour une population de 4000 habitants... Le chômage atteint des sommets de jour en jour supérieurs, les étudiants se demandent comment, avec tout ce chômage ils vont pouvoir trouver un job pour financer leur étude ; les jeunes ouvriers, les jeunes travailleurs, se demandent la peur au ventre de quoi sera fait leur avenir !

Face à ce raz de marée gigantesque, aucune force politique ne semble remettre en cause le système capitaliste ! Tous se bornent aux prétendus « dérives » du capitalisme ! Pourtant, des réactions spontanées d'ouvriers tendent à la radicalisation : qu'il s'agissent des séquestrations ou du saccage de la sous-préfecture par les ouvriers de Continental. Nous ne condamnons pas ces violences, au contraire ! Nous encourageons les ouvriers à s'exprimer, à reprendre le chemin de la lutte de classe et à s'organiser pour renverser le voyou capitaliste, pour se réapproprier ce qui leur appartient.

Les partis de la gauche radicale n'ont aucune proposition révolutionnaire et alternative pour les travailleurs, ils continuent à dire qu'il faut inventer le « socialisme du XXIème siècle » sur les bases d'un « nouveau partage des richesses ». Stopper les dérives du « néo libéralisme » ou de l'« ultra libéralisme », tel est le nouveau mot d'ordre des réformistes. L'illustration en est faite dans le film *Let's make money* du réalisateur autrichien Erwin Wagenhofer qui pointe toutes ces dérives qui ne sont pas pour autant des moindres ! Les sources pour le constat sont intéressantes, de même que les interviews de membres du grand capital financier, où l'on voit bien que leurs intérêts sont antagoniques avec ceux qui doivent vendre leur force de travail, ils sont prêts à tous les moyens dans les pays qu'ils viennent piller pour asseoir leur domination et maximiser leur profit... L'aveu d'un des membres de la bourgeoisie US qui a trempé dans de nombreuses affaires pour la domination de pays d'Amérique du Sud (placement de dictateurs au service de l'impérialisme US...etc.) est très intéressant. Le problème comme d'habitude dans ces films petits-bourgeois, ce sont les solutions à la crise capitaliste ! Eux veulent seulement rétablir un capitalisme qui aujourd'hui n'existe plus, ce capitalisme dont Kautsky et tous les petits bourgeois contemporains à Lénine souhaitaient le retour. Ce capitalisme n'existe plus, l'étape supérieure au capitalisme monopoliste sera le socialisme et seule une révolution peut permettre à la classe ouvrière d'en arriver là...

Seules les crises économiques peuvent faire prendre véritablement conscience aux travailleurs des antagonismes de classes irréconciliables ! C'est pour cela que nous devons être présents, faire avec le peu de force communiste le plus d'agitation et de propagande possible pour rallier les éléments les plus avancés au communisme ! En Avant Camarades vers la construction du Parti communiste de France qui tendra à l'avant-garde de la classe ouvrière et mènera les travailleurs à la révolution sociale !

Kéri, JCML Pau

II

La crise économique est le résultat inhérent du système capitaliste. Elle découle d'une des contradictions fondamentales de ce système : celle de l'appropriation privée des richesses. En effet, sous le capitalisme, la production est toute entière tournée vers un but précis : l'enrichissement du capitaliste.

1

L'équation de la production capitaliste est la suivante : $P = cc + cv + pv$ (P représente le coût d'une marchandise à la vente, cc le capital constant c est à dire le coût de l'usure du matériel et l'achat de nouveaux moyens de production, cv le capital variable soit le salaire de la main d'oeuvre et enfin pv la plus-value (le profit empoché par le capitaliste)). Pour se maintenir sur le marché et ne pas se faire engloutir par la concurrence, le capitaliste est obligé de vendre à moindre coût sa marchandise, il est donc obligé de maintenir sa plus-value à un niveau très faible. En revanche, il doit produire en masse afin d'en retirer le maximum de profit. À ce niveau on remarque que la production n'est pas motivée par ce qui sera consommé, mais par "l'espoir de la consommation maximale « qui ne sera jamais atteint en raison de la concurrence. Il y a donc création de stock, d'inventus. À un certain niveau de l'évolution du marché, le capitaliste n'est plus en mesure de diminuer sa plus-value, il doit donc impérativement se rabattre sur le seul facteur susceptible d'être modifié : le capital variable, le salaire des travailleurs. Le capitaliste fait donc pression sur les salaires, les diminue, licencie, mais succombe finalement. Ce bilan survient fréquemment chaque année concernant les entreprises en difficultés, mais il n'est pourtant pas question de crise. En revanche quand l'industrie lourde est frappée, alors là, c'est toute la production qui est ébranlée. À ce moment survient la crise. Car diminuer le salaire des travailleurs, licencier des ouvriers signifie diminuer ou supprimer le pouvoir d'achat des consommateurs qui sont censés écouler la production. Malgré cela le capitaliste ne peut pas stopper sa production. Le marché s'en retrouve donc complètement saturé de produits invendables, la machine capitaliste s'enraye.

2

Dans le passé des grandes entreprises se retrouvent un moment où ces entreprises afin de se développer plus encore ont été obligées de rechercher de nouveaux capitaux et de faire appel aux banques. L'une des résultantes de la situation déjà décrite est l'impossibilité de ces entreprises de rembourser les prêts de ces banques qui s'effondrent à leur tour entraînant à leurs suites des banques plus importantes, etc. ... La disparition de la grande industrie provoque également la chute des sous-traitants. La perte de la base industrielle se répercute ainsi dans toutes les strates économiques de la société jusqu'au petit détaillant. S'ensuit l'inflation, le chômage, la misère.

3

Seule la disparition de ces stocks peut relancer la machine pour un nouveau cycle jusqu'à la prochaine crise. Afin d'y parvenir, il faut simplement attendre que les marchandises s'écoulent ou bien conquérir de nouveaux marchés. La guerre est éminemment souhaitable pour le capitaliste, car elle présente les avantages de détruire les stocks de marchandises (et donc de relancer la production) mais aussi d'accroître sa sphère d'influence économique. Les capitalistes se servent donc de leur outil d'asservissement et d'oppression favoris : l'État capitaliste, qui à son tour verse des larmes de crocodile sur les cendres de la grandeur nationale passée et appelle à la sainte croisade contre l'opresseur économique étranger qui semble aussitôt devenir l'ennemi viscéral du peuple par excellence. Dès lors, silence de la part des grands syndicalistes réformistes, socialistes, démocrates ; tous unis derrière la Sainte-Alliance patriotique. Aux nues les Ebert, les Scheidemann, les traîtres de tous temps ; au bagne les Lénine, les Liebknecht et les Thälmann. Car la répression est une des mesures immédiates prises par les gouvernements en cas de crise.

Dude, JCML Pau

Quelques réflexions sur la stratégie des communistes dans la crise

La crise a un double aspect politique : d'un côté elle nuit aux travailleurs, les mettant sur le carreau, accentue la concurrence entre les travailleurs. D'un autre côté elle restreint la base de l'aristocratie ouvrière, base sociale du réformisme et elle mine les illusions sur l'efficacité du capitalisme.

Dans la crise économique, le **mouvement de masse connaît une dynamique ascendante** : du moins massif au plus massif, du sectoriel au général, de l'économique au politique, du modéré au radical.

Dans les dernières grèves ouvrières (continental par ex) Fillon s'est plaint que les syndicats étaient dépassés et n'arrivaient plus à « jouer leur rôle de médiation ». Cela est révélateur de l'intérêt pour les capitalistes d'avoir sous leurs bottes les directions syndicales, et en même temps que leurs marges de manœuvre diminuent. Les circonstances donnent donc un écho particulier à notre discours marxiste-léniniste, discours anti-capitaliste conséquent. Nous avons donc toute latitude pour porter haut et fort notre projet politique révolutionnaire.

Mais il serait faux de croire que la crise aurait des vertus révolutionnaires en elle-même. La crise montre la faillite actuelle du capitalisme, elle montre aux travailleurs que le système actuel leur est nuisible. Mais la conclusion de cela : qu'il faut lutter contre le capitalisme et s'organiser pour le renverser et faire de la France un régime socialiste, cette perspective ne peut venir spontanément, du seul fait de la crise. Cette perspective doit être amenée de l'extérieur, et défendue opiniâtement.

Les communistes doivent intervenir directement dans les luttes avec pour ligne la **mise en accusation du capitalisme** et l'unité la plus large des masses autour de cette accusation.

Sans l'intervention organisée des communistes, aucun fruit ne pourra être récolté. Pire les fruits seront récoltés par les réformistes opportunistes, voire par des réactionnaires (chauvins, etc). Certes nos forces actuelles ne nous permettent pas de jouer ce rôle sur l'échelle nationale. En revanche là où nous sommes nous pouvons intervenir directement, et accumuler des forces autour de nous.

L'objectif premier des communistes est organisationnel : c'est celui de construire le parti. On ne saurait envisager de stratégie dans la crise sans envisager la construction du parti. Cet objectif concerne les organisations marxistes-léninistes, en premier lieu le CNU. C'est la tâche la plus importante, sans laquelle tout autre travail interne et dans les masses serait dénué de sens.

Mais cette perspective doit être portée y compris dans les luttes, en se basant sur le fait qu'il n'y aura pas de victoire à long terme du prolétariat sans construction et action de ce parti.

Plus nous avancerons dans l'unification des marxistes-léninistes dans une seule organisation, plus nos idées seront fortes et auront de l'influence, et plus nous pourrions améliorer notre pratique et accumuler des forces.

Par ailleurs, les marxistes-léninistes doivent constamment chercher à fortifier le front uni autour d'eux.

Les organisations de masse dans lesquelles nous sommes ont pour nous un double aspect : dans la lutte elles permettent d'organiser largement les masses, très largement au delà des rangs communistes, elles sont donc utiles pour la menée du mouvement lui-même; aussi elles sont un vecteur de notre influence politique sur les masses.

Ce n'est que par la direction politique consentie que l'unité peut se faire dans le sens de nos objectifs. Ce n'est que par la direction marxiste-léniniste que les organisations de « sans-parti » peuvent agir dans le sens que nous souhaitons. C'est pourquoi, dans les organisations où nous sommes, nous devons chercher à avoir la direction.

Les organisations de masses de type collectif ou syndicat, sont un vivier de recrutement pour les JCML, particulièrement si nous sommes à la direction de ces organisations.

Notre camarade Samy résumait nos axes stratégiques lorsqu'il disait dans sa contribution lors de nos rencontres d'avril :

« Unification des marxistes-léninistes, montée d'une nouvelle génération de militants, conquête de positions efficaces parmi les masses, et plus globalement accumulation de forces dans les plus brefs délais, tels sont les aspects les plus immédiats de cette stratégie, et le meilleur moyen de se rapprocher de notre objectif ».

Eric, JCML 69

Quelques réflexions sur les contradictions du capitalisme dans la crise

Chaque chose possède un côté positif et un côté négatif : ces deux aspects ne sont pas séparés, ils entretiennent un rapport dialectique qui tend à la résolution de cette contradiction. Notre action en temps que marxistes léninistes doit tendre à faire triompher l'aspect positif de la crise pour le prolétariat, ce qui revient à avancer dans le sens de l'histoire, vers le communisme, et non pas, dans les pays impérialistes, à sauvegarder l'ancienne forme des rapports économiques, durcie encore par la baisse inexorable du taux de profit, par le social-chauvinisme ou le fascisme.

Tout d'abord, les revendications économiques, en temps de crise, sont contradictoires. Prenons celles des étudiants : elles consistent à retarder la décomposition normale de la petite bourgeoisie, en refusant la déqualification d'une part d'entre elle et l'élitisation de l'autre. Mais elles consistent aussi à refuser que soient privés du savoir intellectuel les enfants des prolétaires. Défendre l'accès à l'université de tous est positif mais revendiquer une insertion professionnelle correspondant à ses diplômes est négatif car perdure ainsi une classe dont la décomposition est dans le cours normal de l'histoire. De même, les revendications économiques concernant l'augmentation des salaires poussent la bourgeoisie à renforcer les politiques et les rapports économiques impérialistes vis à vis des colonies et des semis colonies. Mais elles pressurent aussi la bourgeoisie et l'empêchent de dégager tous les profits escomptés.

Dans un contexte de crise économique, deux aspects négatifs peuvent dans les pays impérialistes devenir principaux dans la superstructure. Tout deux consistent à renforcer la dictature de la bourgeoisie.

Le premier, c'est le fascisme. Le fascisme est la superstructure d'états dont l'impérialisme est soumis à forte concurrence et où le taux de profit de la bourgeoisie décroît. Elle exige du prolétariat qu'il fasse des sacrifices, lui impose par la force, ne coopte pas les syndicalistes mais au contraire les assassine. Le but du fascisme est de préparer le peuple à la guerre en imposant une dictature armée de la bourgeoisie.

Le second, c'est le social chauvinisme. Le social chauvinisme, issu de la sociale-démocratie, est la superstructure d'états dont l'impérialisme est certes soumis à forte concurrence, mais où la bourgeoisie peut encore escompter renforcer son taux de profit. La bourgeoisie, dans ces états, octroie au prolétariat une amélioration de ses conditions de vie, coopte une aristocratie ouvrière et fait participer les syndicalistes aux prises de décision. En situation de crise, la sociale démocratie promet de nouvelles miettes aux prolétaires en échange de leur participation au renforcement de l'impérialisme, qu'il soit économique ou guerrier, ou les deux.

Concurrence acharnée et repartage violent sont les conséquences de ces deux formes politiques du capitalisme de crise qui ne dépendent pas d'idées politiques mais d'état des rapports économiques.

Il est évident que les marxistes-léninistes ne peuvent appuyer ces deux options. La seule résolution positive de la crise du capitalisme réside dans une accélération de son dépérissement, la révolution et le socialisme. Nous devons participer aux luttes économiques. Mais pour que prime leur aspect positif, nous devons avoir un discours révolutionnaire, ce serait mentir aux masses et être sociaux-chauvins que le contraire. Dénoncer l'impérialisme, la sociale-démocratie et le social-chauvinisme dans les luttes économiques comme moyen de maintien de la dictature de la bourgeoisie permet de leur donner un contenu révolutionnaire qui est le seul débouché aux intérêts du prolétariat et c'est là le travail des communistes.

Leslie, JCML 69

D'une crise à l'autre : 1929 = 2008 ?

Quelques enseignements de la crise économique de 1929

On entend désormais de plus en plus souvent les économistes et les politiciens bourgeois affirmer que la crise actuelle est la plus grave que le monde ait connu depuis celle de 1929. Partant de cette égalité, ceci laisse à penser que les USA trouveront également les moyens de la surmonter.

Si de par son ampleur et son intensité cette affirmation peut sembler véridique, ce n'est absolument pas le cas en ce qui concerne sa signification.

Comme nous allons le voir, la crise de 1929 a débuté comme une crise accompagnant l'essor de l'impérialisme américain. Cette crise a débuté comme une crise de surproduction née dans le pays impérialiste le plus dynamique sur la base de la contradiction entre la hausse des capacités de production d'une part et la stagnation puis le déclin des débouchés intérieurs et extérieurs d'autre part. Cette crise a donc été en quelque sorte la "crise d'adolescence" de l'impérialisme américain.

Au contraire, la crise économique actuelle est une crise de sénilité de l'impérialisme américain et des pays impérialistes qui lui sont le plus liés. Cette crise a débuté comme une crise de surendettement de puissances impérialistes en déclin confrontées à la stagnation de leur industrie. Cette stagnation les a placés dans l'incapacité de continuer à financer le déficit qui leur permettait de maintenir leurs débouchés intérieurs. Dans son processus, cette crise est davantage comparable à la crise de 1973 qui avait vu la délocalisation croissante de branches d'industrie, notamment l'industrie légère produisant des biens de consommation ainsi que des industries lourdes de base l'accompagnant (sidérurgie). La crise actuelle représente en quelque sorte la suite logique de ce processus, mais poussé à l'extrême. La contraction de l'un des principaux débouchés à l'exportation pour les pays ateliers s'est rapidement propagée à l'ensemble du système mondial de l'impérialisme et a conduit à l'intensification de la concurrence inter-impérialiste et à l'accélération de leur différenciation économique. Cette crise va donc hâter le processus inéluctable qu'est la domination de l'impérialisme chinois et l'effondrement de l'économie de ses principaux concurrents. Cette crise doit donc aller jusqu'au démantèlement des branches d'industrie subsistant dans les vieux pays impérialistes, et notamment de leur industrie de production des moyens de production, à l'instar de l'URSS social-impérialiste.

La mythologie bourgeoise fait remonter la genèse de la crise économique qui a frappé le monde bourgeois au début des années 1930, au "jeudi noir" du 24 octobre 1929. Au cours de cette journée, 13 millions d'actions furent vendues aux USA, sans trouver d'acquéreurs. Un mauvais coup des "traders" de l'époque ?

Non, en réalité déjà, la responsabilité des banques n'était pas plus grande que celle de la bourgeoisie et du mode de production bourgeois dans son ensemble. Voyons maintenant pourquoi.

Dans son ouvrage *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine remarquait déjà l'une des grandes forces du capitalisme américain : son degré de concentration élevé et un équipement technique de pointe. Ainsi, selon les chiffres de Lénine, près de la moitié de la production américaine était assurée par un centième des entreprises. Au début du 20^{ème} siècle, l'impérialisme américain se posa ainsi en puissance impérialiste montante. Il faut dire que les USA furent les pionniers de l'exploitation industrielle du pétrole (1^{er} forage profond au Texas en 1901) et l'un des premiers pays à utiliser les forces électriques à une échelle industrielle. Combinée aux méthodes du taylorisme et du fordisme ainsi qu'à un développement important des moyens de communication modernes, l'adoption d'une nouvelle base énergétique conféra à l'industrie américaine une productivité du travail supérieure à celle de ses concurrents qui constitua la base de son essor international. En 1913, la production d'acier par habitant des USA était 11 fois supérieure à celle de la Russie, et se montait à 1,7 fois celle de l'Allemagne et au double de celle du Royaume-Uni. En 1937, la production d'acier par tête des USA n'était plus que de 4 fois celle de l'URSS, mais se montait encore à 1,4 fois celle de l'Allemagne et du Royaume-Uni. À la fin de la première Guerre Mondiale inter-impérialiste, le leadership économique de l'impérialisme américain s'était encore renforcé : tandis que l'impérialisme britannique, dont il avait financé une grande partie de l'effort de guerre (non sans contreparties), lui était étroitement inféodé, les impérialismes allemand, nippon, français et italien sortaient ruinés de la guerre et n'obtiendraient leur redressement qu'en renonçant à leurs ambitions impérialistes internationales et en se contentant de jouer le rôle de gendarmes obéissants en Europe de l'Ouest et en Asie afin d'y contrecarrer l'influence de l'URSS puis celle du social-impérialisme soviétique.

Mais l'essor industriel de l'impérialisme américain dans les années suivant la fin de la première guerre mondiale inter-impérialiste n'est pas sans poser de graves problèmes internationaux : les pays impérialistes les plus faibles sont les premiers touchés par la concurrence des produits américains. Au début des années 1920, l'Italie est ainsi secouée par une grave crise économique qui débouche bientôt sur une crise sociale et politique majeure. Cette crise est d'autant plus grave que la sphère coloniale de l'Italie est extrêmement réduite. La bourgeoisie italienne opte alors pour le fascisme. En 1924, l'arrivée de Mussolini au pouvoir marque la répression du mouvement ouvrier italien ainsi qu'un dangereux tournant protectionniste : l'industrie stimulée par une politique de grands travaux doit se fournir prioritairement en minerais nationaux

et des quotas limitant les importations de blé sont adoptés. Dès 1926, la "bataille du blé" lancée l'année précédente aboutit à une augmentation de la production de 50 %, permettant à l'Italie fasciste d'atteindre l'autosuffisance alimentaire et de s'affranchir des exportations de grains. Au même moment apparaissent des signes inquiétants dans l'agriculture américaine : la contraction des débouchés à l'exportation provoque une surproduction qui entraîne la faillite de centaines de milliers de petits paysans. Ceux-ci viennent gonfler les rangs des ouvriers agricoles dont le salaire baisse, entraînant une contraction des débouchés intérieurs. Ainsi, sous l'influence de facteurs nationaux et internationaux, on observe à partir de 1925 une tendance à la stagnation de l'industrie américaine. **Dès 1928, la surproduction apparut dans l'industrie automobile américaine et au premier semestre 1929, cette surproduction s'étendait désormais à de nombreuses branches de l'économie américaine.** C'est dans ces conditions que s'opéra l'effondrement boursier du 24 octobre 1929.

Cette crise de surproduction ne ruina pourtant pas l'impérialisme américain : son dynamisme supérieur lui permit de financer une politique de grands travaux plus longtemps que ses concurrents qui, exsangues, n'eurent bientôt d'autre choix que de s'orienter vers une politique d'annexions territoriales. Pourtant, aux USA, malgré cette politique du New Deal et la décision de dévaluer de 41 % le dollar en janvier 1934 afin de favoriser les exportations, le chômage et la misère continuèrent de progresser, et même si certaines branches d'industrie commencèrent à se relever, ce ne fut qu'au prix de l'aggravation des rivalités inter-impérialistes. Très dépendante des capitaux américains, l'Allemagne fut le premier pays européen touché par la crise : dès 1930 sa production industrielle s'effondra et en 1932 le pays comptait 6 millions de chômeurs. Face au danger représenté par l'essor du mouvement ouvrier et devant l'absence de perspective de relèvement économique, la bourgeoisie allemande opta pour le fascisme. La crise économique mondiale renforça donc les tendances protectionnistes et expansionnistes des concurrents de l'impérialisme américain : ainsi, en 1933, Mussolini déclara que l'Italie devait vivre en autarcie en limitant au maximum ses importations. Cependant, cette "autarcie" avait un contenu bourgeois : contrairement à l'URSS où l'autosuffisance était synonyme de l'essor d'une économie faite par les travailleurs pour les travailleurs, elle signifiait dans les conditions bourgeoises que l'impérialisme italien allait chercher à se constituer une aire d'influence coloniale. L'impérialisme italien commença donc en 1935 par annexer l'Abyssinie (l'actuelle Éthiopie), pourtant membre de la SDN. En 1939, c'était au tour de l'Albanie d'être victime de la politique coloniale de l'impérialisme italien.

Au milieu des années 1930 se constitua une alliance entre l'impérialisme allemand, l'impérialisme japonais et l'impérialisme italien. La question qui préoccupait alors l'impérialisme américain était alors la suivante : ces pays obtiendraient-ils leur part de colonies en empiétant sur les plates-bandes américaines ou bien en tentant d'anéantir l'URSS — comme le laissait penser la signature du pacte anti-Komintern ? Cette dernière solution aurait évidemment été profitable, au moins à court terme, à l'ensemble des pays impérialistes. Aussi, l'impérialisme américain et ses alliés anglo-français déployèrent des trésors de diplomatie pour chercher à encourager les puissances impérialistes concurrentes à se tourner vers le territoire soviétique. Tout ne se passa pourtant pas comme prévu pour les "démocraties" occidentales : malgré les encouragements adressés au cours des années 1930 à leurs concurrents (Mandchourie, Espagne, Autriche, Tchécoslovaquie, Pologne) pour qu'ils entreprennent une agression contre l'URSS, ceux-là commencèrent par empiéter sur la sphère d'influence des USA, du Royaume-Uni et de la France ! La passivité de ceux-ci laissait en effet penser qu'ils ne croyaient pas réellement que les membres du pacte anti-Komintern ne commenceraient pas par une agression contre l'URSS. Ces pays semblaient donc bien moins préparés que l'URSS qui s'attendait depuis des années à une confrontation armée d'envergure avec le monde bourgeois !

En 1929, les USA produisirent 45 % de l'acier mondial. Mais avec la crise économique mondiale dans laquelle sombrait le système mondial de l'impérialisme, la production américaine s'effondra, à l'instar de celle de nombreux pays impérialistes. Étant donné la productivité du travail supérieure dont profitait l'impérialisme américain, bien qu'il fût le premier touché par la contraction des débouchés internationaux, il était également le mieux placé pour les conquérir face aux pays impérialistes concurrents. Il fallut ainsi à l'impérialisme américain attendre 1940 pour que sa production d'acier retrouve son niveau de 1929. Il faut dire qu'à ce moment l'impérialisme américain commençait à recueillir les premiers bénéfices de son rôle de banquier de l'impérialisme britannique qui se trouvait déjà en guerre et avait besoin des capacités de production américaines... En 1944, la production d'acier américaine avait augmenté de 42 % par rapport à 1929 et les USA avaient produit près de 52 % de l'acier mondial. Dans ces conditions, le taux de chômage aux USA passa de 19 % à 1 % durant la période 1938-1944. La guerre avait apporté aux USA bien plus de résultats que les mesures keynésiennes adoptées à partir de 1933. L'impérialisme américain sortait donc renforcé de la guerre et assurait désormais plus de la moitié de la production industrielle mondiale. En 1945, les USA produisirent 60 % du pétrole mondial.

En 1955, la part des USA dans la production mondiale d'acier avait déjà sensiblement décliné et ne se montait plus qu'à 37 %. Leur déclin relatif était alors directement imputable à l'essor de l'économie soviétique au cours de l'immédiate après-guerre : alors qu'en 1929, la production d'acier soviétique ne représentait encore qu'à peine 4 % de la production mondiale, elle en représentait déjà près de 13 % en

1937 et plus de 21 % en 1952. Un indice assez fiable de la productivité du travail atteinte à cette époque par différents pays nous est donné par la comparaison de leur PIB par habitant, l'économie des pays bourgeois étant à l'époque beaucoup moins intégrée qu'elle ne l'est depuis la transformation des pays dépendants en pays ateliers.

PIB par habitant en 1940*	
URSS	100
Japon	107
Italie	144
Allemagne	220
Royaume-Uni	276
USA	362

* Indices calculés à partir des chiffres fournis par Mark Harisson dans son ouvrage *Accounting for war, Soviet production, employment, and the defense burden, 1940-1945*, Cambridge University Press, 1996, p. 10.) Les chiffres du PIB fournis pour l'année 1940 ne montrent pas de gros écarts de proportion avec les chiffres disponibles (USA, Royaume-Uni, Allemagne, URSS) de la production d'acier par habitant en 1937. En 1913, la production par habitant d'acier de la Russie était égale au onzième de celle des USA (0,33 tonne), alors qu'en 1937, la production d'acier par habitant de l'URSS était désormais égale au quart de celle des USA (0,40 tonne). (Pierre George, *L'économie de l'URSS*, Paris, 1953, p. 108.)

Quoique dans l'immédiate après-guerre la productivité du travail de l'industrie soviétique restait inférieure à celle des USA, l'URSS était en train de combler rapidement son retard : ainsi, au cours de la période 1938-1948, la productivité du travail avait augmenté de 50 % en URSS et de seulement 15 % aux USA (Pierre George, *ouvrage cité*, p. 111.), un différentiel d'autant plus remarquable si l'on a en vue les conditions infiniment plus favorables dont les USA avaient joui durant cette période...

En 1955, la production d'acier de l'URSS convertie en nouvelle puissance impérialiste par les révisionnistes ne représentait plus que 17 % de l'acier mondial. Les USA restaient alors sans aucun doute la puissance impérialiste dominante face à laquelle l'URSS social-impérialiste ne faisait pas le poids. La productivité du travail de l'industrie américaine restait supérieure à celle de ses concurrents, et au premier chef de son concurrent principal, le social-impérialisme soviétique, qui, malgré la mise à contribution des travailleurs de sa sphère d'influence bien meilleur marché que ceux d'Europe de l'Ouest, ne parvint jamais à inverser la tendance. S'engagea alors un long bras de fer "pacifique" opposant l'URSS social-impérialiste à une coalition inter-impérialiste emmenée par les USA. Ponctuée de conflits locaux au sein des périphéries de chacun des protagonistes, cette rivalité inter-impérialiste majeure ne déboucha cependant pas sur un conflit militaire frontal. En 1970, la part de l'URSS social-impérialiste dans la production mondiale d'acier se montait à 20 % et cette stagnation ne fit que se confirmer jusqu'en 1990, avant de laisser la place à un brutal effondrement.

Cependant, les USA n'avaient mis à genoux leur principal concurrent qu'au prix du renforcement d'autres puissances impérialistes au premier rang desquelles se trouvaient l'Allemagne, le Japon et la Chine. Dès ce moment, même si les USA continuaient de faire l'étalage de leur puissance militaire, leur monopole économique était depuis longtemps battu en brèche, car les pays impérialistes alliés sur lesquels il s'était appuyé tendaient à devenir des concurrents de plus en plus gênants. En 1980, la production d'acier du Japon et de l'Allemagne représentait déjà respectivement 110 % et 43 % de la production américaine. C'est-à-dire que la production par tête d'acier de l'impérialisme japonais et de l'impérialisme allemand était désormais supérieure à celle de l'impérialisme américain. La production d'acier de la Chine, elle, s'éleva de 37 à 74 % de la production de l'impérialisme américain durant la période 1980-1990. Durant la période 1997-2007, la part de la Chine s'est élevée de 13,6 à 36,4 % de la production mondiale et de 14,6 à 33,8 % de la consommation mondiale.

Et la puissance économique de la Chine n'est pas restée cantonnée au secteur industriel. Ainsi, durant la période 2001-2008, le cumul du solde du compte des opérations courantes de l'impérialisme chinois — faisant la synthèse du solde commercial des biens et des services, du solde des revenus (comme les revenus des IDE ou des obligations d'État) et du solde des transferts courants (tels les transferts réalisés par les émigrés) —, s'est monté à 1380 milliards de dollars dont près de 83 % sont imputables au solde positif du commerce des biens et des services. Évolution significative, à partir de 2005, le solde des revenus de l'impérialisme chinois est devenu positif, malgré un stock d'IDE entrant encore supérieur au stock d'IDE sortant. **L'impérialisme chinois était alors devenu exportateur net de capitaux.** En 2008, ce solde a même atteint 31,4 milliards de dollars !

En trois décennies, l'impérialisme chinois a donc parcouru bien du chemin et son leadership industriel n'a fait que se renforcer, comme en témoignent ces tableaux :

Production mensuelle d'acier (en millions de tonnes)					
Source des chiffres bruts : Worldsteel.org	1 ^{er} trimestre 2008 (a)		1 ^{er} trimestre 2009 (b)		Évolution (b/a)
	Volume	Part du total mondial	Volume	Part du total mondial	
Chine	41,4	36,5 %	42,2	48,2 %	+ 2 %
Japon	10,3	9,1 %	5,9	6,7 %	- 43 %
USA	8,5	7,5 %	4,0	4,6 %	- 53 %
Russie	6,4	5,6 %	4,3	4,9 %	- 33 %
Inde	4,8	4,2 %	4,4	5,0 %	- 8 %
Corée du Sud	4,5	4,0 %	3,5	4,0 %	- 22 %
Allemagne	4,0	3,5 %	2,4	2,7 %	- 40 %
Ukraine	3,7	3,3 %	2,3	2,6 %	- 38 %
Brésil	2,9	2,6 %	1,6	1,8 %	- 45 %
Italie	2,8	2,5 %	1,6	1,8 %	- 43 %
Turquie	2,3	2,0 %	1,8	2,1 %	- 22 %
Taïwan	1,8	1,6 %	1,4	1,6 %	- 22 %
Espagne	1,6	1,4 %	0,9	1,0 %	- 44 %
France	1,6	1,4 %	1,0	1,1 %	- 38 %
Mexique	1,6	1,4 %	0,8	0,9 %	- 50 %
Canada	1,4	1,2 %	0,6	0,7 %	- 57 %
Royaume-Uni	1,2	1,1 %	0,7	0,8 %	- 42 %
Belgique	1,0	0,9 %	0,3	0,3 %	- 70 %
Pologne	0,9	0,8 %	0,5	0,6 %	- 44 %
Iran	0,8	0,7 %	1,0	1,1 %	+ 25 %
Afrique du Sud	0,7	0,6 %	0,5	0,6 %	- 29 %
Australie	0,7	0,6 %	0,3	0,3 %	- 57 %
Autriche	0,7	0,6 %	0,4	0,5 %	- 43 %
Pays-Bas	0,6	0,5 %	0,3	0,3 %	- 50 %
République Tchèque	0,6	0,5 %	0,3	0,3 %	- 50 %
Total cumulé	106,8	94,2 %	83,0	94,7 %	- 22 %
Monde	113,4		87,6		- 23 %

Production d'acier (en tonnes par an par habitant)		
	2008	2009*
Corée du Sud	1,10	0,87
Ukraine	0,97	0,60
Japon	0,93	0,56
Taïwan	0,88	0,73
Allemagne	0,56	0,35
Russie	0,55	0,37
Italie	0,52	0,33
Espagne	0,47	0,27
Pays-Bas	0,43	0,22
Chine	0,38	0,38
Turquie	0,36	0,28
France	0,31	0,19
USA	0,30	0,16
Pologne	0,28	0,16
Royaume-Uni	0,24	0,14
Brésil	0,18	0,10
Mexique	0,17	0,09
Inde	0,05	0,05

* Au taux de production moyen du premier trimestre 2009.

En 1980, la production d'acier par tête de l'impérialisme chinois était de plus de 12 fois inférieure à celle des USA. C'est en 2006 que la production par tête d'acier de la Chine a rattrapé celle des USA. La même année,

l'industrie américaine entrait dans une période de stagnation qui allait bientôt déboucher sur la récession actuelle. En 2008, la production d'acier par tête de l'impérialisme chinois avait déjà dépassé celle des USA de plus de 25 % tandis qu'au premier trimestre 2009 elle lui était désormais supérieure de 2,4 fois ! La production par tête d'acier de l'impérialisme chinois est donc aujourd'hui supérieure à celle de nombre de ses concurrents, reflétant ainsi de manière infiniment plus réaliste que les statistiques financières et commerciales bourgeoises sa suprématie industrielle.

Le début du 21^{ème} siècle voit donc maintenant la plus dynamique puissance impérialiste menacer jusqu'au statut de puissance impérialiste des USA. L'impérialisme chinois est aujourd'hui sans conteste devenu le pays impérialiste dominant, assurant une part de la production mondiale d'acier comparable à celle de l'impérialisme américain dans sa période la plus "faste", c'est-à-dire celle des années de la première moitié du 20^{ème} siècle.

Au rythme de production moyen du premier trimestre 2009, la production annuelle d'acier de l'impérialisme américain se monterait à 48 millions de tonnes et s'effondrerait donc bien en dessous de son niveau de 1944 et même en dessous de son niveau de... 1929, années au cours desquelles il produisit respectivement 80 et 56 millions de tonnes d'acier !

Ce fait illustre à lui seul mieux que de longs discours le caractère éminemment parasitaire de la division internationale du travail qui a permis pendant des décennies à la bourgeoisie des métropoles impérialistes de s'approprier l'essentiel de la masse des profits extorqués aux travailleurs des pays dépendants avec la complicité d'élites bourgeoisies-compradore indigènes, avec pour résultat un élargissement sans précédent de la base sociale petite-bourgeoise et la corruption généralisée du mouvement ouvrier dans les métropoles impérialistes.

Au premier trimestre 2009, la production mondiale d'acier a baissé de plus de 23 % par rapport à la même période de l'année précédente. Chine exclue, la production de celle-ci ayant même légèrement augmenté au cours de la même période, **la production de l'ensemble des autres producteurs d'acier s'est effondrée en moyenne de plus de 37 %**. Et cet effondrement ne se cantonne pas aux USA, mais touche l'ensemble des pays (impérialistes comme dépendants) dans des proportions correspondant à leur degré d'intégration à la sphère d'influence américaine.

Aussi, on ne sera pas étonné de voir des pays comme le Mexique, le Canada, le Brésil et le Japon être aussi touchés que les pays de l'UE (27), alors que les pays les plus intégrés à la sphère d'influence chinoise ont souffert dans des proportions moindres. L'Iran en est le parfait exemple. En 2007, la Chine était devenue le premier partenaire commercial de l'Iran : elle absorbait 15 % de ses exportations et fournissait 14 % de ses importations. En 2008, les exportations iraniennes se sont montées à 106 milliards de dollars dont 80 % étaient constituées par le pétrole. Le volume du commerce bilatéral Chine-Iran avait augmenté de 35 % par rapport à l'année précédente. En 2008, la China National Petroleum Corporation et la National Iranian Oil Company ont signé un contrat de près de 1,8 milliard de dollars pour l'exploitation d'importants champs pétrolifères. Les investisseurs chinois ont également fait part de leur intérêt pour l'exploitation des gisements de titane du sud de l'Iran. Pas étonnant dans ces conditions que la production iranienne d'acier ait bondi de 25 % par rapport à l'année précédente.

Déjà à la fin de l'année 2008, alors que l'industrie de ses concurrents continuait de s'effondrer, l'industrie chinoise qui avait chuté dans des proportions moindres que celle de ses concurrents au cours des mois précédents, avait rapidement montré des signes de relèvement, dès décembre 2008 en fait. Ainsi, sa production d'acier s'était redressée en décembre-janvier puis était parvenue à limiter les pertes en février malgré des chiffres du commerce extérieur calamiteux. En mars, elle a continué de démontrer ses capacités d'endurance : la production d'acier a fait un bond de près de 12 % par rapport au mois précédent, **au point de dépasser son niveau de production moyen du premier semestre 2008 !**

Selon le Bureau National des statistiques (CCTV-F, 16/04/2009), le PIB chinois a crû à un rythme annuel de 10,3 % au cours des deux premiers trimestres 2008. Au troisième trimestre 2008, ce rythme n'était plus que de 9,0 %, et de seulement 6,8 % au quatrième trimestre. Si au premier trimestre 2009, le rythme de la croissance chinoise a continué de baisser pour atteindre 6,1 %, il ne faut pas perdre de vue plusieurs faits importants :

- Malgré cette baisse, la Chine maintient un rythme de croissance élevé à un moment où ses principaux concurrents connaissent une profonde récession. Au quatrième trimestre 2008, le PIB américain s'était contracté de 6,3 % en rythme annuel. (*Le Monde.fr*, 26/03/2009) Le différentiel de croissance entre la Chine et ses principaux concurrents (c'est-à-dire l'amplitude de l'inégalité de développement inter-impérialiste), s'est donc en réalité accru. Ainsi, le différentiel de croissance Chine-USA est passé de 9 % au cours des deux premiers trimestres de l'année 2008 à près de 10 % au troisième trimestre 2008. Enfin, au cours du quatrième trimestre 2008 et du premier trimestre 2009, ce différentiel a dépassé 12 %.

- Le rythme de la baisse de la croissance du PIB chinois s'est nettement ralenti par rapport à celui des deux derniers trimestres de l'année 2008.
- Le rythme d'accroissement de la production industrielle chinoise s'est notablement relevé à la fin du premier trimestre 2009 et au début du quatrième trimestre 2009 : alors que la production industrielle chinoise avait augmenté de 3,8 % en janvier-février 2009 par rapport à la même période de l'année précédente, elle avait augmenté de 7,8 % en mars-avril 2009. (*Reuters*, 13/05/2009) A titre de comparaison, la production industrielle française n'a cessé de s'effondrer tout au long du 1^{er} trimestre 2009 par rapport au trimestre précédent. Au 1^{er} trimestre 2009, la production industrielle française était ainsi inférieure de 15,5 % à celle du 1^{er} trimestre 2008. (*Xinhua*, 11/05/2009)
- En mars 2009, les investissements dans les immobilisations (capital fixe) ont augmenté de plus de 30 % par rapport à la même période de l'année précédente. Dans le même temps le volume des ventes au détail s'est accru de près de 15 %, preuve que le plan de soutien chinois, au contraire de ceux de ses concurrents, ne se fait pas au détriment de la consommation des masses exploitées. Ce niveau d'accroissement des ventes au détail a été confirmé au moins d'avril. Au contraire, les investissements massifs que l'impérialisme chinois réalise pour moderniser son économie stimulent la création d'emplois et favorisent donc l'extension des débouchés intérieurs. Ainsi, en avril 2009, l'économie chinoise a vu l'indice des prix d'achat et l'indice de l'emploi se relever pour la première fois depuis l'automne 2008. (*Xinhua*, 01/05/2009)

Sous le capitalisme, l'inflation est d'ordinaire un indice accompagnant la croissance économique, la tension exercée sur les marchés rompant constamment l'équilibre entre l'offre et la demande à travers l'augmentation de la demande et amène ainsi à réévaluer le prix de l'ensemble des marchandises (force de travail incluse) à la hausse. Au contraire, quand l'économie bourgeoise est frappée par la récession, la rupture de l'équilibre entre l'offre et la demande se fait par la diminution de la demande et la tension exercée sur les marchés diminue alors et dévalue la valeur des marchandises. Seule l'économie socialiste combine croissance économique et déflation. Sous le socialisme, l'accroissement du niveau de vie des masses travailleuses s'opère essentiellement sous la forme de baisses du coût de revient (et donc des prix) des productions sociales (qui ne sont plus des marchandises dans le sens classique du terme, c'est-à-dire en tant que productions sociales renfermant du travail exploité). Sous le socialisme, la baisse des prix des productions sociales est ainsi obtenue par la hausse de la productivité du travail, au contraire du capitalisme qui ne l'obtient que par la baisse relative ou absolue du salaire des travailleurs.

Cette parenthèse fermée, il est aujourd'hui évident que la résistance et l'endurance de l'économie de l'impérialisme chinois contrastent nettement avec la spirale déflationniste dans lesquelles continuent de sombrer ses principaux concurrents. La raison fondamentale en est simple : la puissance et la compétitivité de l'industrie chinoise. Comme nous l'avons déjà évoqué, cet atout permet à la Chine d'avoir à supporter une dette extérieure et une dette publique *per capita* beaucoup plus faible que celles de l'ensemble de ses concurrents — qu'il s'agisse de pays impérialistes ou de pays ateliers. Ainsi, même dans le cas où la demande se contracte fortement sur les marchés extérieurs, l'impérialisme chinois est en mesure de payer les intérêts des dettes qu'il contracte pour financer ses déficits budgétaires actuels, un avantage certain sur ses concurrents aujourd'hui déjà criblés de dettes !

Du fait de sa productivité du travail supérieure, qui lui laisse une réelle marge de manœuvre pour améliorer les conditions de l'esclavage salarié sur son sol sans pour autant handicaper trop lourdement ses performances à l'exportation, l'impérialisme chinois peut raisonnablement compter sur la hausse de la demande intérieure pour soutenir son industrie. Évidemment, la bourgeoisie chinoise est trop intelligente pour se limiter, comme certaines bourgeoisies concurrentes aux abois le font à une distribution (sous des formes directes ou indirectes) de la richesse sociale aux masses exploitées. Non, l'impérialisme chinois ne va pas doubler les salaires des masses travailleuses chinoises, ni même leur signer un chèque de quelques milliers de yuans à dépenser, mais il peut stimuler le développement de certaines mesures de secours social (santé et assurance chômage) et surtout combattre le chômage en se lançant dans le financement de grands projets keynésiens qui l'aideront en outre à rattraper et à dépasser au plus vite ses concurrents à l'agonie. Le gouvernement chinois a ainsi récemment annoncé un plan d'action de 3 ans d'un montant de 850 milliards de yuans — soit environ 91 milliards d'euros —, visant à réformer le système de santé chinois, s'engageant ainsi à assurer des soins médicaux de base gratuits à l'ensemble de la population chinoise. Ce plan inclut la construction de 2000 hôpitaux de districts, ainsi que la construction ou la rénovation de 3700 centres de santé et 11000 dispensaires au niveau des villes et villages. (*CCTV-F*, 07/04/2009) Une situation qui contraste au plus haut point avec celle des concurrents de l'impérialisme chinois qui cherchent aujourd'hui à abaisser le coût de leur force de travail en réduisant à néant les dépenses sociales dans les secteurs de l'éducation et de la santé !

L'évolution la plus récente de la production mondiale d'acier mérite d'être étudiée, car elle fournit des indices précis sur les impacts internationaux du plan chinois de stimulation de la demande intérieure. Au cours des quatre premiers mois de l'année 2009, la production mondiale d'acier s'est montée à une moyenne mensuelle de 88,2 millions de tonnes (\pm 3 millions de tonnes), soit une baisse de 23 % par rapport à la

même période de l'année précédente. Ce niveau de production est inférieur à celui du dernier trimestre de l'année 2008 (89,7 millions de tonnes). En outre, la production avait diminué en février par rapport à janvier et en avril par rapport à mars, prouvant que la sortie du tunnel est bien éloignée.

La production chinoise qui était descendue sous la barre des 40 millions de tonnes au cours des quatre derniers mois de l'année 2008, était nettement remontée dès décembre et a poursuivi son redressement au cours des derniers mois : d'un peu plus de 40 millions de tonnes en janvier-février, elle était remontée autour de 44 millions de tonnes en mars-avril.

Les productions japonaise et sud-coréenne ont poursuivi son effondrement jusqu'en février, puis se sont légèrement redressées en mars-avril. La production russe s'est légèrement relevée au cours des quatre premiers mois par rapport à la fin de l'année 2008.

Au contraire, la production allemande a continué de s'effondrer sans interruption, diminuant encore de près de 30 % de janvier à avril.

La production américaine a stagné à un niveau voisin de son niveau le plus bas de décembre 2008, diminuant même légèrement de manière ininterrompue de janvier à avril.

Ces quelques exemples montrent que l'impérialisme chinois a entraîné dans son sillage de début de redressement les pays bourgeois les plus étroitement inclus dans sa sphère d'influence. **Ce n'est pas un hasard si ce sont les pays dont la Chine figure parmi les plus gros clients qui ont le plus profité du redressement de son économie !** L'impérialisme allemand en sait quelque chose ! En avril 2009, elle ne se montait plus qu'à 1,9 million de tonnes, soit à peine 45 % de son niveau moyen du premier semestre 2008. Il faut dire que l'impérialisme allemand est le moteur industriel privilégié des pays impérialistes de l'UE (27) et des USA : ainsi en 2007, les huit premiers clients de l'Allemagne (qui absorbaient 53 % de ses exportations) étaient européens ou américains... Si en ce début d'année 2009, l'industrie japonaise a été relativement épargnée, comparativement à l'industrie allemande, c'est parce que son industrie mécanique avancée est depuis plusieurs années celle sur laquelle s'appuie préférentiellement l'impérialisme chinois. Par conséquent, si les investissements de capital fixe augmentent en Chine, cela permet à certains secteurs clefs de l'industrie japonaise de se relever. L'impérialisme japonais peut donc espérer obtenir un sursis s'il opte pour une alliance étroite avec l'impérialisme chinois. La Corée du Sud se trouve dans une situation proche de celle du Japon. Disposant d'une industrie de très haut niveau, elle peut trouver un intérêt dans le renforcement des liens avec l'impérialisme chinois, même si elle doit le payer dans quelques années.

De ce fait, il n'est pas étonnant que la Chine, la Corée du Sud et le Japon aient décidé de la création d'un fonds de réserve régional de 120 milliards de dollars. Ces trois puissances impérialistes contribueront à hauteur de 80 % à ce fonds (32 % pour la Chine, autant pour le Japon et 16 % pour la Corée du Sud) incluant les pays membres de l'ASEAN. (*Xinhua*, 03/05/2009) Ainsi, ces pays cherchent aujourd'hui à se doter d'une enveloppe de secours leur permettant d'affronter dans de meilleures conditions l'effondrement imminent de l'impérialisme américain.

Alors que dans le contexte de contraction des débouchés internationaux l'impérialisme japonais cible manifestement les investissements les plus prometteurs, certains de ses concurrents impérialistes s'obstinent à faire preuve d'aveuglement en continuant à investir dans les pays impérialistes en déclin.

Ainsi, alors que Fiat a déjà pris possession de 20 % du capital de Chrysler, l'un des "Big Three" de Détroit et lorgne désormais sur la filiale Opel de General Motors (*Reuters*, 01/05/2009), le constructeur japonais Mazda a annoncé qu'il allait pour sa part procéder à de nouveaux investissements afin d'augmenter sa part dans la joint-venture Faw-Mazda en Chine. Il faut dire que Mazda, qui a vendu plus de 37 000 véhicules en Chine au premier trimestre 2009 (*Xinhua*, 01/05/2009), a bien compris que c'est là que se trouvait l'avenir pour les monopoles des pays impérialistes en déclin ! Le patron de Fiat peut bien justifier ses acquisitions en Amérique du Nord en clamant que seuls les constructeurs disposant d'une capacité de production proche de 6 millions de véhicules survivront à la crise, c'est oublier que la taille ne peut suffire à garantir la pérennité d'un groupe à la vue des gigantesques surcapacités de production dans le secteur automobile international ! Si d'importantes capacités de production sont situées dans un pays où le coût de revient est supérieur à la concurrence et sont destinées à ravitailler les marchés les plus touchés par la contraction des débouchés, ces capacités de production, aussi grandes soient-elles, ne serviront pas à grand-chose !

En effet, dans l'automobile comme dans tous les secteurs industriels où sévit la concurrence chinoise, il faut s'attendre à voir les capacités de production obsolètes (sur le plan de la compétitivité) disparaître.

Le 30 avril, Chrysler (ex-troisième constructeur automobile américain) a annoncé la fermeture de toutes ses usines pour une durée d'un à deux mois, le temps de procéder à sa restructuration sous l'égide d'un nouvel important actionnaire (qui deviendra peut-être sous peu son actionnaire principal), le groupe italien FIAT. Au Canada, Chrysler a annoncé la fermeture pour une durée indéterminée de ses deux usines d'assemblage, menaçant ainsi plus de 11 000 emplois directs. (*Xinhua*, 01/05/2009) Le même jour, les deux constructeurs automobiles américains en sursis (Ford et General Motors) annonçaient pour le mois d'avril une baisse de

33 % de leurs ventes par rapport à la même période de l'année précédente. Pour le premier trimestre 2009, General Motors a enregistré une perte nette de 6 milliards de dollars à la suite de laquelle il a annoncé la réduction de ses effectifs (calculés sur la base de temps complet), de 61 000 à 40 000 emplois d'ici 2010. Après avoir reçu 2 milliards de dollars supplémentaires de l'État, General Motors avait annoncé à la fin avril qu'il allait fermer temporairement 13 de ses usines aux USA et au Mexique de mai à juillet afin d'écouler ses stocks. Alors que General Motors n'a plus que jusqu'au 1^{er} juin pour trouver une solution de survie, son PDG vient d'annoncer qu'il était « davantage probable que nous soyons contraints de réaliser nos objectifs dans le cadre d'un dépôt de bilan ». (*Reuters*, 11/05/2009) General Motors a annoncé qu'il avait besoin de 3,3 milliards d'euros d'aides des gouvernements européens pour éviter des suppressions d'emplois et des fermetures de sites de sa filiale européenne Opel. Cette demande d'aumônes adressée aux États impérialistes n'est pas propre aux monopoles américains : Renault a ainsi récemment sollicité un geste financier du gouvernement espagnol afin de ne pas fermer son usine de Valladolid. (*Reuters*, 11/05/2009)

Il faut dire que la crise du secteur automobile est loin de se limiter aux USA. Ainsi, au cours de son exercice 2008/2009 Toyota, le premier constructeur automobile mondial (8,9 millions de véhicules produits au cours de son exercice 2007/2008), a enregistré **pour la première fois de son histoire** une perte annuelle (3,3 milliards d'euros), contrastant nettement avec les 11 milliards d'euros de bénéfice dégagés au cours de l'exercice précédent. Au cours de l'année fiscale japonaise (achevée le 31 mars), la production automobile japonaise a diminué de 15 % par rapport à l'exercice précédent — les débouchés intérieurs et extérieurs ayant subi une contraction comparable. Et le constructeur japonais s'attend à un exercice 2009/2010 encore plus catastrophique, sachant qu'au cours du dernier trimestre de son exercice 2008/2009 (le premier trimestre 2009), le groupe a enregistré une perte nette de 6,3 milliards d'euros. Il faut dire que la production automobile japonaise a été divisée par plus de deux par rapport à l'année précédente.

L'effondrement de la production automobile en général et de la production industrielle en particulier se produit de toute évidence dans des proportions identiques à celle de la production d'acier. Si cette baisse n'affecte pour l'instant le PIB des pays impérialistes en déclin dans des proportions bien inférieures (de l'ordre de quelques pour cent seulement), c'est parce que la production industrielle représente dans ces pays une faible proportion du PIB : 20 % en France et 26 % au Japon en 2008. L'effondrement comparable de la plus grande partie du PIB de ces pays — celle provenant du secteur tertiaire — se produira donc à rebours, mais à brève échéance. En effet, le maintien des dépenses non productives de ce secteur va nécessairement faire gonfler les déficits et l'endettement des États impérialistes concurrents de la Chine à tous les niveaux de leur économie. Il leur faudra donc nécessairement procéder à des coupes sombres dans les dépenses destinées aux secteurs non productifs de leur économie ! Une politique qui aura évidemment pour contrepartie d'aggraver la contraction des débouchés internationaux. **Ceci rend inévitable la destruction à une échelle sans précédent des emplois des secteurs non productifs dans lesquels la bourgeoisie monopoliste inclut évidemment la fraction sociale des dépenses destinées à ses esclaves salariés : santé, éducation, assurance chômage, aides sociales diverses.** Pour les monopoles des pays impérialistes en déclin, ces dépenses sont aujourd'hui devenues un fardeau insurmontable et injustifiable.

Dans les secteurs non productifs, les monopoles eux-mêmes commencent à sentir cet ajustement naturel et inéluctable. Ainsi, au premier trimestre 2009, TF1 (propriété du groupe Bouygues) a enregistré une chute de 91 % de son résultat net du fait d'une baisse de 27 % de ses recettes publicitaires. (*Le Figaro.fr*, 14/05/2009) Cet effondrement des revenus publicitaires provoqué par l'aggravation de la situation économique des entreprises ne se limite évidemment pas à la France. Ainsi, la société Radio-Canada a récemment annoncé la suppression de 800 emplois (soit 8 % de ses effectifs) en raison de la « dégringolade de ses revenus publicitaires ». (*AP*, 25/03/2009)

Avec un secteur tertiaire ne représentant en 2008 que 40 % de son PIB, contre 10 % pour l'agriculture et 50 % pour l'industrie, l'impérialisme chinois dispose de manière évidente de l'économie la plus efficiente de tous les pays impérialistes. À peine le tiers de la force de travail chinoise est engagée dans les secteurs non productifs de l'économie. **L'impérialisme chinois supporte donc une charge non productive très inférieure, rendant sa main-d'œuvre d'autant plus productive et concurrentielle à niveau technique industriel égal, un avantage décisif que nous avons déjà évoqué dans notre étude *Impérialisme et anti-impérialisme*.**

Pour bien prendre la mesure de l'ampleur de l'effondrement de la production mondiale d'acier (qui accompagne celle de la production industrielle dans son ensemble), il faut rappeler que l'on doit remonter plus de 70 ans en arrière pour retrouver un effondrement aussi important de la production mondiale d'acier : la crise économique du début des années 1930 s'était traduite par une baisse de 54 % de la production durant la période 1929-1932, c'est-à-dire sur 4 ans ! Durant les périodes 1973-1975 et 1979-1982, la baisse n'avait été respectivement que de 9 et 13 %. En 1989-1992, au moment de la liquidation de l'URSS social-impérialiste, la baisse n'avait été que de 8 %. Enfin, la crise asiatique de 1997-1998 ne s'était traduite que par une baisse de 3 %.

La crise actuelle n'est donc pas une répétition mécanique de celle de 1929. En premier lieu, la division internationale du travail actuelle est bien plus poussée que celle du début des années 1930 et rend les économies de l'ensemble des pays composant le système mondial de l'impérialisme interdépendantes à un degré extrême. C'est pourquoi le protectionnisme généralisé est aussi peu en vogue. En second lieu, si certains symptômes sont identiques, la maladie n'est pas la même : loin d'être une simple crise de surproduction touchant à des degrés assez comparables l'ensemble des pays impérialistes, la crise économique actuelle s'apparente bien plus à une répétition de celle qui a frappé l'URSS social-impérialiste il y a une vingtaine d'années quand son outil industriel incapable de soutenir plus longtemps la concurrence, s'est effondré.

Cependant, si le mécanisme est le même, les analogies s'arrêtent là.

D'abord, il ne s'agit pas aujourd'hui de l'effondrement économique d'un seul pays impérialiste, mais de celle d'une très large coalition de vieux pays impérialistes dont le volume de la production industrielle indigène est insignifiant et comporte une dépendance extrême vis-à-vis de produits manufacturés d'importation (biens intermédiaires). Or ce sont ces pays impérialistes qui ont constitué durant trois décennies le moteur des exportations et donc de la croissance économique des pays dépendants ateliers et de l'impérialisme chinois. L'effondrement de leur économie est donc synonyme d'une contraction sans précédent des débouchés internationaux qui doit nécessairement affecter l'économie de l'ensemble des pays ateliers, l'impérialisme chinois inclus. Cette situation est d'autant plus dangereuse pour l'impérialisme chinois que ses concurrents les plus puissants possèdent encore une avance technologique dans certaines industries de pointe. Certes, l'impérialisme chinois est parvenu à combler une grande partie de son retard au cours des dernières années, mais quelques années supplémentaires auraient été nécessaires pour lui permettre de rattraper ses concurrents dans des domaines comme l'automobile, l'aéronautique civile, l'électronique et les machines-outils. L'impérialisme chinois pousse donc à sa limite les contradictions internes du système mondial de l'impérialisme : à la fois pays impérialiste exportateur de capitaux et pays atelier fournissant le monde bourgeois, son essor menace non seulement d'entraîner la ruine de l'ensemble de ses concurrents, mais aussi sa propre ruine s'il ne parvient pas à gérer habilement l'inversion des polarités en cours. Pour la survie du système mondial de l'impérialisme, il est capital que l'impérialisme chinois parvienne à faire de son marché intérieur, le principal débouché de son économie. En dehors de cette perspective, le système mondial de l'impérialisme sera dans l'impossibilité de rompre la spirale récessionniste dans laquelle il s'est engagé. Mais dans tous les cas, le nouvel ordre impérialiste sera synonyme pour les travailleurs des futures ex-métropoles impérialistes d'un anéantissement de toutes les conquêtes et concessions sociales obtenues au cours de ces deux derniers siècles.

Ensuite, l'URSS social-impérialiste restait, malgré l'existence de puissants centres industriels, un pays encore très rural où près de 24 % de la population était employée dans le secteur agricole en 1979. Aussi, quand des pans entiers de son industrie se sont effondrés, une partie assez importante de l'emploi a pu être préservé. Dans certains pays, une grande partie des masses exploitées urbaines jetées au chômage a même pu retourner à la terre à des fins de survie, d'autant que la propriété d'une grande partie des terres revêtait des formes étatiques ou coopératives. En Albanie ces formes de propriété ont permis à la néo-bourgeoisie compradore d'opérer une réforme agraire redistribuant à la population de petits lopins individuels destinés à une agriculture de subsistance, permettant ainsi d'atténuer dans une large mesure la contestation sociale. En outre, la dépendance de l'URSS social-impérialiste vis-à-vis de nombreuses marchandises de consommation courante d'importation n'était pas aussi extrême qu'elle ne l'est aujourd'hui pour les pays impérialistes concurrents de la Chine. Il en sera tout autrement de pays impérialistes comme les USA, le Japon ou ceux d'Europe où la majeure partie de la population est employée dans des activités parasites dont l'existence est conditionnée directement ou indirectement par l'exploitation des pays dépendants. En effet, dans ces pays, l'agriculture a atteint un degré de concentration très important et la propriété foncière est concentrée entre les mains d'un pourcentage infime de la population. Dans ces pays, la population active employée dans l'agriculture représente d'ordinaire de 1 à 4 % de la population active et l'industrie autour de 20 à 25 %. Les activités non productives y représentent donc aujourd'hui entre 75 et 80 % de l'emploi.

Dans ces conditions, tous les phénomènes de pourrissement social qui se sont exprimés avec force dans la Russie post-social-impérialiste — telles l'explosion du chômage urbain, la criminalité, la dénatalité accélérée, etc. —, s'exprimeront dans ces pays avec une intensité très supérieure quand les lambeaux d'industrie de leur "économie de bazar" s'effondreront en entraînant dans leur chute l'ensemble les secteurs non productifs qui en profitaient. Les économies qui seront issues de cette décomposition seront telles des ombres de spectres : immatérielles ! Les économies ainsi sinistrées se caractériseront alors par la domination d'une masse gigantesque de bras à nourrir devenus inutiles. Dans ce contexte, l'obstacle constitué par une concentration extrême de la propriété foncière ne pourra être surmonté que d'une seule façon dans le cadre des rapports de production bourgeois : la conversion des grandes exploitations agricoles mécanisées en exploitations à faible composition organique employant une main-d'œuvre salariée abondante et bon marché... En effet, une fois privées des subventions des États bourgeois déclarés en faillite, nombre

d'exploitations agricoles actuelles se verront dans l'obligation de revoir à la baisse leurs investissements et donc de diminuer leur niveau de mécanisation. "La nature est bien faite" : les armées de chômeurs trouveront alors à s'employer... Pour autant, cela ne permettra pas de résoudre les contradictions sociales, mais seulement de les atténuer dans un premier temps.

Les monopoles russes qui ont survécu à l'effondrement du social-impérialisme soviétique sont ceux qui ne retardaient pas sur la concurrence internationale, à l'instar de son industrie énergétique (pétrole, nucléaire) et des monopoles de son complexe militaro-industriel. De ce point de vue, un effondrement pacifique de l'impérialisme américain et de ses alliés conduirait à la ruine de nombreux monopoles de ces pays, à l'exception de ceux disposant encore d'une avance sensible sur leurs concurrents chinois. Pour quelques années encore, les monopoles du complexe militaro-industriel américain pourraient ainsi espérer jouer un rôle actif sur les marchés internationaux.

Les analystes du LEAP/Europe 2020, s'ils ont bien compris qu'il ne fallait pas comparer la crise économique actuelle à celle de 1929, mais plutôt chercher d'autres références, n'ont pas compris que la référence à « la grande crise mondiale de 1873-1896 » (*Communiqué public GEAB n°35, 15 mai 2009*) était elle aussi hors de propos. Cette crise économique entraîna en effet la naissance et la consolidation d'entreprises monopolistes qui exercèrent une influence déterminante sur l'ensemble la sphère économique et politique. La crise actuelle n'est évidemment pas de cette nature. Prisonniers d'une analyse des phénomènes extérieurs de la crise économique, les analystes du LEAP/Europe 2020 sont incapables de prendre comme point de départ de la crise les modifications induites au sein de la sphère productive par la division internationale du travail. C'est pourquoi pour eux, cette crise est avant tout "financière".

En 2008, pour la première fois de sa longue histoire (192 ans), la Caisse des dépôts et consignations (CDC), qui n'est autre que le bras financier de l'État impérialiste français, a enregistré une perte de 1,5 milliard d'euros, contre un bénéfice de 2,5 milliards d'euros l'année précédente. (*Libération.fr, 09/04/2009*) À la fin de l'année 2007, la CDC gérât plus de 200 milliards d'euros d'épargne (livret A) et possédait pour 21 milliards d'euros d'actions, pour l'essentiel au sein des plus gros monopoles français : Veolia (9,85 %), Dexia (8,9 %), Accor (8,6 %), Valéo (6,5 %), Schneider Electric (4,4 %), Areva (3,6 %), Danone (3,6 %), Saint-Gobain (3,0 %), PSA Peugeot Citroën (3,0 %), Suez (2,8 %), EADS (2,2 %), Société générale (2,0 %), Alcatel-Lucent (2,0 %). Avec cette perte, c'est l'existence même du "plan anticrise" financé par la CDC à travers le "Fonds stratégique d'investissement" qui est remise en cause. La perte enregistrée par la CDC est au plus haut point symbolique, car placée sous le contrôle du Parlement, la CDC avait été créée afin de rétablir la confiance dans les finances publiques... Ce déficit préfigure donc l'implosion à venir du "modèle social français" et de "l'État providence" dont l'État impérialiste français ne sera bientôt plus en mesure de financer l'existence.

Incapables de prendre comme base d'analyse le monopole industriel croissant de l'impérialisme chinois dans le cadre de la rupture du monopole détenu par de vieux pays impérialistes sur les moyens de production, il est naturel que les analystes du LEAP/Europe 2020 émettent des suppositions fausses dont voici quelques exemples tirés de leur article *Anticipations 2008-2013* (*GEAB n°28, 15 octobre 2008*).

- De nombreux pays européens seraient beaucoup moins éprouvés par la crise que le continent nord-américain et le Royaume-Uni — qui seraient frappés par « une profonde crise économique et sociale longue de 5 à 10 ans » —, et ne subiraient qu'une « stagnation économique courte d'une durée de 2 à 3 ans ». Cette prévision s'avère déjà fautive, comme le prouvent la récession actuelle et le niveau d'effondrement de leur production industrielle, comparable à celui des pays anglo-saxons. Il faut dire que si la crise de l'endettement était certes plus aiguë aux USA et au Royaume-Uni, l'approfondissement et l'extension rapide de la crise économique au système bourgeois dans son ensemble relègue au second rang les différences modérées du niveau d'endettement des pays impérialistes, pris dans un même processus de décomposition de leurs dernières branches d'industries. La crise économique fait en effet fondre comme neige au soleil le peu d'épargne dont disposaient encore les populations de certains pays impérialistes en déclin et s'accroître les déficits de leurs États. Dans ces conditions, un taux d'endettement un peu plus faible, ce n'est en somme qu'une courte période de sursis gagnée... À titre d'exemple, durant la période 2005-2008, le taux d'endettement des ménages français est passé de 64,1 à 74,6 % du revenu disponible ! Il serait surprenant que cette évolution ne s'accroisse pas davantage encore face à l'explosion du chômage et à l'aggravation des conditions de l'esclavage salarié. L'évolution récente de la dette publique donne un avant-goût du rythme auquel va gonfler la dette des ménages. Au début du mois de mars, le gouvernement français a revu nettement à la hausse ses prévisions concernant l'augmentation de la dette publique pour l'année en cours. Fixée initialement à 66,0 % du PIB dans son projet de budget 2009, la prévision a été relevée à 73,9 %. (*Reuters, 04/03/2009*) Il faut dire qu'à la fin de l'année 2008, la dette publique avait déjà atteint 68,1 % ! Pour bien prendre la mesure de l'accélération de cette hausse, rappelons que la dette publique est passée de 56,9 % à 63,8 % durant la période 2001-2007.

- Le Japon serait plus touché par la crise économique que de nombreux pays d'Europe, l'Allemagne incluse. Au contraire, comme nous l'avons montré, l'impérialisme japonais est actuellement poussé à

renforcer ses liens avec l'impérialisme chinois du fait de la possibilité de moins souffrir de la crise économique que l'impérialisme allemand, à condition que la bourgeoisie japonaise consente à jouer le rôle de principal fournisseur de technologies industrielles de Pékin, dût-il en pâtir dans quelques années...

- Le Brésil et la Russie seraient confrontés, comme la majorité des pays européens, à une brève stagnation économique, alors que l'Inde et la Chine seraient certes moins durement touchés que l'Amérique du Nord, mais plus durement éprouvés que la majorité des pays européens et subiraient ainsi « une récession économique courte d'une durée de 2 à 3 ans ». Cette prévision est démentie depuis plusieurs mois par les statistiques industrielles : de tous ces pays, c'est l'impérialisme chinois qui, à la faveur de son faible taux d'endettement et d'une industrie à la productivité inégalée, a le plus vite sorti la tête hors de l'eau, entraînant dans sa remontée ses plus importants fournisseurs (Japon, Corée du Sud, Russie). Confronté à l'effondrement complet des derniers pans de l'industrie de ses concurrents qui entraînera une contraction des débouchés internationaux bien plus intense qu'actuellement, l'impérialisme chinois ne devra alors la pérennité de son redressement économique qu'à la restauration d'une division internationale du travail lui permettant de faire de son marché intérieur le principal débouché pour son industrie. Deux voies que nous avons déjà détaillées s'offriront alors à lui et la seule difficulté majeure à laquelle il sera confronté sera de parvenir à réaliser cette transition le plus en douceur possible — c'est-à-dire sans que le prolétariat et la paysannerie travailleuse chinois ne souffrent trop durant cette période de transition —, alors même que la bourgeoisie impérialiste chinoise sera placée dans un contexte international de complète débâcle de l'économie de ses concurrents.

- Pour de nombreux pays du continent africain, à l'instar du Mali, la crise économique aurait un « impact marginal ». Si cette prévision pourrait au premier abord sembler logique, l'économie de ces pays étant très peu intégrée et encore très rurale, c'est sans compter sur l'orientation exportatrice de leurs productions agricoles ainsi que sur la réduction des aides caritatives internationales et du volume des transferts de fonds des immigrés que provoquera la crise économique. Ces deux canaux qui ont jusque-là permis aux populations de ces pays de survivre tant bien que mal — leur production vivrière étant la plupart du temps insuffisante —, ces pays ont donc aujourd'hui toutes les chances d'être durement éprouvés par la crise économique. Pour les populations de ces pays, la survie elle-même ne pourra être assurée.

- Enfin, les pays producteurs de pétrole du Golfe Persique ainsi que Taïwan, jugés extrêmement dépendants vis-à-vis des USA et du Royaume-Uni, seraient frappés par une récession économique suffisamment forte pour poser de graves problèmes de « stabilité politique ». Les faits récents prouvent la fausseté de cette prévision. En effet, les élites de ces pays, bien conscientes qu'elles marchent depuis des années sur une planche pourrie, tendent aujourd'hui à renforcer leurs liens avec l'impérialisme chinois. Taïwan en est le meilleur exemple. Au cours du dernier salon transdétroit, les monopoles taïwanais bien déterminés à « profiter du plan de relance chinois » ont ainsi signé des accords concernant une trentaine de projets clefs incluant l'énergie éolienne, l'électronique, la machinerie et la chimie. (CCTV-F, 20/05/2009) Si risque majeur d'instabilité politique il y a, ce sera sans aucun doute au sein des métropoles des pays impérialistes déchus et dans les pays ateliers bourgeois-compradore qui sont les plus dépendants d'eux ! Dans ces pays, il apparaît évident que la bourgeoisie aura à affronter une crise économique, sociale et politique d'une ampleur et d'une intensité sans précédent, car les masses populaires chercheront inévitablement à comprendre qui sont les vrais responsables de la crise économique actuelle et à châtier les responsables de la dégradation inouïe de leurs conditions de vie à laquelle le développement de la crise va nécessairement aboutir dans un futur proche.

Les relations bilatérales sino-russes au beau fixe

Les relations économiques bilatérales sino-russes reflètent de manière évidente une situation de bon voisinage : en 2008, le volume du commerce bilatéral s'est monté à 57 milliards de dollars — soit une hausse de près de 19 % par rapport à l'année précédente —, faisant de la Chine le premier partenaire commercial de la Russie. Comme nous l'avons montré dans notre article du mois de juillet 2008, les besoins de l'impérialisme chinois sont en effet en parfaite adéquation avec l'offre des monopoles russes les plus puissants : combustibles fossiles, minerais, technologies militaires et nucléaires ! Pour ces monopoles, la Chine est plus un client qu'un concurrent ! Aussi, face à la crise économique actuelle, l'impérialisme russe ne peut que continuer à voir dans la Chine son client le plus important, et surtout le plus solvable ! Enfin, il serait étonnant que confronté à la baisse des revenus de ses exportations de gaz et de pétrole, l'impérialisme russe n'approfondisse pas encore davantage la coopération économique avec Pékin qui est friand de technologies militaires russes.

La coopération économique sino-russe est si profonde que l'impérialisme russe loue désormais à l'impérialisme chinois de fertiles terres agricoles inexploitées (un potentiel estimé à 20 millions d'hectares !) situées dans ses territoires de l'Extrême-Orient russe (Khabarovsk, Birobidjan). Ainsi, selon le ministère de l'intérieur russe, plusieurs centaines de milliers de paysans chinois vivent déjà sur ces territoires. Les deux partenaires impérialistes profitent de cette collaboration : l'impérialisme chinois y voit une solution pour augmenter sa production agricole et occuper une portion de ses paysans surnuméraires, tandis que l'impérialisme russe reçoit un loyer et perçoit des taxes à l'exportation pour des terres qui ne lui rapportaient rien. En 2008, ces exploitations agricoles d'un nouveau genre ont fourni à la Chine près d'un demi-million de tonnes de soja d'importation. (*Le Monde.fr*, 20/04/2009)

On ne sera donc pas surpris de voir que les relations politiques et militaires bilatérales ne sont pas moins bonnes que les relations économiques. Ces dernières années fourmillent de faits qui prouvent les bonnes relations politiques entre Moscou et Pékin, l'impérialisme russe n'ayant jamais soutenu les tentatives occidentales de déstabilisation de l'impérialisme chinois (Tibet, Taïwan) et l'impérialisme chinois lui ayant rendu la pareille dans le conflit qui a opposé la Géorgie et l'OTAN à la Russie l'an dernier. L'appui apporté dernièrement par l'impérialisme russe à la proposition chinoise qui demandait l'instauration d'une nouvelle monnaie d'échange internationale remplaçant le dollar fournit un autre exemple des très bonnes relations politiques entre Moscou et Pékin.

Ces relations dépassent d'ailleurs le simple cadre de la non-ingérence dans les affaires de l'autre. Elles sont fondées sur une véritable communauté d'intérêts fondamentaux à l'origine d'une véritable collaboration dans le domaine de la défense. Comme nous allons le voir, ce n'est pas un hasard si c'est au croiseur lance-missiles Varyag — le navire amiral de la flotte russe du Pacifique, classé par l'OTAN comme un bâtiment "tueur de porte-avions" — qu'est revenu l'honneur d'ouvrir la parade internationale organisée le 23 avril à Qingdao à l'occasion du soixantième anniversaire de la naissance de la marine chinoise. De l'aveu du porte-parole de la flotte russe, ce fait « témoigne des relations amicales liant les Marines russe et chinoise ». (*Ria Novosti*, 22/04/2009)

La naissance de la coopération stratégique sino-russe remonte au printemps 1996, quand les dirigeants des deux pays impérialistes se rencontrèrent à Shanghai (en présence des représentants bourgeois du Kazakhstan, du Tadjikistan et du Kirghistan), dans le but de lutter ensemble contre la « menace islamiste à leurs frontières » autant que de « faire contrepoids à l'hégémonisme des USA dans la région ». En juin 2001, les cinq de Shanghai rejoints par l'Ouzbékistan créèrent l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) dont le but fondamental était la lutte conjointe contre « **le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme religieux** ». En août 2005, 10000 soldats russes et chinois participèrent à leurs premières manœuvres militaires conjointes. Depuis, l'influence de l'OCS dans la région, loin de s'affaiblir, n'a fait que se renforcer. Ainsi, l'Inde, le Pakistan, la Mongolie et l'Iran comptent aujourd'hui parmi les pays observateurs admis aux réunions de l'OCS qui se pose aujourd'hui de manière évidente comme un contrepoids à l'OTAN et à l'influence de l'impérialisme américain dans la région. L'OCS est donc aujourd'hui constituée en une structure comparable à celle de l'OTAN. L'OCS a pour but fondamental la protection des intérêts fondamentaux de chaque membre face aux appétits des puissances impérialistes en déclin (rassemblées au sein de l'OTAN) que la crise actuelle pourrait pousser à tenter des manœuvres de déstabilisation et même à entreprendre des agressions coloniales.

Mais l'OTAN n'est plus ce qu'elle était il y a encore deux décennies, et les actions récentes des pays impérialistes membres de cette organisation rappellent les derniers soubresauts de l'URSS social-impérialiste dans ses régions périphériques. Les manœuvres récentes de l'OTAN en Géorgie, précédées d'une mutinerie de plusieurs unités militaires en Géorgie elle-même, résonnent comme un aveu de faiblesse au moins aussi équivoque que l'enlèvement des troupes américaines en Irak et des troupes de l'OTAN en Afghanistan. À la faveur de la crise économique, ce sont aujourd'hui de toute évidence les pays membres de l'OTAN qui sont les plus exposés aux tendances séparatistes dans leurs zones périphériques. Unis autour de l'impérialisme chinois, les membres de l'OCS peuvent raisonnablement espérer sortir de la crise en perdant moins de plumes que leurs concurrents de l'OTAN, à la condition que ceux-ci renoncent à dépasser certaines limites. La frontière à ne pas dépasser a été clairement délimitée par les parades militaires récentes des forces armées russes et chinoises.

Les choses ne sont donc pas simples pour les pays impérialistes membres de l'Alliance atlantique : non seulement le rapport de force économique est clairement en leur défaveur, mais le rapport de force militaire joue également clairement en leur défaveur. Aussi, il ne reste plus à l'impérialisme américain qu'à imiter l'URSS social-impérialiste en acceptant résigné de voir s'effondrer les derniers attributs qui ont fait de lui, un siècle durant, une puissance impérialiste d'envergure internationale !

Il y a maintenant deux décennies, le social-impérialisme soviétique assista impuissant à l'effondrement de secteurs clefs de son économie, ruinée par la concurrence de pays ateliers travaillant pour l'impérialisme américain. Ironie de l'histoire, l'impérialisme russe fait aujourd'hui savoir à l'impérialisme américain qu'il doit à son tour s'incliner devant la puissance de l'économie d'un concurrent impérialiste qu'il a contribué à forger !

Dans son discours prononcé au cours du défilé de la victoire du 9 mai 2009, le président russe a tenu à rappeler que la Russie possédait « une armée moderne dotée d'un haut degré de préparation au combat ». Ainsi, « **toute agression contre notre peuple rencontrera une réponse adéquate** ». Le président russe a également ajouté que la victoire sur le nazisme était « une grande leçon pour tous les peuples » : « **C'est une leçon qui est toujours appropriée aujourd'hui, quand à nouveau certains sont tentés de s'engager dans des aventures militaires. C'est pourquoi notre pays a suggéré un nouveau traité de sécurité européenne. (...) Maintenant plus que jamais, il est évident qu'un monde plus sûr est seulement possible si les règles de la loi internationale sont strictement respectées.** » (*Kremlin.ru*, 09/05/2009)

Simple hasard, ou signe des temps, l'impérialisme russe a procédé à une véritable démonstration de forces en engageant deux fois plus d'avions et d'hélicoptères que l'année précédente et en dévoilant ses armements les plus modernes et les plus redoutables : chars T-80 et T-90, canons automoteurs Msta-S, hélicoptères d'attaque Ka-50 et Mil Mi-28, chasseurs chasseurs multirôles et intercepteurs de dernière génération, lance-roquettes multitubes Ouragan et Smerch, missiles nucléaires stratégiques Topol-M, bombardiers Tu-22M3, bombardiers stratégiques Tu-95 et Tu-160, système de missiles antiaériens sol-air S-300 et S-400 Triumph, etc. De l'aveu des médias occidentaux, la revue de cet arsenal a fait « **de ce défilé de la Victoire le plus vaste et spectaculaire de l'histoire récente de la Russie** », sonnait comme un avertissement « visant clairement la Géorgie » (*Reuters*, 09/05/2009) — et par ricochet ses donneurs d'ordre à la tête de l'OTAN !

En effet, ces déclarations du président russe sont intervenues au moment même où l'OTAN procédait à des manœuvres militaires en Géorgie, et trois jours à peine après que le président russe ait qualifié ces manœuvres de « provocation ». (*Xinhua*, 06/05/2009) Le terme « provocation » n'est pas exagéré quand on sait que quelques jours avant le début des manœuvres envisagées par l'Union Atlantique, l'ambassadeur russe auprès de l'OTAN avait averti que « toute démonstration d'autorité le long de nos frontières » était « inacceptable ». Devant le refus de l'OTAN d'annuler ces manœuvres, le diplomate avait alors comparé l'OTAN à un « rhinocéros aveugle ». (*Xinhua*, 29/04/09)

Au même moment, à Moscou, l'impérialisme russe prenait sa revanche en recevant, plusieurs jours durant, le ministre chinois de la défense, dans le cadre d'une longue visite officielle précédant la tenue du sommet de l'OCS à Moscou. Au cours de son entrevue avec le ministre russe de la défense, le représentant de l'impérialisme chinois a déclaré que « **le partenariat stratégique entre les deux pays avait atteint un nouveau point historique et se retrouvait face à d'importantes opportunités pour le développement** » et que « **dans un contexte de défis graves provoqués par des situations internationales compliquées et la crise financière mondiale en cours** », c'était « **un impératif pour les deux pays de renforcer les liens bilatéraux** » : la Chine, a ajouté le ministre chinois de la défense « **contrera conjointement les différents types de menaces et défis avec la Russie** ». Le ministre russe de la défense, après s'être engagé à « poursuivre le partenariat de coopération stratégique entre les deux pays », a ajouté que la Russie était déterminée à « **renforcer la coopération avec la Chine** » afin de « **surmonter les difficultés créées par la crise et traverser les moments difficiles ensemble** ». (*Xinhua*, 27/04/2009)

L'impérialisme russe qui a vu les revenus de ses exportations s'effondrer doit en effet faire face à une situation économique, politique et sociale de plus en plus difficile. Face à celle-ci, le gouvernement russe prévoit rien que pour l'année en cours de dépenser pas moins de 61 % des 136 milliards de dollars de son Fonds de réserve constitué au cours des années précédentes. (*Ria Novosti*, 31/03/2009).

Au moment même où l'ambassadeur russe mettait en garde l'OTAN, le président russe s'entretenait avec le ministre chinois de la défense. Après avoir insisté sur « l'importance particulière » des relations bilatérales sino-russes qui font selon lui des deux pays « **des partenaires de coopération stratégique** », le président russe a assuré — conforté encore une fois dans cette orientation par la nouvelle provocation de l'OTAN aux frontières de la Russie —, qu'il était déterminé à approfondir cette coopération avec Pékin « **dans tous les domaines, dont l'économie, la défense, la politique technique et militaire** », ce que n'a évidemment pas manqué d'approuver le ministre chinois ! (*Ria Novosti* et *Xinhua*, 29/04/2009)

Comment en effet l'impérialisme russe peut-il espérer dans le contexte actuel de dislocation de l'économie de ses concurrents impérialistes de toujours connaître un futur « **pacifique, heureux et couronné de succès** » (selon les mots employés par le président russe pour clore son discours du 9 mai), sans rester — comme il l'est depuis plusieurs années déjà —, un des partenaires privilégiés de Pékin ? Il faut être aveugle ou de mauvaise foi pour croire raisonnablement que l'impérialisme russe puisse aujourd'hui adopter une position antagoniste à celle de Pékin. A l'instar de nombreux pays exportateurs de pétrole, l'impérialisme russe a été la première victime de la récession économique des pays impérialistes concurrents de la Chine. Selon l'Office national fédéral des statistiques russe, le PIB de la Russie s'était contracté de 9,5 % au premier trimestre 2009 par rapport à la même période de l'année précédente. (*Xinhua*, 16/05/2009) Pour l'impérialisme russe, seul le renforcement des liens avec l'impérialisme chinois semble pouvoir compenser, au moins partiellement, le manque à gagner provoqué par l'effondrement de ses commandes en Europe.

L'avertissement lancé par l'impérialisme russe prend donc une signification particulière dans le contexte de l'effondrement économique imminent de l'impérialisme américain (et de ses alliés), que la débâcle économique pourrait encourager à convoiter la zone d'influence de l'impérialisme russe et même ses vastes territoires nationaux... En demandant aux pays impérialistes d'Europe un nouveau traité de sécurité européen, l'impérialisme russe a clairement recommandé aux pays européens participant aux manœuvres de l'OTAN de se désolidariser de sa politique provocatrice menée sous le leadership de l'impérialisme américain.

Il résonne également comme une mise en garde adressée à ces mêmes pays impérialistes, s'ils étaient tentés de se lancer dans une guerre contre l'impérialisme chinois, l'impérialisme américain et ses alliés de l'OTAN pourraient difficilement espérer ne serait-ce qu'une neutralité de l'impérialisme russe, qui continuerait alors de toute façon à rester le fournisseur de technologies militaires privilégié de l'impérialisme chinois !

De part et d'autre, les deux blocs impérialistes font ainsi étalage de leur puissance, cherchant à s'intimider mutuellement et à sonder les forces et la détermination de l'adversaire. C'est également dans ce cadre qu'il faut replacer les sanctions prises à l'initiative de l'impérialisme américain et de ses alliés contre l'Iran et la Corée du Nord (RPDC) sous le prétexte que ces pays possèdent un programme nucléaire. Ces sanctions sont, est-il besoin de le souligner, sans le moindre effet sur les pays "sanctionnés", la Chine et la Russie refusant systématiquement de les appliquer. Il faut dire que depuis des années, la Chine est le premier partenaire commercial de la RPDC et de l'Iran. Quant à la Russie, elle achève en ce moment la construction de la centrale nucléaire de Bushehr, située dans le sud de l'Iran. Avec la RPDC, la Chine entretient des relations non seulement d'État à État, mais également de Parti à Parti. C'est pourquoi il est tout simplement inconcevable que ces deux pays adoptent des positions en contradiction avec les intérêts géopolitiques de l'impérialisme chinois et de l'impérialisme russe.

L'impérialisme chinois semble même prendre un malin plaisir à narguer son concurrent américain. À la fin du mois d'avril, la RPDC avait averti les organismes internationaux de transport maritime et aérien qu'elle procéderait à un tir de fusée au début du mois d'avril. Les réactions ne se firent pas attendre : au début du mois de mars, le gouvernement japonais avertissait Pyongyang que le Japon « se tenait prêt à abattre tout lanceur nord-coréen qui se dirigerait vers son territoire ». La RPDC répondit alors qu'une interception de sa fusée équivaldrait à une déclaration de guerre. (AFP, 12/03/2009) Très loquaces quand il s'agissait de dénoncer la "provocation" nord-coréenne, l'OTAN et les médias occidentaux restèrent évidemment muets sur le déroulement manœuvres militaires annuelles de l'impérialisme américain en cours en Corée du Sud. Ces exercices militaires, visant officiellement à repousser une invasion nord-coréenne, avaient duré plus d'une dizaine de jours et avaient impliqué plus de 50 000 soldats sud-coréens et 26 000 soldats américains. (Xinhua, 09/03/2009) L'impérialisme américain espérait alors sans aucun doute que cette démonstration de force aurait un effet dissuasif qui ferait reculer la RPDC. Pour une première, l'administration Obama a donc fait les choses en grand, mobilisant plus de soldats et sur une plus longue période que les années précédentes. Plus de la moitié de l'effectif américain provenait en effet d'autres bases américaines situées hors du territoire sud-coréen. Finalement, quelques jours avant l'échéance du lancement le secrétaire américain à la Défense déclara que l'armée américaine n'intercepterait pas le lanceur de la RPDC. (Xinhua, 29/03/2009) Devant la détermination de la RPDC et le soutien sino-russe évident dont elle bénéficiait, la grenouille américaine commença donc à se dégonfler...

Quand au début du mois d'avril, la RPDC procéda au lancement de sa fusée destinée à mettre en orbite un satellite, les chiens qui avaient aboyé un mois durant continuèrent à aboyer, mais s'abstinrent bien de détruire le lanceur nord-coréen ! L'OTAN condamna aussitôt ce lancement comme une "provocation" représentant une "menace pour la paix", tandis que la Chine et la Russie s'opposèrent au sein de l'ONU à l'adoption de sanctions.

Devant le mutisme de la "communauté internationale" face aux récents exercices militaires américains en Corée du Sud et en réponse aux protestations de l'impérialisme américain et de ses alliés qui souhaitaient obtenir une condamnation internationale du lancement nord-coréen, le ministère des Affaires étrangères de la RPDC annonça « **que la RPDC renforcerait son autodéfense, en procédant notamment à des essais nucléaires et aux tirs de missiles balistiques intercontinentaux, si le Conseil de sécurité de l'ONU ne présentait pas ses excuses pour "atteinte à la souveraineté" de la RPDC** ». Le jour même, l'impérialisme chinois et la RPDC décidaient « de renforcer leurs relations militaires » et « de faire progresser leur partenariat stratégique et de coopération ». (Xinhua, 29/04/2009) Devant l'impossibilité de faire adopter une résolution par le Conseil de Sécurité de l'ONU, étant donné le droit de veto russe et chinois, l'impérialisme américain dut se résoudre à se limiter à des sanctions économiques unilatérales et demanda à ses partenaires d'adopter « de nouvelles sanctions contre trois sociétés nord-coréennes, réclamant aux pays en affaires avec elles de geler leurs avoirs ». (AP, 24/04/2009) En réponse à ces sanctions, la Chine et la Corée du Nord s'engagèrent quelques jours après à « renforcer leurs coopérations scientifiques et technologiques », le vice-ministre chinois des Sciences et de la technologie offrant même pour un demi-million de yuans de matériel informatique à l'Accadémie nationale des sciences de la RPDC ! (Xinhua, 07/05/2009)

Loin de chercher à apaiser son allié nord-coréen, comme il le faisait encore quelques années auparavant pour ne pas se mettre à dos les investisseurs étrangers, l'impérialisme chinois jette aujourd'hui de l'huile sur le feu et montre à ses concurrents qu'il n'est plus prêt à faire de concessions majeures.

Quant au suivisme apparent de l'impérialisme japonais, il semble découler d'une volonté de faire illusion auprès de l'impérialisme américain. En effet, peu après le lancement nord-coréen, a eu lieu une rencontre entre les premiers ministres japonais et chinois. Au cours de cet entretien, au cours duquel l'affaire du lancement nord-coréen a été abordée, le premier ministre chinois a déclaré que les deux pays partageaient « plus d'intérêts et de responsabilités communs dans le contexte de crise » et devaient « **promouvoir des relations stratégiques réciproques et contribuer à la stabilité et au développement de l'Asie ainsi que du reste du monde** », lançant ainsi de manière évidente à l'impérialisme japonais une invitation à prendre ses distances avec son ancien allié américain et à se lier encore plus étroitement à l'impérialisme chinois... Une invitation qui n'a semble-t-il pas laissé insensible le premier ministre japonais qui a répondu « accorder beaucoup d'importance à ses relations avec la Chine », et « **être impatient de visiter la Chine pour discuter du renforcement des échanges et de la coopération, de la lutte contre la crise financière, et de l'amélioration des relations bilatérales** ». (*Xinhua*, 11/04/2009)

Cette visite à Pékin du premier ministre japonais a débuté le 29 avril, mais comme nous le verrons un peu plus loin, l'impérialisme japonais — à l'instar de la Corée du Sud —, n'avait pas attendu cette visite pour donner la preuve matérielle qu'il acceptait ce renforcement des relations stratégiques avec l'impérialisme chinois... À la fin du mois d'avril, la Corée du Sud avait démontré qu'elle ne tenait pas rigueur à Pékin pour son soutien à la RPDC en envoyant son ancien ministre de la défense rencontrer le chef d'état-major général de l'armée chinoise. Les deux parties ont convenu à Pékin « de renforcer leurs relations militaires ». L'envoyé sud-coréen a affirmé que son pays « adhère à la politique d'une seule Chine » et souhaitait « travailler avec la Chine pour promouvoir les relations bilatérales ». (*Xinhua*, 29/04/2009) Le moins que l'on puisse dire, c'est que la diplomatie chinoise s'est montrée particulièrement active et efficace au cours des derniers mois...

L'affaire du lancement nord-coréen est un exemple illustrant parfaitement la rivalité inter-impérialiste principale contemporaine. Le lancement réussi d'un missile iranien sol-sol d'une portée de 2000 Km décrit comme un « outil défensif contre les invasions » (*Xinhua*, 20/05/2009), survenant deux jours à peine après les dernières menaces américaines de nouvelles « sanctions internationales » contre l'Iran est un autre revers de taille récente pour l'impérialisme américain et son camp retranché régional israélien. Ce revers leur prouve que l'habituel recours au colonialisme est aujourd'hui devenu très risqué pour eux. Pour l'impérialisme chinois, l'Iran et la RPDC sont des tests lui permettant de sonder la détermination de l'impérialisme américain, d'évaluer le soutien international dont il jouit et d'intimider les concurrents qui voudraient recourir à la guerre pour chercher à l'anéantir. Et bien forcé de reconnaître qu'aujourd'hui, l'impérialisme américain semble hésiter à perpétrer des agressions coloniales dirigées contre des pays inclus dans la sphère d'influence de l'impérialisme chinois ! Certes, il montre les crocs et aboie bruyamment, mais il semble hésiter à faire davantage !

D'abord, outre la perspective réelle de défaite militaire face à l'impérialisme chinois et à ses garde-fous, il y a aussi les problèmes de financement, car le colonialisme coûte cher. À la fin du mois d'avril, devant le risque que « **les troupes américaines** » « **viennent à manquer de financement d'ici à la mi-mai** », le secrétaire américain à la Défense avait exhorté la Commission des finances du Sénat à accepter « **le plus vite possible** » le déblocage de 85 milliards de dollars demandés par Obama pour continuer à financer l'occupation coloniale du Pakistan, de l'Afghanistan et de l'Irak au cours de la fin de l'année fiscale 2008/2009. Deux semaines plus tard, la Chambre des représentants donnait son accord — à une très large majorité des députés démocrates et républicains (86 %) — à l'octroi d'une enveloppe gonflée à hauteur de 97 milliards de dollars. Mais combien de temps encore l'impérialisme américain va-t-il pouvoir continuer à creuser le gouffre de ses dettes ?

Ensuite, l'impérialisme américain doit bien sentir que les alliés sur lesquels il s'appuyait sont aujourd'hui sur le point de l'abandonner au bord de la route... Ceci vaut non seulement pour le Japon et la Corée du Sud, mais aussi pour ses alliés impérialistes traditionnels de l'OTAN. Et l'influence croissante de l'impérialisme chinois déborde largement de la région asiatique. Elle se ressent sur tous les continents, l'Amérique Latine incluse. Ainsi, le président brésilien a annoncé récemment vouloir « renforcer vigoureusement son partenariat stratégique avec la Chine » qui est déjà son premier partenaire commercial. (*Xinhua*, 14/05/2009)

En ces temps de crise, le colonialisme lui-même est devenu un luxe que certains pays impérialistes en déclin ne peuvent plus assumer, devant ainsi se résoudre à se recentrer quelques objectifs clefs. Ainsi, à la fin du mois de janvier, le premier ministre français a annoncé son intention de réduire de 13000 à 10000 hommes les forces d'occupation de l'impérialisme français stationnées à l'étranger (dont la moitié en Afrique) :

« Dans certaines régions du monde, où notre présence se révèle moins déterminante, il convient de réduire notre contribution (...) Les moyens de la France ne sont pas infinis. »
(Reuters, 28/01/2009)

Énergies renouvelables : un exemple du dynamisme de l'impérialisme chinois

Dans une société humaine transformant à grande échelle les moyens de production, l'approvisionnement énergétique est une composante essentielle de la production sociale. Le mode de production bourgeois, caractérisé par l'extorsion du profit maximal, a naturellement opté pour les sources d'énergie les moins coûteuses à court terme. L'exploitation de combustibles fossiles (charbon, pétrole et gaz) a ainsi assuré l'essentiel des besoins énergétiques du capitalisme au cours des deux derniers siècles. Malgré l'existence de savoir-faire technique et de sources d'énergies renouvelables inépuisables à l'échelle humaine (hydraulique, éolien, solaire), les sources d'énergie fossiles dont les réserves sont pourtant limitées fournissent donc aujourd'hui encore la quasi-totalité de la production énergétique mondiale.

Durant la période 1975-2008 ont été produits des modules photovoltaïques pour une puissance installée cumulée de 18,3 GW. Un chiffre insignifiant au regard des besoins énergétiques mondiaux.

Et pourtant, malgré son insignifiance, la maîtrise du processus industriel de leur fabrication ne date pas d'hier. Ce n'est qu'au cours de ces dernières années que la production de cellules photovoltaïques a véritablement décollé, même si l'altitude atteinte ne risque pas de donner le vertige : en 1997, la puissance cumulée des cellules photovoltaïques produites depuis 1975 ne se montait qu'à 0,8 GW ! Rien qu'en 2003 furent produits pour 0,7 GW de cellules photovoltaïques, en 2007 pour pas moins de 3,8 GW et en 2008 pour plus de 5,9 GW ! Ainsi, en 2008, on a produit près de la moitié du total des cellules photovoltaïques produites depuis 1975 !

Le coût par watt installé est passé de 7 à moins de 4 dollars durant la période 1987-2001. Malgré cette baisse, le coût d'installation de centrales photovoltaïques reste encore très supérieur à celui des centrales thermiques. Il faut dire que la fabrication de cellules photovoltaïques nécessite de grands volumes de silicium d'une grande pureté, qui à l'instar de celui utilisé dans l'industrie électronique, coûte encore cher à produire, bien trop cher pour pouvoir se faire une place dans le cadre des rapports de production bourgeois.

L'utilisation, actuellement marginale, de l'énergie photovoltaïque n'est pourtant pas dénuée d'intérêt, même si l'on ne se trouve pas à une latitude proche des tropiques. Alors que la durée de vie estimée des cellules produites actuellement est d'au moins trois décennies, il ne faut par exemple que quelques années au maximum à une cellule photovoltaïque pour générer l'énergie qu'a consommé sa fabrication — moins de 3 ans à Paris et moins de 2 ans à Marseille pour une installation en toiture.

Passons maintenant à un état des lieux de la production photovoltaïque mondiale. Nous ne nous attarderons pas sur les capacités installées étant donné leur insignifiance — à la fin de l'année 2007, la capacité mondiale installée se montait à seulement 9,2 GW. Le premier producteur mondial d'énergie photovoltaïque était l'Allemagne avec une capacité de production installée de 3,8 GW, suivie du Japon avec 1,9 GW et des USA avec 0,8 GW —, mais plutôt à un examen de l'évolution de la structure de la production mondiale.

En 2001 à Wuxi fut fondée Suntech Power. L'entreprise chinoise commença à livrer ses premiers modules photovoltaïques l'année suivante.

En 2005, la production de Suntech Power ne se montait encore "qu'à" 19 % de celle du japonais Sharp et à 50 % de celle de l'allemand Q-Cells — alors respectivement premier et deuxième fabricants mondiaux. Suntech Power était alors le 8^{ème} producteur mondial et sa part dans le total mondial ne se montait qu'à 4,6 %.

En 2007, la production de Suntech Power talonnait celle de ses deux plus gros concurrents et se montait désormais à 90 % de celle de Sharp et à 84 % de celle de Q-Cells. En seulement deux ans, la part de Suntech Power dans le total mondial s'était élevée à 8,8 %.

En 2007, les dix plus gros fabricants de cellules photovoltaïques totalisaient près de 59 % de la production mondiale. Parmi eux on comptait 4 entreprises japonaises (Sharp, Kyocera, Sanyo et Mitsubishi) totalisant 22,9 % de la production mondiale, 2 entreprises allemandes (Q-Cells et Solarworld) totalisant 13,9 % de la production mondiale, 2 entreprises chinoises (Suntech Power et Boading Yingli) totalisant 12,6 % de la production mondiale, 1 entreprise taïwanaise (Motech) représentant 5,3 % de la production mondiale et 1 entreprise américaine (SunPower) représentant 4,0 % de la production mondiale.

En 2007, la Chine était devenue le deuxième producteur mondial, derrière le Japon mais devant l'Allemagne, une performance d'autant plus significative si l'on a en vue la jeunesse des challengers chinois. Durant la période 2003-2007, la part de la Chine dans la production mondiale est passée de 1 à 18 %. Les USA, pourtant pionniers dans la conception des cellules photovoltaïques n'étaient plus que le cinquième producteur mondial.

En 2008, Suntech Power est devenue le premier fabricant mondial de cellules photovoltaïques et a annoncé avec fierté être le premier fabricant à disposer d'une capacité de production annuelle de 1000 MW.

Au début de l'année 2008, est entrée en service la plus grosse installation photovoltaïque du monde disposant d'une puissance installée de 46 MW. Située à Amareleja au Portugal, elle était équipée de panneaux solaires fournis par le fabricant chinois Boding Yingli.

À la fin du mois d'octobre 2008, Helios Technology, le premier constructeur italien de modules photovoltaïques a pris commande de 70 MW de waffers de silicium polycristallins produits par le fabricant chinois LDK Solars, fournissant ainsi une parfaite illustration de l'élargissement croissant de "l'économie de bazar" !

En 2008, la Chine a exporté 98 % de sa production photovoltaïque. Mais depuis peu est apparue une nouvelle tendance : prenant au pied de la lettre les préoccupations "écologiques" de leurs concurrents aux abois, les dirigeants chinois ont décidé de prouver qu'eux-aussi étaient soucieux de "développement durable" ! Au mois de mars 2009, le gouvernement chinois a ainsi annoncé la mise en place d'une subvention de 20 yuans par watt photovoltaïque installé pour les installations d'une puissance supérieure à 50 KW, couvrant ainsi environ la moitié du coût d'installation.

A la fin de l'année 2007, la puissance photovoltaïque installée sur le territoire chinois se montait à seulement 0,1 GW alors que la capacité électrique installée se montait à 710 GW. Le photovoltaïque représentait ainsi 1 % des capacités électriques chinoises. En 2007, l'industrie a représenté 78 % de la consommation électrique chinoise. Les centrales thermiques représentaient 75 % de cette capacité, les centrales hydroélectriques environ 20 %, les centrales nucléaires à peine 2 % et enfin les centrales éoliennes près de 1%.

Mais malgré l'importante aide gouvernementale — 20 millions de yuans du MW — (qui sera certainement limitée à l'installation de quelques centaines de MW), il apparaît aujourd'hui difficile à la production d'énergie photovoltaïque de peser réellement dans la balance énergétique chinoise : ce ne sont pas quelques centaines de MW installés qui pourront peser face aux centaines de GW de capacités thermiques installées.

Voilà ce qu'il en est de la vitrine technologique des énergies dites "propres".

Voyons maintenant l'évolution de la production d'une autre énergie renouvelable : l'énergie éolienne. Cette dernière a pour avantage essentiel, par rapport à l'énergie photovoltaïque, d'avoir un coût d'installation de l'ordre d'un dollar par watt. En outre, l'éolien possède un rendement de conversion énergétique pouvant atteindre 50 %, qui ajouté à une exploitation verticale de l'énergie des flux d'air, permet l'installation de grandes capacités sur des surfaces très réduites, y compris sur des terrains agricoles. En revanche, elle a pour inconvénient un coût de maintenance supérieur, induit par l'usure d'éléments mécaniques inexistantes sur les modules photovoltaïques.

Durant la période 1995-2008, les capacités éoliennes installées dans le monde sont passées de 4,8 GW à 121,2 GW. Les capacités de production actuelles représentent une production annuelle de 260 TWh, soit 1,5 % de la consommation électrique mondiale. En 2008, la production éolienne a couvert 7,5 % de la consommation d'énergie électrique de l'Allemagne et 11 % de celle de l'Espagne. Leurs aérogénérateurs ont produit plus de 71 TWh.

Capacités éoliennes installées				
Source : WWEA (02/2009)	2008		2004	
	GW	Part du total mondial	GW	Part du total mondial
USA	25,2	20,8 %	6,7	14,0 %
Allemagne	23,9	19,7 %	16,6	34,8 %
Espagne	16,7	13,8 %	8,3	17,4 %
Chine	12,2	10,1 %	0,8	1,7 %
Inde	9,6	7,9 %	3,0	6,3 %
Italie	3,7	3,1 %	1,3	2,7 %
France	3,4	2,8 %	0,4	0,8 %
Royaume-Uni	3,3	2,7 %	0,9	1,9 %
Danemark	3,2	2,6 %	3,1	6,5 %
Portugal	2,9	2,4 %	0,5	1,0 %
Canada	2,4	2,0 %	0,4	0,8 %
Pays-Bas	2,2	1,8 %	1,1	2,3 %

Japon	1,9	1,6 %	0,9	1,9 %
Australie	1,5	1,2 %	0,4	0,8 %
Irlande	1,2	1,0 %	0,3	0,6 %
Suède	1,1	0,9 %	0,5	1,0 %
Autriche	1,0	1,8 %	0,6	1,3 %
Grèce	1,0	0,8 %	0,5	1,0 %
Total cumulé	116,4	96,0 %	46,3	97,1 %
Monde	121,2		47,7	

La croissance importante de l'éolien au cours de ces dernières années est directement imputable à l'essor de l'impérialisme chinois qui en maintenant une forte pression sur le cours des matières premières, a contribué à la flambée du prix du pétrole qui a rendu plus compétitive l'énergie éolienne. On peut donc s'attendre à ce qu'en l'absence de subventions, les nouvelles capacités installées baissent en 2009 du fait de l'effondrement récent du prix du pétrole.

Si 12 GW peuvent au premier abord sembler être une goutte d'eau dans la production électrique chinoise, il ne faut pas perdre de vue l'essor fulgurant de l'éolien chinois qui a fait de la Chine « le marché éolien le plus dynamique ». (*Rapport mondial 2008 sur l'énergie éolienne*, World Wind Energy Association [WWEA], février 2009) En 2004, la Chine n'était que le dixième producteur mondial d'énergie éolienne. En 2008, elle est devenue le quatrième. Au rythme de développement annuel moyen des quatre dernières années (+ 113 %), la Chine deviendrait le premier producteur mondial d'énergie éolienne à la fin de l'année 2010 ! Alors qu'en 2007 les autorités chinoises s'étaient fixé comme objectif une capacité installée de 30 GW d'ici l'horizon 2020, elles viennent de réviser considérablement à la hausse leur objectif à 100 GW ! (*AFP*, 05/05/2009)

Alors qu'en 2004, la Chine ne produisait que des aérogénérateurs d'une puissance maximale de 0,75 MW, elle produit aujourd'hui des aérogénérateurs d'une puissance de 1,5 à 2 MW (pour un diamètre de pales allant de 70 à 80 mètres), soit la gamme de puissance la plus répandue dans le parc éolien mondial. Ainsi, le parc éolien de Fowler Ridge (Indiana) actuellement en cours d'installation disposera d'une puissance installée de 0,75 GW fourni par 222 éoliennes d'une puissance unitaire allant de 1,6 à 2,5 MW. Seuls de rares constructeurs proposent des puissances supérieures pouvant aller jusqu'à 6 MW pour un diamètre de pales allant jusqu'à 120 mètres (6 MW pour l'allemand Enercon, 5 MW pour le néerlandais Darwind et les allemands Bard, Repower et Multibrid, 3,6 MW pour l'américain GE Energy), mais ces puissances sont destinées à l'exploitation offshore où le coût du mât et de l'ancrage pousse à limiter au maximum la multiplication de ces coûteuses structures. La Chine, elle, est intéressée par l'installation d'aérogénérateurs à l'intérieur des terres où les très grandes puissances unitaires ne sont pas primordiales.

À la fin de l'année 2008, l'exploitation éolienne offshore représentait seulement 1,2 % de la puissance installée mondiale. Même si cette niche reste encore hors de portée de l'impérialisme chinois, il n'a pas de quoi s'en inquiéter. Si la Chine se soucie si peu de l'exploitation offshore, c'est que la Mongolie intérieure représente à elle seule 40 % du potentiel de production éolien chinois. A la fin de l'année 2008, plus du quart des capacités chinoises installées se trouvaient en Mongolie intérieure et les autorités chinoises prévoient pour cette année d'augmenter de moitié de la puissance installée dans cette région.

En 2007, les dix premiers constructeurs mondiaux ont fourni pour 20 GW d'aérogénérateurs. La part du danois Vestas s'est montée à 22,5 % de ce total, contre 16,5 % pour l'américain GE Energy, 15,3 % pour l'espagnol Gamesa et 13,5 % pour l'allemand Enercon. Les chinois Goldwind et Sinovel, respectivement 8^{ème} et 10^{ème} constructeurs mondiaux ont fourni ensemble 7,5 % de cette production. Goldwind qui avait été fondée en 1998 comptait 83 employés en 2002 et 1491 en 2008.

L'essor du secteur éolien chinois se rattache directement aux modifications du rapport de forces inter-impérialiste contemporain : dès 2006, avec la mise en œuvre de la loi sur les énergies renouvelables, le gouvernement chinois a subventionné le développement de l'énergie éolienne. À travers cette loi, le gouvernement chinois a décidé que la différence de prix entre l'électricité provenant de sources renouvelables et l'électricité provenant de centrales thermiques devait être répartie sur l'ensemble du secteur électrique. Une première taxe de 0,001 yuan au KWh fut ainsi instaurée. En 2007, cette taxe rapporta 3 milliards de yuans qui furent utilisés dans le secteur de l'énergie photovoltaïque et éolienne. En 2008, le montant de la taxe fut porté à 0,002 yuan au KWh afin de consolider cette politique.

En 2008, les autorités chinoises ont défini le développement des énergies renouvelables comme étant une des composantes « du plan de stimulation de la demande intérieure », ce que ne manquent pas de souligner les analystes bourgeois attentifs qui remarquent « qu'en réponse à la crise financière », « **le gouvernement chinois a identifié le développement de l'énergie éolienne comme un des secteurs clefs de croissance économique** ». (*Global Wind 2008 Report*, Global Wind Energy Council [GEWC], p. 9.) Pour les diplomates des pays impérialistes concurrents de la Chine, cette stratégie chinoise montre un souci évident pour « la sécurité de l'approvisionnement en énergie primaire » : en effet, « la guerre en Irak », a fait

prendre conscience à l'impérialisme chinois de « **la fragilité de l'approvisionnement venant du Moyen-Orient** ». (Contexte énergétique chinois, *Ambassade de France en Chine*). Pour la Chine, l'éolien est une des solutions qui répondent parfaitement à ce souci : l'essentiel du potentiel éolien chinois se situe à l'intérieur des terres (Mongolie intérieure, Gansu, Xinjiang).

Dernièrement, le fabricant danois Vestas, actuel leader mondial du secteur, a annoncé qu'il allait supprimer près de 2000 emplois dans ses unités de production en Europe du Nord, non pas parce que le groupe est en difficulté (son bénéfice ayant bondi de 70 % l'année passée), mais uniquement parce qu'il a enregistré « une baisse d'activité structurelle en Europe au détriment d'autres marchés du monde qui offrent de meilleures perspectives comme les États-Unis et la Chine ». (*Enerzine.com*, 28/04/2009) Dans le même temps, il annonçait son intention d'accélérer la production de turbines de 0,85 MW destinées au marché chinois. Et effectivement, les USA et la Chine ont contribué respectivement à hauteur de 30,8 % et de 23,1 % aux 27,3 GW de capacités installées dans le monde en 2008 ! Alors que l'Europe contribuait pour plus de 70 % aux nouvelles capacités installées en 2004, sa part n'était plus que de 32 % en 2008. Si l'année 2009 a toutes les chances de marquer un effondrement de la croissance de l'éolien américain, il en va tout autrement de la Chine qui procède actuellement à la construction du futur plus grand champ éolien du monde. La première phase de ce projet devrait ajouter une capacité de 3,8 GW d'ici 2010.

Ce recentrage sur les marchés les plus dynamiques et en particulier sur le marché chinois est d'autant plus fondamental qu'en 2008, « les fabricants d'éoliennes chinoises ont commencé pour la première fois à exporter leurs produits ». Il faut dire que les capacités de production des fabricants chinois se montaient déjà à plus de 8 GW en 2008. Selon le rapport cité du WWEA, il faut donc s'attendre à ce qu'ils comptent bientôt « parmi les plus importants fournisseurs mondiaux ».

C'est aussi ce que remarquent les analystes du GWEC qui soulignent que « **l'industrie manufacturière chinoise devient de plus en plus mûre, s'étirant sur la chaîne d'approvisionnement entière** ». Profitant de cette autonomie croissante, les constructeurs chinois affichent désormais leur ambition de conquérir les marchés internationaux. Selon le GWEC les autres constructeurs doivent s'attendre « à l'arrivée de turbines chinoises relativement bon marché ». Le 2 février 2009, Goldwind a livré pour la première fois 6 de ses aérogénérateurs à l'étranger (Cuba). Un an auparavant, le 1^{er} février 2008, Goldwind était devenu l'actionnaire majoritaire (70 %) du constructeur allemand Vensys Energy qui était son principal fournisseur de technologies depuis 2001. Pour 437 millions de yuans le premier constructeur chinois s'est ainsi offert un précieux savoir-faire qui lui permettra de s'affranchir d'une partie croissante de composants de fabrication étrangère.

De son côté, le gouvernement chinois a clairement décidé de soutenir la production nationale : ainsi en avril 2008, le ministre chinois des finances annonçait la suppression de l'exemption des taxes à l'importation pour les aérogénérateurs d'une puissance inférieure à 2,5 MW. En août 2008, il annonçait le subventionnement de parcs éoliens de fabrication nationale — c'est-à-dire fabriqués par des entreprises dont le capital est détenu à plus de 51 % par des investisseurs chinois et utilisant au moins 70 % de composants locaux — à hauteur de 600 yuans du KW installé pour les 50 premiers aérogénérateurs d'une puissance supérieure au mégawatt. La construction d'un parc où seraient installées 50 éoliennes de 1,5 MW se verrait accorder une subvention de 45 millions de yuans, soit environ 5 millions d'euros.

Pour les observateurs attentifs, il est aujourd'hui évident que « la Chine est en train d'émerger comme un acteur de taille de l'éolien, aussi bien pour la capacité installée que pour la fabrication de turbines, dont elle pourrait être le premier pays producteur dès 2009 ». Selon eux, la croissance chinoise « n'aurait pu avoir lieu sans l'émergence d'une base industrielle pour la fabrication de turbines, qui, elle aussi, a pris tout le monde de court : en trois ans, les fabricants chinois, qui se limitaient à des petites turbines et importaient des composants, sont devenus capables de fabriquer des turbines de 1,5 et 2 mégawatts (MW), (3 MW en 2009). » (La Chine, premier producteur en 2009 ?, *Le Monde*, 01/10/08)

Alors que la crise économique actuelle menace de sabrer la demande mondiale en aérogénérateurs (Chine exclue), les grands fabricants mondiaux se concentrent désormais sur le marché chinois. Hélas pour eux, les constructeurs chinois y renforcent leur implantation, bénéficiant à la fois des avantages concurrentiels de la main-d'œuvre chinoise et du soutien indéfectible de l'impérialisme chinois. Selon le vice-président de la Chinese Wind Energy Association, « un bas prix est l'avantage principal des turbines chinoises ». (*Winds of Change, China Daily*, 05/03/2008) En 2006, les constructeurs étrangers (tels Vestas et Gamesa) s'approprièrent encore 66 % des nouvelles capacités installées en Chine. En 2007, leur part était déjà tombée à 44 %, soit une proportion inférieure à Goldwind dont la part se montait à 45 % ! Face à cette situation catastrophique, les constructeurs étrangers n'ont d'autre choix que de délocaliser l'ensemble de leurs chaînes de production afin de pouvoir produire à des coûts comparables à leurs concurrents chinois.

C'est ce que reconnaissent ouvertement les dirigeants de Nordex. En 2007, le constructeur danois possédait une chaîne de production de rotors sur le sol chinois qui utilisait 70 % de matériels importés d'Europe, une proportion désormais insuffisante pour espérer être compétitifs face à Goldwind :

« Notre stratégie est la suivante ; si nous voulons être compétitifs sur le marché chinois, nous devons nous fournir à 95 % sur le marché local dans les deux ans à venir. » (Winds of Change, *China Daily*, 05/03/2008)

Au début de l'année 2008, les grands constructeurs mondiaux comme Vestas, Gamesa, GE Energy et même l'indien Suzlon avaient décidé de suivre ce mouvement et construisaient désormais des chaînes de production en Chine ! À lui seul, Vestas emploie aujourd'hui plus de 1800 personnes en Chine...

Quel est donc au final le bilan énergétique mondial actuel de la production des énergies renouvelables ?

« Éoliennes, panneaux solaires, batteries pour les voitures électriques... La Chine est devenue le leader mondial des technologies propres. » (La Chine, nouveau géant des "marchés verts", *Le Figaro.fr*, 17/03/2009)

La Chine, qui avait signé le protocole de Kyoto et avait même inscrit dans sa loi sur les énergies renouvelables son objectif de produire 15 % de son énergie à partir de sources d'énergies renouvelables d'ici 2020, semble aujourd'hui bien partie pour tenir ses engagements. Il est vrai, comme on l'a vu, que l'impérialisme chinois a un intérêt stratégique à la diversification de son approvisionnement énergétique. L'impérialisme chinois mettra donc tout en œuvre pour réduire sa dépendance pétrolière et s'assurer de la continuité de son approvisionnement énergétique dans les périlleuses situations internationales à venir.

C'est dans cette optique que la Chine a lancé à une grande échelle le développement de son programme nucléaire civil. La Chine compte aujourd'hui 11 réacteurs nucléaires représentant une capacité installée de 9 MW et 24 autres réacteurs sont actuellement en construction. Après avoir testé plusieurs types de réacteurs nucléaires étrangers, l'impérialisme chinois a développé son propre réacteur nucléaire à neutrons rapides. C'est ce modèle de réacteur qui fournira le socle du secteur énergétique nucléaire chinois. Le premier réacteur de ce type devrait atteindre son niveau critique à la fin de cet été. D'ici à la fin de l'année 2020, la capacité installée du nucléaire chinois devrait être portée à 40 MW, et 18 MW supplémentaires seront alors en construction. « La Chine va utiliser l'énergie nucléaire à grande échelle », contribuant ainsi à « changer la structure de l'approvisionnement en énergie de la Chine », a déclaré le Secrétaire général de l'Autorité chinoise de l'Énergie Atomique. (*Xinhua*, 11/03/2009 et *CCTV-F*, 20/04/2009) À titre de comparaison, le monde comptait 442 réacteurs nucléaires en fonctionnement en 2006, dont 218 (soit près de la moitié) aux USA, en France et au Japon.

C'est aussi dans cette optique qu'il faut comprendre le souci manifesté par le gouvernement chinois pour réaliser des économies d'énergie : le Ministère des Finances subventionne aujourd'hui à grande échelle l'achat d'ampoules à économie d'énergie en permettant à la population de les acheter au prix d'une ampoule à incandescence, c'est-à-dire pour 1 yuan (soit environ 0,11 euro) au lieu de 10 yuans. Plus de 62 millions de ces ampoules subventionnées ont déjà été vendues. (*Xinhua*, 07/04/2009)

À l'instar de l'impérialisme allemand et de l'impérialisme japonais, le souci particulier dont fait aujourd'hui preuve l'impérialisme chinois pour les énergies renouvelables et les économies d'énergie est bien éloigné de toute réelle considération de développement écologique et durable. Depuis quand les États bourgeois et les entreprises monopolistes qu'ils servent se soucient-ils du bien-être du travailleur ou de la protection de son environnement ? Depuis quand font-ils passer les intérêts des sociétés humaines avant leur souci d'extorsion du maximum possible de plus-value ?

La vérité est que si ce sont les monopoles allemands et japonais qui ont pendant longtemps été à la pointe de la recherche et du développement portant sur les énergies alternatives aux combustibles fossiles, c'est parce que ce sont, d'un point de vue historique, les pays impérialistes qui ont eu le plus à souffrir du manque de ressources énergétiques sur leur sol national au cours des périodes de crise.

Ainsi, le manque de pétrole constitua l'un des points faibles de la machine de guerre de l'impérialisme allemand au cours de la dernière guerre mondiale. De même, l'impérialisme japonais eut à souffrir, bien avant le déclenchement des hostilités avec l'impérialisme américain, d'un blocus pétrolier instauré par les USA qui voyaient d'un mauvais œil la politique expansionniste du Japon dans le sud-est asiatique et cherchaient à faire pression sur lui pour lui faire rebrousser chemin.

Dans les années suivant la victoire américaine, la bourgeoisie impérialiste de ces pays dut également vivre avec la menace de voir son approvisionnement énergétique se tarir s'il elle cherchait à emprunter une voie antagoniste à celle des intérêts fondamentaux de l'impérialisme américain. Cette menace était d'autant plus crédible que l'impérialisme américain était alors la seule puissance impérialiste capable de projeter ses forces armées par delà les mers, ce qu'il avait d'ailleurs interdit à l'impérialisme allemand et à l'impérialisme japonais dont les forces armées furent amputées de ce qui était jugé superflu, c'est-à-dire de ce qui pouvait dépasser leur cadre régional. Ainsi, l'impérialisme américain ne leur permit d'entretenir que des forces armées capables d'être mobilisées dans le cadre de la rivalité avec l'URSS puis le social-impérialisme soviétique.

La bourgeoisie impérialiste allemande et japonaise ainsi tenue en laisse chercha donc naturellement à diversifier son approvisionnement énergétique afin de s'affranchir de la tutelle de l'oncle Sam. Les deux

chocs pétroliers, qui firent exploser la facture énergétique des pays les plus dépendants des marchés internationaux pour leur approvisionnement, la poussa encore davantage dans ce sens. Le premier programme de recherche gouvernemental japonais sur l'énergie photovoltaïque date ainsi de 1974.

Rien d'étonnant donc à ce que l'impérialisme allemand et l'impérialisme japonais aient développé plus que d'autres une fibre "écologique" particulière... De même, le soudain revirement "écologique" dont a récemment été "victime" l'impérialisme américain ne consiste, comme nous l'avons vu dans notre précédent article, qu'à dénigrer des concurrents aux yeux de l'opinion publique nationale et internationale, et ainsi à trouver un prétexte capable de justifier leur tentation protectionniste !

Cette parenthèse fermée, revenons-en aux impacts que la crise actuelle va avoir sur la production des énergies renouvelables dans le monde.

A la faveur de la crise économique actuelle, SunPower, le premier producteur américain de cellules photovoltaïques a annoncé une perte de 5 millions de dollars pour le premier trimestre 2009 et a décidé d'émettre pour 10 millions de dollars de nouvelles actions... L'année 2009, au cours de laquelle les analystes d'iSupply prévoient une chute de 32 % des nouvelles installations et du prix de vente de 12 %, s'annonce ainsi comme « l'année du grand ménage solaire » ! (*Greenunivers*, 22/04/2009)

Dans le secteur éolien, les perspectives ne s'annoncent guère meilleures pour l'année 2009 : des fabricants américains et européens d'aérogénérateurs et de composants éoliens ont d'ores et déjà annoncé des suppressions d'emploi et des fermetures de site à cause de suppressions de commandes, à l'instar du constructeur américain Clipper Windpower qui a annoncé le licenciement de plus de 10 % de ses effectifs à cause de plusieurs commandes reportées à l'an prochain. (*Greenunivers*, 23/01/2009)

L'aggravation des déficits des États bourgeois combinée à la chute du prix du pétrole par rapport à l'année précédente (rendant les énergies renouvelables moins attractives) et à la concurrence croissante des monopoles chinois **promet de faire de l'année en cours une année dont nombre de monopoles du secteur des énergies renouvelables ne se remettront pas.**

Ainsi, même dans le domaine des énergies renouvelables, les perspectives s'assombrissent pour les groupes américains, européens et japonais !

L'industrie électronique chinoise à l'assaut de la dernière forteresse américaine

Durant la période 1995-2005, la part de la Chine dans la production mondiale de composants électroniques est passée de 3,0 à 19,0 %. En 2005, la Chine était donc devenue le deuxième producteur mondial juste derrière les USA (19,2 %), mais loin devant le Japon (13,7 %), la Corée du Sud (7,0 %) et l'Allemagne (5,1 %). La production cumulée des autres principaux producteurs (Singapour, Malaisie, Taïwan, Mexique, Royaume-Uni, France) représentait 17,4 % de la production mondiale. L'ensemble de ces pays assurait donc 81,4 % de la production mondiale de composants électroniques. En 2008, la Chine était désormais le premier producteur mondial de composants électroniques et sa part se montait à 25,5 %. (*The Yearbook of World Electronics Data 2008/2009*, Reed Electronic Research).

Et la croissance de l'industrie électronique chinoise est loin d'être uniquement quantitative : elle est avant tout qualitative, comme en témoigne le dynamisme du développement du premier processeur chinois, le Godson surnommé "puce dragon". Ce processeur a commencé à être développé à partir de 2001 par l'*Institute of Computing Technology* (ICT) de Pékin. En 2002, la Chine commença la production en série de la première version de ce microprocesseur, le Godson 1. Alors gravé en 180 nm, ce premier processeur pouvait paraître à de multiples égards bien primitif par rapport aux puces commercialisées par les deux géants américains (INTEL et AMD). Pourtant, malgré ses 200 Mhz et son architecture MIPS monocore 32 bits, le Godson 1 était un galop d'essai prometteur. En 2004, malgré la conservation d'un processus de gravure similaire, le successeur du Godson 1 multiplia les performances par sept. Au même moment, les deux monopoles américains maîtrisaient un processus de gravure beaucoup plus avancé : 65 nm pour INTEL et 90 nm pour AMD. En 2006, la Chine commença à utiliser le processus de gravure en 90 nm pour l'évolution de son Godson 2 dont la puissance se trouva alors multipliée par quatre. Selon les benchmarks SPEC CPU 2000 et BYTE UNIX, cette nouvelle version du Godson 2 (E) cadencée à 1 Ghz offrait désormais une puissance de calcul comparable à celle d'un Pentium IV 1,3 Ghz d'INTEL (introduit en 2000), mais avec une consommation électrique dix fois moindre ! À partir de 2005, les deux fondeurs américains commencèrent à explorer la voie du multicore (plusieurs cœurs d'exécution). INTEL a commercialisé ses premiers quadcores à la fin de l'année 2006 et AMD un an après.

Pour son Godson 3, dont la commercialisation est annoncée pour cette année, la Chine utilisera une finesse de gravure de 65 nm, alors que ses concurrents commercialisent aujourd'hui des puces gravées en 45 nm. Si ces derniers gardent encore une longueur d'avance dans ce domaine si essentiel, cette avance s'est pourtant grandement réduite ! Le Godson 3 sera le premier processeur chinois quadcore et ne consommera qu'une dizaine de watts — soit trois à dix fois moins que les actuels processeurs quadcore d'INTEL et d'AMD. Comme pour les puces de ses concurrents, il intégrera un contrôleur mémoire *on die* — à l'instar de

la version F du Longson 2 produite en 2007 —, et sera capable de réguler sa fréquence et sa tension en fonction de la charge de travail. Toujours basé sur une architecture MIPS (compatible Linux), le processeur chinois intègrera cependant des instructions lui permettant d'émuler sans grosse perte de performance l'architecture x86 utilisée depuis des décennies par INTEL et AMD... La puce chinoise, même si elle ne proposera pas les meilleures performances du moment, possèdera en revanche une polyvalence sans égal dans le paysage informatique actuel.

Si l'impérialisme chinois a opté pour un design géré de manière native par les technologies logicielles open-source, c'est-à-dire dont le code source est libre d'accès et modifiable, c'est bien entendu pour réaliser des économies, mais aussi afin de pouvoir s'assurer de l'indépendance vis à vis des solutions logicielles propriétaires étrangères. En s'appuyant sur ce design plutôt qu'un design x86 nécessitant des OS propriétaires (Microsoft Windows, Mac OS), la Chine peut donc espérer devenir rapidement un acteur majeur du marché de la création de logiciels. On ne sera donc pas étonné d'apprendre que Sun a récemment signé un contrat de 3 ans pour former à l'open-source les étudiants en informatique des universités chinoises. (*Sun.com*, 23/04/2009) Ce contrat inclut la formation accélérée — c'est-à-dire condensée sur 6 mois seulement —, d'un groupe d'étudiants d'élite provenant de dix universités chinoises dans des domaines variés de la technologie open-source. Le géant de Redmond lui-même a donc du souci à se faire, les autorités chinoises n'ayant pas caché viser à travers ce programme « **à aider l'enseignement supérieur du pays à s'approcher des premières lignes sur le front de l'industrie mondiale de l'informatique** ». (*Xinhua*, 22/04/2009)

Ce dynamisme du secteur informatique chinois n'a pas échappé aux observateurs attentifs. Pour ceux-là, il est évident « **qu'en l'espace de quelques années seulement** », Godson a « **réalisé d'énormes progrès** ». En effet, INTEL et AMD disposent chacun d'une expérience de quatre décennies ! Alors que le Godson 2 a vu son usage quasiment limité au marché intérieur chinois (incorporé dans des netbooks et des mini-PC), le Godson 3 devrait permettre à la Chine de disposer d'une puce « compétitive en terme de performances par watt ». De ce fait, « **si Loongson 3 tient ses promesses, et même si sa famille était plutôt dédiée à l'embarqué, ses capacités pourraient faire de lui un concurrent sérieux pour les CPU grand public** ». (Processeur : le chinois Godson 3 se dévoile, *Pcworld.fr*, 08/09/2008)

Pour 2010 est déjà annoncée une version octo-core du Godson 3 dont la consommation devrait se situer autour de 20 watts. Avec le Godson 3, la Chine devrait donc bientôt disposer d'une puce polyvalente capable de percer sur le marché des ordinateurs de bureau et des ordinateurs portables, mais aussi sur celui des serveurs et des supercalculateurs. Ces marchés sont dominés depuis leur naissance par des entreprises américaines tels INTEL, AMD, IBM, Sun. À la fin de l'année 2007, la Chine avait déjà fait la démonstration de son premier supercalculateur incorporant 330 puces Godson 2F. Ce supercalculateur, dont la construction n'a coûté que 80 000 euros, atteignait une puissance d'un téraFLOPS, soit mille milliards d'opérations à virgule flottante par seconde, pour une consommation électrique de 6 kW.

Si ce supercalculateur tenant dans l'espace d'un réfrigérateur est évidemment loin d'égaler le plus puissant supercalculateur du monde (le *Roadrunner*, mis en service en 2008 aux USA et qui a atteint le million de milliards d'opérations à virgule flottante par seconde), son rapport performance/prix/watt se montre déjà intéressant. Ainsi, les nouvelles machines acquises par le CNRS en janvier 2008 ont coûté plus de 120 000 euros du téraFLOPS, soit un surcoût de 50 % par rapport au premier supercalculateur *Made in China* ! Quant à la consommation électrique du supercalculateur chinois, elle se monte à un watt pour 167 mégaFLOPS, alors que les systèmes ayant le meilleur rendement fournissent actuellement autour de 400 mégaFLOPS par watt. Avec une performance par watt au moins doublée par rapport au Godson 2F, on peut attendre de la première version du Godson 3 qu'elle offre des rendements du même ordre que ceux des supercalculateurs actuels les plus efficaces sur le plan énergétique, malgré le handicap pénalisant que constitue le retard du Godson sur le processus de gravure. En 2008, la Chine a affiché son ambition de construire d'ici 2010 un supercalculateur basé sur sa puce dragon égalant la puissance du *Roadrunner*... Et Zhiwei Xu, responsable de l'ICT, n'a d'ailleurs pas caché que l'un des buts du projet Godson était de permettre à la Chine de fournir « **plus que son propre marché électronique** ». (China readies first multicore Godson CPUs, *EE Times Europe*, 27/08/2008)

Non seulement il sera difficile aux monopoles américains d'espérer voir leurs puces faire long feu sur le marché chinois, mais il leur sera également difficile d'espérer conserver encore longtemps leurs positions sur le marché mondial, d'autant que la baisse déjà importante de leurs revenus dans leur espace de vente traditionnel (c'est-à-dire au sein des métropoles impérialistes) aidera leur concurrent chinois à rattraper encore plus rapidement son retard. Ainsi, au premier trimestre 2009, INTEL annonçait un bénéfice net en baisse de 68 % par rapport à la même période de l'année précédente, tandis qu'AMD a vu ses pertes se creuser. Pour sa part, Sun annonçait une perte de 201 millions de dollars. Le 20 avril, Sun a été racheté par Oracle pour 7,4 milliards de dollars.

Si même ce bastion de l'impérialisme américain qu'est la fabrication de microprocesseurs est battu en brèche par l'impérialisme chinois, alors il ne restera aux monopoles américains plus grand-chose à espérer : leur survie "hors-sol" elle-même s'en trouverait compromise !

Californie : un avant-goût de l'ampleur de la faillite à venir

Pourquoi se pencher sur la Californie en particulier ? Parce que la Californie est le premier État fédéré sur le plan démographique et économique : peuplée de 37 millions d'habitants (soit 12 % de la population américaine), la Californie contribue à hauteur de 14 % au PIB des USA (soit $\frac{1}{7}$). État du gouverneur A. Schwarzenegger (depuis 2003), l'État de Californie incarne parfaitement le "modèle" et le "rêve" américains. Assurant le quart de la production américaine d'ordinateurs et d'armements, la Californie est d'abord l'État abritant la Silicon Valey, les studios d'Hollywood et d'importantes industries du complexe militaro-industriel et aérospatial. Rien d'étonnant à ce qu'à elle seule, la Californie contribue à hauteur du cinquième des dépenses de recherche et développement des USA. La Californie possède également la plus importante production agricole des États de l'Union : céréales, fruits et légumes, coton et vin. La Californie compte également parmi les trois premiers États fédérés producteurs de pétrole et est un important producteur de minerais. Enfin, *last but not the least*, l'État de Californie profite de l'exploitation des maquiladoras mexicaines situées à proximité de San Diego (Tijuana et Mexicali). En 1999, selon le magazine *Alternatives Economiques*, plus de 150 000 ouvriers étaient employés dans ces deux maquiladoras qui comptaient parmi les six plus importantes de la frontière américano-mexicaine. À la pointe du développement d'énergies renouvelables (solaire et éolien), la Californie possède cependant une agriculture intensive irriguée extrêmement dépendante des États voisins. La Californie est donc un miroir des contradictions de l'économie américaine. Son évolution témoigne de celle de l'impérialisme américain dans son ensemble.

Quand il a pris ses fonctions en 2003, le gouverneur A. Schwarzenegger a fait de la réduction du déficit du budget de l'État californien sa priorité. Il commença par vendre pour 15 milliards de dollars de patrimoine de l'État fédéré afin d'éponger les 13 milliards de dollars de dettes héritées de l'administration précédente. Mais depuis 2007, les déficits se creusent à nouveau. Si en 2006, l'administration Schwarzenegger pouvait encore se targuer d'avoir réduit le taux de chômage officiel de 6,8 à 4,9 % depuis sa prise de fonction, la conjoncture économique actuelle a bouleversé la donne : en février 2009, le taux de chômage officiel atteignait 10,5 % ! Confronté à une situation économique catastrophique, Schwarzenegger a affirmé au cours de son discours annuel sur l'état de l'État prononcé devant le parlement californien le 15 janvier 2009, que la Californie risquait « **la cessation de paiement d'ici quelques semaines** ». Pour éviter cette faillite, le gouverneur a insisté sur la nécessité de « geler les dépenses » le temps de trouver un moyen de combler le déficit : « cela n'a aucun sens de parler d'éducation, d'infrastructures, d'eau, de réforme du système de protection santé et de ce genre de sujets alors que nous sommes face à un énorme déficit budgétaire ». Pour lui, « **la vérité, c'est que la Californie est en état d'urgence** ». (*Reuters*, 15/01/2009)

Dans une lettre adressée au secrétaire d'État au Trésor datée du 2 octobre 2008, le gouverneur de Californie avait déjà averti que bientôt, des États fédérés comme la Californie seraient « incapables d'obtenir le financement nécessaire pour émettre des obligations ou pour les mouvements de trésorerie nécessaires pour faire des paiements cruciaux aux écoles, aux gouvernements locaux et aux forces de l'ordre » et risquaient de ce fait « **d'être forcés de recourir à l'argent fédéral pour leurs besoins de financement à court terme** ».

Au cours des derniers mois, l'État de Californie a sollicité l'aide financière de l'État fédéral et a commencer à payer ses employés en reconnaissance de dettes... Et la situation actuelle, loin de montrer des signes d'amélioration, illustre au contraire une aggravation continue du déficit budgétaire : ainsi, pour le mois d'avril 2009, une des périodes importantes pour la collecte des taxes de l'État fédéré (perception de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les entreprises), l'administration californienne n'a collecté que 7,75 milliards de dollars d'impôt sur le revenu et 1,65 milliard de dollars d'impôts sur les entreprises, soit un total de 9,4 milliards de dollars, un montant inférieur aux 11,2 milliards de dollars prévus. En avril 2008, la collecte de l'impôt sur le revenu avait rapporté à lui seul plus de 12,9 milliards de dollars. **En un an, les recettes de cet impôt se sont donc effondrées de 40 % !** Dans ses prévisions budgétaires pour l'exercice à venir (adoptées le 20 février 2009), le Département des finances prévoyait de clore le prochain exercice avec un déficit de 42 milliards de dollars. Mais la baisse continue des recettes augure un déficit encore plus gigantesque !

A titre de comparaison, malgré d'importantes réductions d'impôts, les recettes fiscales du gouvernement chinois se sont montées à 440,2 milliards de yuans (soit 64,4 milliards de dollars) pour le mois de mars 2009 (*Xinhua*, 13/04/2009), soit une baisse extrêmement modérée de 0,3 % par rapport à la même période de l'année précédente, prouvant ainsi que le recentrage de l'impérialisme chinois sur son marché intérieur n'est pas une promesse en l'air et n'a pas trop dégradé la situation financière de l'impérialisme chinois !

Après la faillite des banques américaines, voici donc venir le tour des États fédérés... et bientôt celui de l'État fédéral américain qui ne pourra pas indéfiniment supporter le poids croissant de l'endettement de toutes les sphères de la société américaine. Selon les statistiques de la FED, le taux d'endettement des ménages américains se montait à 140 % du revenu disponible en 2007. La dette des entreprises se montait alors à 31 212 milliards de dollars et celle des villes à 2 618 milliards de dollars !

Pour l'État fédéral, ce fardeau est devenu insupportable et son déficit lui-même prend au fil des mois des proportions de plus en plus alarmantes.

Ainsi, le mois de mars 2009 a vu le déficit budgétaire de l'État fédéral connaître un nouveau record. Pour ce seul mois, les recettes se sont montées à 129 milliards de dollars et les dépenses à 321 milliards de dollars. (AFP, 10/04/2009) Par rapport à mars 2008, le montant des recettes a diminué de 28 % et celui des dépenses a augmenté de plus de 41 %. **En conséquence, le montant du déficit est passé de 48 à 192 milliards de dollars**, dépassant de 32 milliards de dollars des prévisions déjà catastrophiques ! Que représente donc cet accroissement mensuel du déficit fédéral de 192 milliards de dollars ? Il représente 118 % du déficit fédéral de l'exercice fiscal 2007 et 42 % de celui de l'exercice fiscal 2008 ! Rien qu'au cours du premier semestre de l'exercice fiscal en cours (1^{er} octobre 2008 au 30 septembre 2009), le cumul du déficit de l'État fédéral américain a donc atteint 957 milliards de dollars, soit plus du double du déficit de l'année fiscale précédente ! A ce rythme, le déficit de l'exercice fiscal en cours dépassera les pires prévisions.

Si les politiciens bourgeois peuvent admettre sans trop de difficultés que leurs "plans de relance" génèrent des dettes, le fait que l'augmentation de ces dettes s'accompagne également d'une baisse des recettes semble les surprendre. Mais est-ce réellement étonnant quand on voit comment ils financent ce déficit ? Non, car au début de l'année 2009, pas moins de 14 États fédérés (Californie incluse) avaient déjà relevé leurs impôts et procédé à des coupes sombres dans leurs dépenses ! Il n'est pas difficile de comprendre qu'en procédant ainsi, le poids des mesures de sauvetage retombe directement sur les larges masses exploitées, aboutissant ainsi à une réduction de la demande. On connaît la suite... Rien d'étonnant donc à ce que ces mesures soient incapables d'éviter le creusement des déficits !

Union Européenne : chronique d'une mort annoncée

Chez les nationalistes et les réformistes petits-bourgeois, qu'ils se présentent sous un masque de "droite", de "centre" ou de "gauche", il est une vérité indiscutable : les instances de l'UE ont brisé le cadre des États-nations qui ne seraient plus libres de rien décider.

Pourtant, la réalité est bien éloignée de cette image d'Épinal destinée à détourner la colère des travailleurs contre un mal prétendument situé à l'extérieur de la nation bourgeoise.

La contribution moyenne des États membres de l'UE au budget de fonctionnement de l'UE n'est en rien comparable à la part représentée par le budget des États bourgeois. Ainsi, les dépenses du budget d'État de l'impérialisme français ont dépassé 355 milliards d'euros en 2008, représentant près de 19 % du PIB de l'année 2007. Aux USA, les dépenses du budget de l'État fédéral au cours de l'exercice fiscal 2007 ont représenté plus de 19 % du PIB de l'année 2007. À titre de comparaison, le montant des recettes du budget 2008 de l'UE était de 120 milliards d'euros pour 129 milliards d'euros de dépenses. Les recettes du budget étaient fournies pour les 2/3 par le prélèvement de 0,73 % de leur revenu national brut des pays membres et pour le tiers restant par les droits de douane et le prélèvement sur la TVA. Au final, le budget 2008 de l'UE a représenté à peine 1 % du PIB de ses pays membres.

L'UE, loin d'être le précurseur d'un État fédéral calqué sur le modèle américain, n'est rien d'autre qu'une espèce sophistiquée de syndicat des pays impérialistes européens. L'UE a été créée comme un club regroupant plusieurs États impérialistes autour de quelques intérêts communs fondamentaux : la défense d'une aire d'influence commune face à des puissances impérialistes d'un calibre supérieur (USA et URSS), l'édification d'industries de pointe de niveau mondial (aéronautique, aérospatiale) capables de concurrencer celle des USA et de l'URSS, la défense d'une politique agricole commune destinée à soutenir leur agriculture face à la concurrence de l'agriculture nord-américaine. Le premier poste de dépenses du budget de l'UE est toujours constitué par le soutien apporté à l'agriculture européenne qui absorbait à lui seul 43 % des dépenses du budget 2008.

Ce ne sont pas l'existence de quelques organes législatifs et exécutifs, de lois communes, de la liberté de circulation intracommunautaire et même d'une monnaie commune qui peuvent suffire à faire de l'UE un véritable bloc impérialiste. Il suffira de citer comme exemple de cette fausse unité le fait que la zone euro soit limitée à 16 pays membres ou bien que la contribution financière "aménagée" dont bénéficie l'impérialisme britannique depuis 1984 soit égale à la moitié du taux des autres contributeurs.

Confrontés à la crise économique actuelle, les États membres du club impérialiste européen tendent non pas à se rapprocher, mais à chercher à se sauver eux-mêmes.

On ne sera donc pas étonné de voir d'influents milieux de l'impérialisme allemand remettre en cause de manière croissante la coûteuse politique agricole commune. Celle-ci bénéficie en effet bien plus à d'autres pays membres, à l'instar de l'impérialisme français, qu'à l'impérialisme allemand pour lequel il devient une lourde charge en période de crise ! Alors que l'Allemagne a versé 21,7 milliards d'euros au budget 2007 (soit 19,7 % des recettes), la France a versé une contribution de 17 milliards d'euros (soit 15,5 % des recettes). Pourtant, l'Allemagne est de loin le premier contributeur net au budget de l'UE : 9,2 milliards d'euros en 2007 contre 3,1 milliards d'euros pour la France.

Mais cette remise en cause inquiète les partenaires de l'impérialisme allemand, bien conscients que sans l'Allemagne le club impérialiste européen cesserait d'exister. Ceux-ci constatent avec inquiétude que « devant la faiblesse de la croissance de ses principaux partenaires et la stagnation en Allemagne même, les organisations patronales allemandes misent sur la conquête de nouveaux marchés à l'exportation » — orientation parfaitement illustrée par l'exemple que nous avons donné dans le secteur éolien — et semblent désormais prêtes « à sacrifier l'agriculture européenne en échange de l'accès libre au marché industriel et des services dans les pays en développement ». (L'Allemagne, entre Europe et mondialisation, *Fondation Respublica*, 17/03/2008)

Face à l'effondrement sans précédent des exportations allemandes au cours des derniers mois, et prenant exemple sur la nouvelle orientation de l'impérialisme japonais, l'impérialisme allemand pourrait être très bientôt tenté de placer tous ses œufs dans le panier chinois, signant du même coup l'arrêt de mort d'un demi-siècle de "construction européenne", dont même l'existence des symboles (tel Airbus) semble aujourd'hui en sursis face à la concurrence chinoise...

Ainsi donc, la crise économique actuelle a toutes les chances de réaliser les rêves des nationalistes de tous bords qui verront alors que l'impérialisme français, une sorti du club de l'UE, ne sera pas plus fort qu'au-dedans.

Offensive de l'impérialisme chinois : siège industriel et charge bancaire

Sous l'impérialisme, les banques ne sont pas de simples intermédiaires dans les paiements, elles sont avant tout « de tout-puissants monopoles disposant de la presque totalité du capital-argent de l'ensemble des capitalistes et des petits patrons, ainsi que de la plupart des moyens de production et des sources de matières premières d'un pays donné, ou de toute une série de pays ». (Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* in *Œuvres choisies*, Tome I, Édition numérique, p. 352.) Lénine remarquait que cette concentration amenait les grands monopoles bancaires à se pencher sur « les questions d'ordre général de l'industrie et dans les questions spéciales touchant les diverses branches », les préparant ainsi « **à agir dans la sphère d'influence industrielle de la banque** ». Aujourd'hui, ces remarques sont plus que jamais d'actualité, les banques entrant communément au capital d'entreprises industrielles.

Aussi, la puissance d'une banque est le reflet de la puissance de l'économie qu'elle supervise. Le meilleur indice de la puissance d'une banque n'est pas constitué par la masse des actifs qu'elle gère, ni même par leur rendement. L'indice le plus fiable de la puissance d'une banque s'obtient par la combinaison de ces deux facteurs qui, pris ensemble, déterminent sa puissance absolue et relative par rapport à des banques concurrentes. Cet indice, donné sous la forme d'une valeur marchande, c'est la capitalisation boursière.

Aussi ne faut-il pas être étonné de retrouver dans l'évolution des capitalisations boursières des plus grandes banques du monde, l'évolution en négatif des grandes tendances de l'évolution de la sphère productrice. Comme nous allons le voir, la capitalisation boursière des banques évolue dans des proportions voisines de celles de la production industrielle qu'elles supervisent. Si la masse de la plus-value extorquée diminue, les dividendes versés aux actionnaires diminuent.

Contrairement à ce qu'affirment les réformistes qui s'inventent une fiction faisant la distinction entre le "bon capitaliste" qui investit dans l'industrie et le "mauvais capitaliste" qui spéculé en bourse, la spéculation elle-même n'est jamais complètement détachée de la sphère de la production matérielle : quand une banque propose des "produits financiers" à ses clients, elle leur propose toujours, sous d'une forme directe ou indirecte, de s'accaparer une partie de la plus-value produite dans la sphère de la production matérielle. Bien sûr, la marchandise sur laquelle doit être réalisé le profit maximal n'est peut-être pas encore produite et l'usine fabriquant cette marchandise à un coût défiant toute concurrence n'est peut-être elle-même pas encore construite.

Tout est affaire de "capitaux" et de "flair" : dans quel secteur et dans quel pays, dois-je investir pour extorquer la masse maximale de plus-value ? Comment m'assurer que mon investissement ne sera pas ruiné par des investisseurs concurrents ? C'est en cela que réside la spéculation. Mais si les résultats ne se montrent pas à la hauteur des espérances, la part de la plus-value accaparée ne le sera pas non plus.

Par exemple, si une banque voit une entreprise qu'elle finance afficher un taux de profit en baisse ou faire faillite, sa capitalisation boursière est réévaluée en fonction de la perte estimée.

Voyons maintenant plus en détail comment a évolué le paysage financier mondial au cours de ces trois dernières années.

Classements des premières banques mondiales en termes de capitalisation boursière en milliards de \$ Source : Top 20 financial institutions by market capitalisation 1999-2009, <i>Financial Times</i> , 22/03/2009					
Mars 2006			Mars 2009		
Rang	Établissement bancaire		Rang	Établissement bancaire	
1	Citygroup (USA)	238	1	Industrial and Commercial Bank of China (Chine)	172
2	Bank of America (USA)	212	2	China Construction Bank (Chine)	124
3	HSBC (Royaume-Uni)	191	3	Bank of China (Chine)	115
4	Mitsubishi UFJ Financial (Japon)	157	4	HSBC (Royaume-Uni)	65
5	JP Morgan Chase (USA)	144	5	JP Morgan Chase (USA)	62
6	UBS (Suisse)	119	6	Mitsubishi UFJ Holding (Japon)	47
7	Wells Fargo (USA)	107	7	Banco Santander (Espagne)	43
8	Royal Bank of Scotland (Royaume-Uni)	103	8	Goldman Sachs (USA)	37
9	Mizuho Financial (Japon)	99	9	Wells Fargo (USA)	34
10	Al Rajhi Bank (Arabie Saoudite)	91	10	Bank of Communications (Chine)	34
11	Banco Santander (Espagne)	91	11	Royal Bank of Canada (Canada)	33
12	Wachovia (USA)	88	12	China Merchants Bank (Chine)	32
13	Sumitomo Mitsui Financial (Japon)	82	13	Westpac Banking (Australie)	29
14	BNP Paribas (France)	78	14	BNP Paribas (France)	26
15	Barclays (Royaume-Uni)	76	15	Itau Unibanco Banco Multiplo (Brésil)	26
16	UniCredit (Italie)	75	16	Toronto-Dominion Bank (Canada)	25
17	Merill Lynch (USA)	74	17	Commonwealth Bank of Australia (Australie)	25
18	BBV Argentaria (Espagne)	71	18	Bradesco (Brésil)	24
19	Goldman Sachs (USA)	69	19	Intesa SanPaolo (Italie)	24
20	Credit Suisse (Suisse)	68	20	Crédit Suisse (Suisse)	23

En moins de trois ans, le classement des plus grandes banques mondiales a été bouleversé de fond en comble. Dès mars 2007, les trois plus grandes banques chinoises comptaient parmi les sept plus grandes du monde et l'année suivante parmi les 5 plus grandes. Quatre ex-leaders (Citygroup, Bank of America, UBS et la Royal Bank of Scotland) qui se disputaient depuis décennies le haut du tableau ont été relégués très loin dans le classement. Deux ont complètement disparu : Wachovia a été absorbée par Wells Fargo et Merrill Lynch par Bank of America. De nombreuses grandes banques déchuées n'ont dû leur survie qu'à leur mise sous perfusion par les États impérialistes. À titre d'exemple, l'État britannique est aujourd'hui l'actionnaire majoritaire de la Lloyds (65 %) et de la Royal Bank of Scotland (70 %).

Caracolent désormais en tête du classement mondial les trois premières banques chinoises : l'Industrial and Commercial Bank of China (ICBC), puis la China Construction Bank (CCB) et enfin la Bank of China (BoC). Ces trois banques furent introduites en bourse en 2005.

Les banques étant le reflet de l'économie, il n'y a rien d'étonnant à ce que ce soient les banques chinoises qui comptent parmi celles qui ont le moins été affectées par la crise économique. Alors que la dégringolade des banques étrangères a commencé dès 2007, les banques chinoises n'ont commencé à souffrir qu'à partir de 2008. Ainsi, de mars 2008 à mars 2009, **les cinq principales banques chinoises ont perdu seulement 270 milliards de dollars, soit moins de 37 % de leur capitalisation boursière**. De mars 2007 à mars 2009, les plus grandes banques américaines (Citygroup, Bank of America, JP Morgan Chase, Wells Fargo, Wachovia, Merrill Lynch, Goldman Sachs) et anglaises (HSBC, Royal Bank of Scotland, Barclays) ont perdu 79 % de leur capitalisation boursière. Parmi les banques des pays impérialistes en déclin, celles qui ont limité les pertes sont celles qui, comme HSBC avaient misé sur le bon cheval en accroissant leur « diversification dans les pays émergents » « les plus prometteurs : Chine, Turquie, Indonésie ou Inde » (HSBC poursuit sa stratégie de croissance dans les pays émergents, *Agefi.fr*, 13/03/2008). Pour autant, même pour les grandes banques des pays impérialistes qui ont adopté cette stratégie, les activités à l'étranger ne peuvent aujourd'hui suffire à compenser l'effondrement d'une grande partie de leurs activités, l'ensemble du système impérialiste étant frappé de plein fouet. Ainsi, même des banques qui détenaient des participations importantes dans des banques chinoises se trouvent aujourd'hui en difficulté et ne font que différer légèrement le terme de leur faillite. En deux ans, HSBC a tout de même perdu 68 % de sa capitalisation boursière. Et cet effondrement ne se limite pas aux banques américaines et anglaises : les principales banques japonaises (Mitsubishi UFJ Financial, Mizuho Financial, Sumitomo Mitsui Financial) et suisses (UBS, Credit Suisse) ont ainsi perdu plus de 78 % de leur capitalisation boursière ! BNP Paribas et

Intesa SanPaolo en ont perdu pour leur part plus de 73 %, prouvant que les banques européennes n'ont guère été épargnées...

En mars 2009, la capitalisation boursière cumulée des cinq premières banques chinoises a ainsi dépassé de plus de 10 % la capitalisation boursière cumulée des 15 plus grosses banques américaines, anglaises, japonaises et suisses citées précédemment.

Prises ensemble, **ces dernières ont perdu plus de 1530 milliards de dollars de capitalisation boursière, soit un effondrement de 78 % en deux ans !** Le bouleversement dans le paysage industriel mondial a donc pour équivalent celui du paysage bancaire mondial. **Ce qu'il faut retenir aujourd'hui, c'est le monopole croissant des banques chinoises accompagnant le monopole industriel croissant de l'impérialisme chinois. En mars, l'ICBC possédait à elle seule une capitalisation boursière égale à la capitalisation boursière cumulée de ses trois premiers concurrents étranger : HSBC Holdings, JP Morgan Chase et Mitsubishi UFJ Holding...**

Le décor étant posé, nous voyons clairement le nouveau rapport de force qui a émergé au gré du début de la crise économique. Aujourd'hui, ce sont les banques chinoises qui sont les leaders incontestés du système bancaire international. Mais ce tableau n'est que provisoire : il est le résultat d'un premier séisme, et derrière, d'autres répliques d'envergure se préparent.

En effet, alors que de nombreuses grandes banques en sursis des pays impérialistes en déclin sont placées sous perfusion par les États impérialistes qu'elles commandent, la structure qualitative des banques chinoises se modifie. Voyons maintenant comment.

Au cours des dernières années, l'impérialisme chinois avait autorisé les banques étrangères à détenir des participations au sein des banques chinoises, une condition qui avait été imposée par l'adhésion de la Chine à l'OMC. L'impérialisme chinois avait cependant pris soin de limiter la part du Capital étranger à hauteur de 20 % pour un actionnaire et de 25 % pour un groupe d'actionnaires, laissant ainsi aux investisseurs étrangers un pouvoir limité. À titre de comparaison, Bulbank, la première banque bulgare avait été rachetée à hauteur de 98 % de son capital par l'italien UniCredit et l'assureur allemand Allianz. (*L'expansion.com*, 07/07/2000)

La différence entre l'impérialisme chinois et un pays dépendant atelie saute ici aux yeux. En effet, les banques chinoises sont toujours restées avant tout les organes centraux des milieux de la bourgeoisie impérialiste chinoise et non la propriété de bourgeoisies étrangères.

Dans le même temps, l'impérialisme chinois ne resta pas les bras croisés et les banques chinoises auxquelles les marchés financiers du monde entier étaient désormais ouverts, commencèrent à entrer, elles aussi, dans le capital de banques étrangères. Contrairement à de nombreux établissements bancaires de ses concurrents impérialistes, les banques chinoises choisirent le plus souvent des investissements particulièrement ciblés, revêtant une importance stratégique. Elles s'orientèrent donc dans deux directions principales : la prise de participation dans des entreprises à des fins d'acquisition de technologies de pointe et l'approvisionnement énergétique et minier de l'impérialisme chinois. Ainsi, au cours de l'automne 2007, ICBC racheta 20 % du capital de la Standard Bank sud-africaine pour un montant de 5,6 milliards de dollars.

Dans le courant du mois de mars et du mois d'avril 2009, on a pu observer sur les marchés financiers internationaux des phénomènes étranges, du moins en apparence : malgré l'explosion du chômage dans de nombreux pays bourgeois et les annonces quotidiennes de destruction d'entreprises, les indices boursiers des grandes places financières américaines et européennes ont semblé freiner voir inverser leur tendance à la baisse. Loin d'être un indice de reprise, ce phénomène cache en fait l'imminence d'une nouvelle réplique. Ce phénomène n'est qu'un sursis de courte durée avant une nouvelle période de faillites bancaires en cascade. Ce sursis est le produit de deux facteurs principaux.

Le premier est le redressement de l'économie chinoise qui permet aux meilleurs clients de l'impérialisme chinois de limiter leurs pertes et de ralentir leur effondrement, le temps évidemment pour l'impérialisme chinois de s'affranchir de cette dépendance...

Le second est d'ordre financier : devant la nécessité de lever des fonds, les banques des pays impérialistes en déclin vendent leurs meilleurs placements, renouant ainsi en apparence avec les bénéfices. Au cours des derniers mois, les établissements bancaires des pays impérialistes en déclin ont commencé à se séparer de leurs participations dans les banques chinoises.

La désertion occidentale des banques chinoises n'est pas de peu d'importance : pourquoi des établissements bancaires déchus se séparent-ils des placements qu'ils possèdent dans les banques les plus dynamiques du monde ? On se doute bien que ces cessions ne sont pas décidées de gaité de cœur. En effet, les banques chinoises ont amplement démontré au cours de ces derniers mois qu'elles étaient les plus solides au monde et que malgré la crise économique, elles continuaient d'enregistrer d'importants bénéfices. Si les investisseurs étrangers vendent aujourd'hui les participations qu'ils détiennent dans les banques chinoises, c'est parce que c'est leur survie à *très court terme* qui est en jeu, et qui nécessite qu'ils lèvent des fonds à n'importe quel prix !

Les analystes bourgeois reconnaissent sans peine que les banques d'investissement ayant « un besoin immédiat de capitaux » « **seront forcées à vendre les actions des banques du continent chinois, dès que cela sera légalement permis** ». (Dick Lee, agent financier pour *Phillip Securities*, cité par *Xinhua*, 07/01/2009)

À la faveur de la crise économique, l'impérialisme chinois procède donc aujourd'hui au rachat des parts détenues par les actionnaires étrangers en difficulté. Ces transferts de participation, loin d'être l'exception, se sont indiscutablement généralisés et le seul frein à une extension encore plus rapide de ce mouvement est constitué par la période légale de blocage, longue de trois ans.

En voici quelques exemples frappants impliquant quelques-uns des ex-plus grands établissements financiers mondiaux.

À la fin du mois de décembre 2008, UBS a cédé l'intégralité de ses 1,33 % de participation au capital de la Bank of China, récupérant au passage plus de 830 millions de dollars. (*La Tribune.fr*, 31/12/2009) En avril, après avoir annoncé une perte de près de 1,8 milliard de dollars au premier trimestre 2009, UBS annonçait la suppression de 8700 emplois dans le monde. (*Xinhua*, 15/04/2009) Au mois de janvier 2009, c'est la banque britannique Royal Bank of Scotland qui avait cédé l'intégralité de ses 4,26 % de participation au capital de la Bank of China, récupérant au passage 2,4 milliards de dollars. (*E24.fr*, 14/01/2009)

À la fin de l'année 2008, Bank of America (qui avait racheté Merrill Lynch en faillite) détenait 19,1 % du capital de la CCB. Au début du mois de janvier, elle a cédé 2,5 % de sa participation contre 2,8 milliards de dollars. (*E24.fr*, 12/01/2009) Au début du mois de mai, elle a de nouveau cédé 5,8 % de sa participation (pour l'essentiel à des investisseurs chinois) pour un montant de 7,3 milliards de dollars et ne détenait donc plus que 10,8 % du capital de la CCB. (*Boursereflex.com*, 12/05/2009) Quelques jours auparavant, les résultats négatifs du "stress test" avaient contraint la banque à prévoir de « vendre des actifs » et « de procéder à une augmentation de capital pour se mettre en règle » sans « avoir à faire à nouveau appel à de l'aide publique ». (*Reuters*, 07/05/2009) Pour l'État fédéral américain qui avait déjà déboursé 45 milliards de dollars pour renflouer le groupe dans le cadre du plan TARP de "sauvetage bancaire", il était hors de question d'apporter 34 milliards de dollars supplémentaires, un montant du même ordre que sa capitalisation boursière en février 2009 !

En mars 2009, Goldman Sachs a annoncé la vente de 20 % de ses 4,9 % de participation au capital de l'ICBC, récupérant ainsi 1,5 milliard de dollars de fonds. (*Easybourse.com*, 28/04/2009) Dernièrement, c'est American Express et l'assureur allemand Allianz qui ont chacun annoncé avoir vendu la moitié de la participation qu'ils détenaient dans l'Industrial and Commercial Bank of China (ICBC), récupérant ainsi respectivement 300 millions de dollars et 1,6 milliard de dollars de fonds. (*Rtinfo.be*, 28/04/2009)

Quelles ont été les répercussions immédiates et quelles seront les répercussions à court terme de ces transferts pour les banques chinoises et pour leurs anciens actionnaires étrangers ?

Malgré la crise, ICBC a annoncé avoir réalisé un bénéfice de 35,2 milliards de yuans au premier trimestre 2009, soit une hausse de 6,1 % par rapport à la même période de l'année précédente. Si le bénéfice trimestriel de la CCB accuse une baisse de 18,3 %, il n'en reste pas moins encore très confortable avec 26,3 milliards de yuans (soit environ 3,9 milliards de dollars). (*Challenges.fr*, 27/04/2009) Même constat pour BoC qui a réalisé un bénéfice de 18,6 milliards de yuans, en baisse de 14,4 % par rapport à la même période de l'année précédente certes, mais en hausse de plus de 320 % par rapport à celui du quatrième trimestre 2008 !

Ainsi, au premier trimestre 2009, ces trois banques chinoises ont réalisé un bénéfice cumulé de 80,1 milliards de yuans, soit 9,1 milliards d'euros ou 11,7 milliards de dollars. Ces bénéfices sont pour le moins très élevés au regard du sombre contexte économique international. À titre de comparaison, la Deutsche Bank avait réalisé un bénéfice de 6,5 milliards d'euros pour l'ensemble de l'année 2007 et avait enregistré une perte de 3,9 milliards d'euros en 2008. (*Le Figaro.fr*, 15/01/2009) À la fin février, l'Agence Fédérale de garantie des dépôts américaine (FDIC) annonçait que le nombre de banques en difficultés avait doublé au quatrième trimestre 2008 par rapport au trimestre précédent. Au quatrième trimestre 2008, les banques américaines avaient enregistré une perte cumulée de plus de 26,2 milliards de dollars. Devant cette situation catastrophique, la présidente de la FDIC déclarait que « **même les banques les plus riches auraient intérêt à réduire voire à suspendre le versement de dividendes** ». (*Reuters*, 26/02/2009) La faillite doit être bien proche pour que la bourgeoisie en arrive à envisager de mettre entre parenthèses ses profits !

Les bénéfices et la capitalisation boursière des grandes banques chinoises n'ont de toute évidence pas été fortement impactés par le retrait de ces investisseurs étrangers, leurs participations étant cédées à d'autres investisseurs (en particulier chinois). Il est donc naturel que « le désengagement occidental des banques chinoises n'inquiète pas Pékin » (*E24.fr*, 12/01/2009), ce transfert permettant en définitive à la bourgeoisie impérialiste chinoise de s'accaparer une part encore plus grande de la plus-value issue de l'exploitation des travailleurs chinois.

Au premier trimestre 2009, le volume du commerce bilatéral de la Chine avec l'UE, les USA et le Japon s'est monté à 183 milliards de dollars, baissant donc de près de 20 % par rapport au premier trimestre de l'année 2008. (*Xinhua*, 11/05/2009) Dans ces conditions défavorables, la bonne tenue de l'économie chinoise offre un contraste saisissant par rapport à la santé vacillante de celle de ses concurrents.

Le bénéfice net des 1624 sociétés cotées dans les bourses de Shanghai et de Shenzhen a progressé au cours du premier trimestre 2009. Leur bénéfice net s'était monté à 820,8 milliards de yuans en 2008 (environ 120,2 milliards de dollars), soit une baisse de 17 % par rapport à l'année précédente. L'essentiel de cette baisse a été enregistré au cours du dernier trimestre 2008 où ces sociétés n'ont enregistré que 45,3 milliards de yuans de bénéfice.

Au premier trimestre 2009, ces sociétés ont enregistré un bénéfice net de 203,8 milliards de yuans (*Xinhua*, 30/04/2009), un bénéfice plus que quadruplé par rapport à celui du trimestre précédent, prouvant que de tous les pays bourgeois, c'est l'impérialisme chinois qui se trouve en position de force. Rien d'étonnant à ce que dans ces conditions, « la capitalisation des sociétés cotées sur la place de Shanghai, en Chine, ait dépassé celle de Londres » : « **le symbole est fort, presque humiliant pour les places anglo-saxonnes** ». (Avec la crise, les Bourses asiatiques talonnent Wall Street et la City, *Le Monde.fr*, 19/05/2009)

Dans les pays impérialistes au bord de la faillite, même les monopoles les plus puissants sont frappés de plein fouet par la contraction des débouchés.

Ainsi, Microsoft a annoncé que son résultat net du premier trimestre 2009 avait baissé de 32 % par rapport à l'année précédente, une première depuis 23 ans. (*Clubic.com*, 24/04/2009)

Pour la même période, le groupe de médias et de télécommunications Vivendi a annoncé une baisse de son résultat de 14,1 % par rapport à la même période de l'année précédente. (*AFP*, 14/05/2009)

La perte de puissance des concurrents étrangers de la Chine est illustrée de manière évidente par la baisse de 20,6 % du flux des IDE entrant en Chine au premier trimestre 2009, par rapport à la même période de l'année précédente. En effet, la crise n'a pas rendu le territoire chinois moins attractif pour les monopoles étrangers. Bien au contraire, ceux qui disposent encore de moyens suffisants cherchent à prendre pied sur le marché intérieur chinois qui est aujourd'hui le seul à sembler avoir un réel avenir. Une baisse des investissements étrangers en Chine démontre donc la décomposition des concurrents de l'impérialisme chinois.

Si pour la bourgeoisie impérialiste chinoise, le désengagement de nombreuses banques étrangères n'a rien d'inquiétant, il en va tout autrement pour les anciens actionnaires étrangers. Pour eux, ces opérations de vente de participation ne sont ni bénéfiques ni même neutres.

Dans l'immédiat, ces fonds leur permettent certes de limiter leurs pertes ou même de renouer avec les bénéfices.

Ainsi, si la Bank of America a affiché un bénéfice de 4,2 milliards de dollars au premier trimestre 2009, c'est uniquement en raison de la plus-value réalisée sur ses cessions d'actifs (incluant 2,5 % de participation dans la CCB lui ayant rapporté 1,9 milliard de dollars) et sur le rachat de Merrill Lynch pour une bouchée de pain...

Mais à court terme, il n'est pas besoin d'être un génie pour comprendre à quoi ce "sauvetage" (à la mode Obama !) va aboutir dans les prochains mois.

En cherchant à se sauver de la faillite immédiate, ces banques ne font qu'en différer légèrement le terme, car en liquidant leurs actifs les plus rentables, elles se privent d'une grande partie de leurs revenus ! Les milieux impérialistes américains savent bien que cette "santé retrouvée" n'est qu'une façade qui s'effondrera quand il ne restera plus d'actifs à céder pour couvrir le flux de nouvelles pertes !

Il n'est pas besoin d'être un génie pour comprendre à quoi ce sauvetage (à la mode Obama) va aboutir dans les prochains mois. Aujourd'hui, les banques des pays impérialistes en déclin semblent se ressaisir, limitant leurs pertes ou renouant même avec les bénéfices, mais dans le même temps, ces banques se privent de leurs meilleurs revenus en liquidant leurs actifs les plus rentables ! Cette bouffée d'oxygène à court terme va donc rapidement déboucher sur une aggravation des pertes de ces établissements, une fois leurs meilleurs actifs vendus ! Au rythme des cessions d'actifs actuel, l'échéance de la faillite de banques comme la Bank of Amerika n'est plus que l'affaire de quelques mois. Et pendant ce même temps, l'impérialisme chinois aura encore activement renforcé sa domination sur le système financier mondial : Pékin prévoit en effet dans les mois à venir de faire entrer en bourse un nouveau poids lourd du secteur bancaire chinois, l'Agricultural Bank of China, qui viendra alors prendre place en tête de peloton aux côtés de l'ICBC, de la CCB et de la BoC !

En 2002, le gouverneur de la Banque populaire de Chine avait déclaré devant le Congrès de l'Association mondiale des banques d'épargne qu'il faudrait « 5 ans ou un peu plus » pour « **transformer les quatre banques commerciales à capitaux uniques d'État en grandes banques commerciales modernes et compétitives** ». (Li Qiqing, *La modernisation du système financier et bancaire en Chine*, 02/08/2008.)

Aujourd'hui, on peut affirmer que l'objectif que s'était fixé la bourgeoisie impérialiste chinoise a déjà été largement dépassé.

Dans le contexte de débâcle de ses principaux concurrents, la bourgeoisie chinoise fait ses emplettes sur les marchés internationaux. Mais attention à ne pas se laisser emporter par la fièvre acheteuse au risque d'acheter n'importe quoi ! Heureusement, l'impérialisme chinois veille à la conformité de ces achats avec sa stratégie : éviter autant que possible de s'engager davantage dans des investissements dénués d'avenir. Ainsi, la Commission de régulation bancaire chinoise a récemment mis son veto à l'acquisition de 20% du capital de la Compagnie financière Edmond de Rothschild par la Bank of China. Échaudées par des dépréciations d'actifs à l'étranger, « les autorités chinoises chargées de vérifier la viabilité des investissements effectués par les institutions nationales à l'étranger n'ont pas été convaincues par ce projet ». (*Le Figaro.fr*, 02/04/2009)

Intéressons-nous maintenant à l'accroissement des réserves de change de Pékin dont une grande partie est constituée de bons du Trésor américain. Selon les statistiques fournies par la Banque centrale de Chine, les réserves de change de Pékin ont augmenté de 40,4 milliards de dollars au quatrième trimestre 2008 et de seulement 7,7 milliards de dollars au premier trimestre 2009. À titre de comparaison les réserves de change de Pékin avaient augmenté en moyenne de 115,5 milliards de dollars par trimestre en 2007.

Et cette baisse est loin d'être uniquement imputable à la baisse des excédents commerciaux chinois dus à la contraction de la demande internationale : en effet, au quatrième trimestre 2008 et au premier trimestre 2009, l'excédent commercial chinois s'est monté respectivement à 114,3 et 62,5 milliards de dollars. Alors qu'au quatrième trimestre de l'année 2008, l'impérialisme chinois utilisait encore l'équivalent de 35 % de son excédent commercial pour augmenter ses réserves de change, il n'en a utilisé que 12 % au premier trimestre 2009 ! Ceci prouve de manière évidente que l'impérialisme chinois, après avoir longtemps financé le déficit américain, a décidé que ce choix était devenu trop risqué. Dans les conditions actuelles, les dirigeants bourgeois chinois ont compris que face à la crise la Chine avait une carte à jouer...

Transports : quand l'impérialisme chinois vole de ses propres ailes

L'ARJ21 est le premier avion de ligne à réaction construit par la Chine. Produit par le consortium Commercial Aircraft Corp of China (COMAC), cet avion de ligne régional est comparable aux jets régionaux récents développés par le constructeur canadien Bombardier et le constructeur brésilien Embraer qui sont les plus importants constructeurs d'avions civils au monde, après Boeing et Airbus.

A la fin du mois de novembre 2008, soit quelques jours à peine après avoir effectué son premier vol de démonstration, le constructeur de l'ARJ21 avait déjà un carnet de commandes bien rempli : 208 appareils livrables à partir de la fin de l'année 2009. Fait essentiel, 25 de ces appareils étaient destinés au groupe américain GE Commercial Aviation Services qui a signé la première commande étrangère de l'avion régional chinois pour un montant de 5 milliards de yuans, soit plus de 730 millions de dollars. Il faut dire que l'avion chinois a de quoi séduire les compagnies étrangères : l'ARJ21 est facturé moins de 30 millions de dollars alors que les appareils concurrents sont vendus à un prix supérieur à 35 millions de dollars. Cette économie de 15 % sur le prix d'achat est un argument de taille qui va faire cauchemarder la concurrence canadienne et brésilienne, car il est bien connu qu'en ces temps de crise, "il n'y a pas de petites économies"...

Alors qu'il y a peu le rôle de l'impérialisme chinois se limitait à celui de sous-traitant des monopoles aéronautiques étrangers, ce sont désormais ces monopoles étrangers qui sont devenus les sous-traitants du consortium aéronautique chinois, le temps pour l'impérialisme chinois d'acquérir le savoir-faire technique nécessaire pour s'affranchir de ces sous-traitants étrangers...

Et l'impérialisme chinois n'a pas caché son ambition de construire dans les années à venir un avion de ligne moyen courrier de 150 places venant concurrencer le segment de marché le plus lucratif d'Airbus (A320) et de Boeing (B737). Si l'échéance de la commercialisation d'un appareil comparable de construction chinoise avait initialement été fixée à l'année 2016, l'aggravation de la crise économique pousse là encore l'impérialisme chinois à chambouler ses prévisions et à accélérer la mise en œuvre de son planning.

L'illustration la plus frappante de cette politique de l'impérialisme chinois est fournie par les partenariats stratégiques signés entre l'AVIC (le premier avionneur chinois, membre du COMAC) et une douzaine d'importantes banques chinoises (dont la Banque d'Import-Export de Chine, la Banque de Chine, la Banque Industrielle et Commerciale de Chine et la Banque de la Construction).

Au printemps 2009, ces banques avaient accordé des crédits à l'AVIC pour un montant de 336 milliards de yuans — soit plus de 38 milliards d'euros ! —, destinés à « **promouvoir ses exportations de produits de hautes technologies et ses opérations de fusions-acquisitions à l'étranger** » afin de « **permettre à l'AVIC d'intégrer la chaîne mondiale de production dans le secteur** ». (*Cctv.com*, 17/04/2009)

En mai 2007, Airbus avait choisi Tianjin en Chine pour construire sa première chaîne d'assemblage hors d'Europe. Achievée en septembre 2008, l'usine dont Airbus détient 51 % du capital, livrera son premier A320

en juin de cette année. La production de 286 avions avait été prévue d'ici à 2016. Le 18 mai, le premier A320 assemblé dans cette usine a effectué avec succès son vol d'essai. Mais la Chine ne veut pas être qu'une simple chaîne d'assemblage et a exigé d'Airbus qu'une partie des pièces soit produite en Chine et non plus importée. Airbus a ainsi dû accepter la construction d'une usine destinée à produire des pièces pour ces A320.

Mais pour Airbus et Boeing, les inquiétudes ne se limitent pas à ces sombres perspectives : le présent n'est déjà pas très réjouissant pour les affaires, le secteur de l'aéronautique civile n'étant évidemment pas épargné par la crise économique. À la fin du mois d'avril, Airbus et Boeing avaient déjà enregistré respectivement 19 et 33 annulations de commandes. Ils ont ainsi déjà dû baisser la cadence de production de leurs usines (- 22 % pour l'A380) et se voient aujourd'hui obligés de stocker des avions sans propriétaires... (*Wair.fr*, 08/05/2009) Devant l'ampleur de ce problème, la ministre de l'Économie, Christine Lagarde, avait promis que l'État allait accorder 5 milliards d'euros « pour soutenir les exportations de l'avionneur européen Airbus, de nombreuses compagnies aériennes souffrant de l'assèchement du crédit pour payer les avions commandés ». (*AFP*, 26/01/2009) Mais les soucis de financement ne constituent pas le seul facteur poussant les compagnies aériennes à reporter leurs commandes : l'association internationale du transport aérien a ainsi annoncé que le nombre de passagers transportés et le volume du fret avaient baissé respectivement de 11,1 % et de 21,4 % en mars 2009 par rapport à mars 2008. (*Reuters*, 28/04/2009) Après avoir mis en place la "prime à la casse" afin de subventionner les ventes automobiles durement éprouvées par la crise, l'impérialisme français a donc décidé d'aider les clients d'Airbus à continuer d'acheter ses avions à crédit... Mais pour combien de temps ? L'exemple de la prime à la casse nous fournit un indice de l'efficacité et de la durabilité de ce type d'aide : la production d'acier française, après être repartie à la hausse (+ 20%) en février-mars, était redescendue sous son niveau de janvier dès le mois d'avril ! Une fois passé l'effet "soldes", les achats sont retournés à leur niveau d'origine.

Et il est difficile à Airbus et Boeing d'espérer survivre en concentrant leurs efforts sur le marché chinois. L'essentiel du potentiel des transports aériens intérieurs de la Chine est en effet constitué de liaisons régionales pour lesquelles l'ARJ21 a été spécialement conçu !

Le ferroviaire chinois à grande vitesse illustre également la rapide montée en puissance de l'impérialisme chinois.

Au mois d'avril 2009, l'impérialisme chinois était en train de finaliser la construction de la dernière tranche de la ligne ferroviaire à grande vitesse Ghuangzhou-Wuhan, une ligne longue d'environ 1000 Km. Ce tronçon doit entrer en service dès le mois de juin 2009, tandis que la construction du tronçon Wuhan-Beijing (long de plus de 1100 Km) se poursuit. Quand la construction de ces deux tronçons sera achevée, la Chine disposera alors de la plus longue ligne à grande vitesse du monde.

La construction d'une autre importante ligne ferroviaire à grande vitesse reliant Beijing à Shanghai (soit plus de 1300 Km) est également presque achevée, un an seulement après sa mise en chantier, et devrait entrer en fonction avant la fin de l'année 2009.

Cette ligne représentant un marché gigantesque et dont la construction avait été prévue depuis 1994, a longtemps fait l'objet d'une rivalité acharnée entre les monopoles japonais, allemands et français. Finalement, à la grande déception de l'ICE allemand, du TGV français et du Shinkansen japonais, les travaux de la ligne Beijing-Shanghai n'ont pas commencé en 2006 comme prévu initialement, mais ont été différés à la fin de l'année 2007, afin que le train à grande vitesse chinois soit prêt en temps et en heure pour remporter cet important marché... Au lieu de dépenser 170 à 400 milliards de yuans pour la construction de cette ligne (selon la technologie étrangère retenue), le coût du projet "made by China" a été estimé à 84 milliards de yuans, une économie de taille qui ne fait certes pas les affaires des monopoles étrangers ! Alors que la réalisation du projet touche aujourd'hui à sa fin, seuls 66 milliards de yuans ont été dépensés.

Pour bien prendre la mesure ce que représentent précisément les 3500 Km de ces trois lignes ferroviaires à grande vitesse dont la construction se sera étalée sur cinq ans, il suffira de souligner qu'il a fallu trois décennies à l'impérialisme français pour en édifier moins de 2000 Km et quatre décennies à l'impérialisme japonais pour en édifier moins de 3000 Km sur leur sol !

À la fin de l'année 2003, le réseau ferré à grande vitesse de la Chine se résumait à la ligne Qinhuangdao-Shenyang, longue de 404 Km. Du début de l'année 2005 au début de l'année 2009, ce ne sont pas moins de 11064 Km de lignes à grande vitesse qui ont été mis en chantier, la majeure partie au cours de ces deux dernières années. Au moment de leur mise en chantier, le calendrier fixait l'achèvement des travaux sur les dernières lignes à la fin de l'année 2012.

Mais que représentent ces 11064 Km de nouvelles lignes à grande vitesse ? Est-ce peu, est-ce beaucoup ? Au début de l'année 2008, le réseau ferré mondial à grande vitesse comptait à peine 10000 Km de lignes en service ! Ainsi, le réseau ferré à grande vitesse chinois qui représentait à peine 4 % du réseau mondial en 2004 en représentera bientôt plus de 52 % !

Et l'impérialisme chinois ne se contente pas de poser des rails et de construire des ponts, il se dote dans le même temps des moyens nécessaires à la création du parc de trains correspondant à ses ambitions. Ainsi, les travaux de ce qui sera bientôt le plus grand complexe chinois de construction de voitures de trains se poursuivent dans la province du Jilin. Ce complexe, dont la construction a débuté en mai 2008 et qui doit coûter 2,5 milliards de yuans, sera opérationnel en juin 2010 et aura alors une capacité annuelle de production de plus de 2100 voitures, dont 800 destinées aux trains à grande vitesse et 800 destinées aux trains express inter-urbains. (*Xinhua*, 06/05/2009)

Après avoir appâté les monopoles étrangers du rail à grande vitesse en leur accordant quelques marchés au début des années 2000 dans le but de les encourager à s'implanter sur le sol chinois et à procéder à des transferts de technologies, les dirigeants chinois estiment aujourd'hui qu'il est temps de développer à grande échelle son réseau ferré à grande vitesse, maintenant que la Chine possède tout le savoir-faire technique pour produire elle-même des trains à grande vitesse. Ainsi, en novembre 2005, Siemens avait remporté une commande de 60 trains à grande vitesse en échange de transferts de technologies. Le train à grande vitesse chinois CRH3 est issu de transferts de technologies provenant entre autres du dernier train à grande vitesse de Siemens, le ICE 3, mis en service en l'an 2000. Le 11 avril 2008, le premier CRH3 est sorti des chaînes de production de l'usine de Tangshan. Il a roulé pour la première fois quelques jours avant l'ouverture des JO de Pékin.

« Le chemin de fer interurbain Beijing-Tianjin, cent pour cent chinois et le plus rapide du monde, est en opération depuis le premier août et son efficacité en fait un modèle pour toute l'industrie des trains à grande vitesse (TGV), a déclaré mardi le ministère chinois des Chemins de fer. » (*Xinhua*, 02/09/2008)

Et effectivement, cette déclaration des autorités chinoises n'était pas exagérée : si le CRH3 ne détient certes pas le record absolu de vitesse sur rail — détenu par une locomotive TGV bricolée pour l'occasion afin de tenter de redorer l'image du TGV —, il détient bel et bien celui de la vitesse en service commercial (350 Km/h contre 320 Km/h pour le TGV français), qui a des incidences bien plus pratiques, d'autant que l'efficacité énergétique du CRH3 est supérieure à celle de l'ensemble de ses concurrents...

Mais aujourd'hui, alors que la crise économique frappe de plein fouet les économies de ses concurrents, l'achèvement de la construction de ce réseau à grande vitesse revêt pour l'impérialisme chinois un caractère d'urgence et de nécessité. Ce réseau de transport dense et moderne permettrait en effet à l'économie chinoise de marquer encore des points supplémentaires face à ses concurrents sur le plan de la réduction de la durée des transports et de l'efficacité énergétique, des avantages certains contribuant à la hausse de la productivité de son économie.

Aussi, sur les 4000 milliards de yuans du plan de relance chinois adopté en novembre 2008, plus de 600 milliards ont été affectés au financement des infrastructures au premier rang desquelles vient la construction du réseau ferré à grande vitesse chinois.

Le déroulement des travaux sur la ligne Ghuangzhou-Wuhan fournit un exemple évident de cet effort : les autorités chinoises prévoient aujourd'hui d'achever la construction de cette ligne avec plus de six mois d'avance sur l'échéance initiale qui avait été fixée au mois de décembre 2009. Autre exemple frappant de cette accélération, la construction de la ligne Shanghai-Hangzhou, longue de près de 160 Km et dont le lancement des travaux date du 26 février 2009. Cette ligne est prévue pour entrer en service dès le mois de mai 2010 !

De l'aveu même des médias chinois « **le plan de relance accélère la construction des chemins de fer** ». (*Cctv.com*, 08/05/2009) L'impérialisme chinois est donc en train de se doter à une allure accélérée d'un important réseau ferré à grande vitesse reliant l'ensemble de ses très grandes villes, et en particulier celles bordant sa façade maritime. Il a décidé de mettre les bouchées doubles pour achever au plus vite la construction d'un gigantesque réseau de transports modernes et lui permettre de rattraper et de dépasser au plus vite celui de ses concurrents impérialistes. Face à ces chantiers sans équivalent dans le monde bourgeois d'aujourd'hui, l'administration américaine n'a rien d'autre à proposer que de tenter « d'accroître le rendement énergétique des véhicules et camions américains »... (*Xinhua*, 19/05/2009) Cette orientation, qui constitue le fer de lance de la « nouvelle politique de rendement énergétique », montre à quel point l'impérialisme américain est loin d'avoir les moyens de ses ambitions, si on les compare à ce qu'est en train de réaliser l'impérialisme chinois ! Alors que les meilleurs moteurs à explosion disposent d'un rendement énergétique de 40 %, ceux des moteurs électriques peuvent atteindre 95 %. Pour l'impérialisme américain, la course au rendement avec l'impérialisme chinois est donc d'ores et déjà perdue !

L'ampleur de l'effort déployé par l'impérialisme chinois est également illustrée par le nouveau record mondial que vient d'établir la Chine. Dans la province du Liaoning vient d'être achevé le percement du plus long tunnel du monde (85,3 Km) Ce tunnel, relié au réservoir du Dahuofang, approvisionnera en eau dès la fin de cette année sept grandes villes industrielles du nord-est de la Chine : Shenyang, Fushun, Liaoyang, Anshan, Panjin, Yingkou, et Dalian. (*Xinhua*, 15/04/2009) Sa construction a débuté en septembre 2006 et aura coûté

1,5 milliard de dollars. Le précédent record était détenu par le Japon avec le tunnel de Seikan, long de 53,9 Km.

Ces efforts de l'impérialisme chinois pour rattraper et dépasser ses concurrents dans tous les domaines de la production sociale ne sont pas une simple conséquence accidentelle du plan de soutien chinois. Ce plan est de manière parfaitement consciente un plan répondant aux objectifs stratégiques de l'impérialisme chinois. Le Conseil des Affaires d'État chinois vient d'ailleurs d'annoncer sa volonté de lancer un nouveau plan (sur trois ans) proclamant haut et fort cette volonté de « **stimuler son secteur des biens d'équipement** » visant à « **augmenter la part de marché des industriels locaux sur le marché intérieur et à réaliser des percées dans de grands projets de recherche** ». (*Xinhua*, 12/05/2009)

Cette orientation fondamentale vers la hausse du rendement de l'économie chinoise et de son indépendance croissante vis-à-vis des produits énergétiques et de certaines marchandises de hautes technologies d'importation, permettra en effet à l'impérialisme chinois de rester en position de force dans les cas les plus défavorables.

Les médias bourgeois comparent parfois le plan de sauvetage américain des banques (maquillé sous les traits d'un plan de soutien général) à celui de l'impérialisme chinois. Ces mêmes médias situent la politique de relance d'Obama dans la tradition de celle de Roosevelt. Pourtant, pas ses aspects fondamentaux, elle se résume davantage à un mauvais plagiat de celle de Herbert Hoover qui dût faire face au premier choc. Au lendemain même du jeudi noir, Hoover déclarait que « les activités fondamentales du pays » reposaient « sur des bases saines, très prometteuses pour l'avenir ». Tous les mois, il annonçait que la reprise était au coin de la rue, mais la reprise ne vint pourtant que beaucoup plus tard, quand la guerre fit repartir les affaires... Les USA disposaient alors pourtant d'une productivité du travail supérieure à celle de ses concurrents et Hoover n'était pas non plus resté les bras croisés : il avait apporté le secours social aux chômeurs, favorisé l'acquisition de prêts immobiliers, augmenté les subventions aux agriculteurs, encouragé les industriels à maintenir les salaires espérant que le maintien de la consommation aiderait au redressement de l'économie, augmenté l'impôt sur le revenu de 25 à 63 % pour la tranche la plus élevée, augmenté les droits de douane afin de favoriser les productions nationales, prêté de l'argent aux organismes de crédit et augmenté les dépenses destinées à la construction et aux travaux publics.

Cependant, ce n'est que sous Roosevelt que l'État fédéral américain fera de l'endettement croissant de l'État impérialiste afin de soutenir l'économie son orientation principale. Cette mesure, si elle ne permit pas à l'économie américaine de résorber son chômage, lui permit en revanche de maintenir son avance par rapport à ses concurrents et de les épuiser. Inutile de préciser que seul un pays impérialiste plus dynamique que ses concurrents peut soutenir longtemps cette politique sans risquer de courir à la ruine ou à la guerre ! De toute évidence, l'impérialisme américain n'a aujourd'hui plus les moyens de mener la politique pour laquelle il opta il y a plus de 80 ans. **À ce jeu, l'impérialisme chinois se montrera toujours plus endurant !**

Si Hoover s'acquittait une réputation calamiteuse par ses effets d'annonce perpétuellement démentis, quelle sera celle d'Obama dans quelques mois quand sonnera l'heure du dépôt de bilan pour l'État fédéral américain ? Prenant prétexte de « l'augmentation du nombre de prêts accordés aux petites entreprises », « de réductions fiscales qui commencent à prendre effet » ainsi que de « nouveaux investissements dans les infrastructures et l'énergie », Obama a déclaré entrevoir « une lueur d'espoir » et des « progrès » indiquant selon lui la possibilité de « remettre l'économie sur les rails ». (Crise économique : Obama entrevoit la lumière, *Libération.fr*, 10/04/2009)

Rien de bien concret en somme, si ce n'est l'espoir que les mesures de replâtrage seront capables de soigner les deux jambes de bois avec lesquelles l'économie américaine ne cesse de trébucher dangereusement ! Plus le temps passe, plus l'économie américaine semble s'enfoncer dans les profondeurs de la récession. Ainsi, de février à avril, le taux de rémunération annuel des Bons du Trésor US à trois mois n'a cessé de baisser, passant de 0.30 à 0.16 %. En avril, la production industrielle et les capacités d'utilisation de l'industrie américaine ont continué de s'effondrer par rapport au mois précédent, à un rythme certes inférieur à celui des mois précédents. Dans le même temps, les USA ont enregistré au mois d'avril une légère réduction du nombre d'emplois détruits par rapport aux mois précédents (0,54 million "seulement"). Mais dans quel contexte international se sont produites ces "améliorations" ? L'impérialisme américain peut-il aujourd'hui sérieusement espérer rattraper son retard sur l'impérialisme chinois qui vient de donner un puissant coup de collier au développement sous tous azimuts de son économie ? Il est évident que non. Au 1^{er} trimestre 2009, bien avant qu'elle soit touchée par la grippe A (H1N1), l'économie du Mexique s'est contractée à un rythme annuel de 8,2 % ! Le Mexique est le pays atelier privilégié de l'impérialisme américain vers lequel il a réalisé 82 % de ses exportations en 2007. Loin de se refaire une santé, l'impérialisme américain profite simplement des achats de l'impérialisme chinois que la crise pousse à faire ses courses dans les "quincailleries industrielles" que sont ses concurrents impérialistes.

L'impérialisme chinois compte en effet bien profiter au maximum des soldes proposées par ces magasins avant leur "liquidation totale" !

Crise économique et lutte de classe

Dans notre étude *Impérialisme et anti-impérialisme*, nous avons montré que l'essor de l'impérialisme chinois amènerait nécessairement à la débâcle économique de ses concurrents les plus puissants et remettrait à l'ordre du jour, au sein même des métropoles des pays impérialistes en déclin, la question de la **nécessité immédiate** de la révolution socialiste.

Aujourd'hui, plus personne ne conteste le leadership industriel et financier croissant de l'impérialisme chinois que le début de la crise économique a encore rendu plus évident. Les marionnettes politiques des pays impérialistes concurrents de la Chine sont elles-mêmes aujourd'hui contraintes de reconnaître le rôle moteur de l'économie chinoise au sein de l'économie mondiale et la gravité de la crise économique actuelle.

Confrontés à des bouleversements qui semblent les dépasser, les dirigeants des pays impérialistes concurrents de la Chine reconnaissent aujourd'hui "naviguer à vue".

Mais tous les représentants officiels des pays impérialistes en déclin n'affichent pas le même optimisme que celui (encore) de rigueur aux USA.

Ainsi, François Fillon, le premier ministre français a déclaré que cette année serait « une année de crise longue et dure », avant d'ajouter qu'il n'y avait « **aucun plan de relance qui permettra d'éviter la crise** » et que « **personne aujourd'hui ne peut savoir quand on sortira de cette crise** ». (*E24.fr*, 03/03/2009)

Parmi les monopoles des pays impérialistes en déclin, la débâcle économique est également palpable. En janvier, INTEL avait annoncé la fermeture de plusieurs usines, dont deux aux USA, des fermetures lourdes de sens selon les analystes bourgeois eux-mêmes :

« Les fermetures devraient être graduée et se terminer fin 2009. Cette date est intéressante, car elle montre qu'Intel pense que la crise économique aura des effets suffisamment longs pour prendre une décision qui aura des conséquences jusqu'en 2010 et même plus. En effet, rouvrir une usine n'est pas une mince affaire et INTEL ne les aurait pas fermés s'il pensait devoir les rouvrir immédiatement. » (*Presence-pc.com*, 23/01/2009)

Pour Carlos Ghosn, patron de Renault, la crise économique n'en est qu'à ses débuts et risque de mettre à rude épreuve les derniers lambeaux d'industries des économies de bazar :

« Le creux de la vague est sans doute à venir et la crise ne sera pas de courte durée (...) 2009 et 2010 s'annoncent difficiles, voire décisives pour notre industrie. C'est bien la survie d'un certain nombre de constructeurs, fournisseurs et distributeurs qui est en jeu dans les mois à venir ». (*Reuters*, 20/01/2009)

Seuls les réformistes qui pullulent à « gauche » et à « l'extrême gauche » peuvent continuer aujourd'hui de proposer des "solutions" semblables à celles du PS. Ces revendications ne font que faire écho à celles du mouvement spontané de la rue, qui confronté à la baisse de ses revenus, demande qu'on y remédie par des hausses de salaire ! Au début de l'année, le PS avait proposé un contre-plan de 50 milliards d'euros comprenant notamment le versement d'une prime de 500 euros aux bénéficiaires de la prime pour l'emploi et des minima sociaux, une hausse du SMIC de 30 euros net, une baisse de un point de la TVA, la mise en chantier de 300 000 logements sociaux et la création de 200 000 emplois subventionnés. (*Reuters*, 21/01/2009)

Les propositions du PS sont de toute évidence celle de démagogues éhontés ou de bien piètres économistes bourgeois ! Les rêves de relance de ceux-là ont pour origine l'ignorance crasse de toute notion d'économie politique. La mise en œuvre de ce "contre-plan" aboutirait en effet à aggraver l'endettement de l'État bourgeois et à dégrader encore un peu plus le degré de compétitivité déjà insuffisant de la main-d'œuvre française !

Le premier ministre disait non sans raison que ce genre de « revendications irréalistes » « semblent ignorer totalement la crise » : « chacun réclame toujours plus alors que l'État est à la limite de ses moyens ». (*AP*, 03/03/2009)

Pour ceux, plus "réalistes" qui ont compris cette évidence, il ne reste alors plus qu'à se laisser aller à la collaboration de classe ouverte et à se joindre au chœur de lamentations de la bourgeoisie qui se demande comment elle va bien pouvoir amener ses esclaves à accepter de se serrer la ceinture sans qu'ils n'opposent trop de résistance.

Mais accepter de courber la tête en espérant que les choses s'arrangeront d'elles-mêmes, c'est également contribuer à creuser sa propre tombe.

Face à la crise, la concurrence augmente entre les entreprises d'une même branche et les pousse à renforcer la pression sur le marché de la force de travail. Les travailleurs de Continental en ont récemment fait l'expérience : après avoir accepté en 2007 de repasser aux 39 heures, ils se sont vus annoncer que l'usine restait l'une des moins concurrentielles du groupe. Ainsi, la direction de Continental a annoncé qu'elle

allait réduire ses surcapacités de production en commençant par fermer ses usines de Clairoix et de Hanovre, totalisant 1900 salariés. Les salariés français ont alors crié à la trahison.

Mais en acceptant de suivre la bourgeoisie, ils se sont trahis eux-mêmes, en tant que classe : en se résignant à travailler plus en espérant qu'ainsi ils pourraient conserver leurs emplois, ils ont contribué à exacerber la concurrence sur le marché de la vente de la force de travail. En acceptant des baisses de salaire, les travailleurs font concurrence à leurs frères et sœurs de classe travaillant dans des entreprises concurrentes. En effet, quand les salaires baissent, les débouchés se contractent, amplifiant ainsi les difficultés économiques des entreprises. Les entreprises concurrentes, qui voient leur situation doublement aggravée — par la réduction absolue et relative des débouchés —, ne restent évidemment pas les bras croisés et poussent à leur tour leurs propres esclaves salariés à accepter de gagner moins pour avoir le droit de continuer à payer leurs crédits. L'option qui devait initialement permettre au capitaliste individuel de surmonter la crise a en fin de compte contribué à l'aggraver pour l'ensemble de la classe capitaliste. Quant aux travailleurs, la concurrence a augmenté entre eux et ils vivent désormais encore plus misérablement qu'avant !

Ce qui vaut sur le marché du travail dans le cadre d'un pays vaut pour le marché international de la vente de la force de travail. Face à la crise, les pays bourgeois ont pour seule option de proposer une force de travail moins chère que la concurrence afin d'espérer regagner des parts de marché et renouer avec la croissance. Ainsi, dans les pays dépendants ateliers, pour proposer au capital étranger une main-d'œuvre concurrentielle et attirer les investissements étrangers, la bourgeoisie compradore doit donc abaisser le niveau des salaires réels sur son territoire. À l'instar des pays ateliers de l'Asie du Sud-est en 1997, la bourgeoisie compradore polonaise vient de dévaluer de 30 % sa monnaie par rapport à l'Euro, adoptant ainsi un modèle de relance basé sur « la maîtrise de la dette publique » et « une forte dévaluation de la monnaie nationale ». De l'aveu même des analystes bourgeois, ces choix avaient abouti à « des coupes claires dans les dépenses publiques » et à « une hausse du coût de la vie dans chacun de ces pays », ce qui « contribua à soutenir les exportations ». (La Pologne prend exemple sur la Corée du Sud, *Le Monde.fr*, 20/04/2009)

Et le cas polonais n'est pas l'exception, mais la règle.

Face à la contraction des débouchés et à l'intensification de la concurrence chinoise, les pays impérialistes d'Europe se voient aujourd'hui contraints de venir au secours de leurs pays dépendants ateliers dont l'industrie a été mise à rude épreuve. Ainsi, la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), la Banque européenne d'investissements (BEI) et une filiale du Fonds monétaire international (FMI) ont annoncé qu'ils travaillaient à « **un plan de soutien aux banques est-européennes** » visant à « **recapitaliser les sociétés-mères des banques est-européennes en difficulté, pour l'essentiel des établissements autrichiens, allemands, français, italiens et belges, à charge pour elles de soutenir leurs filiales en Europe de l'Est sous le contrôle des banques centrales des pays concernés** », « **car il y a des pays comme l'Ukraine qui sont au bord du gouffre** ». La BERD a estimé le montant de ce plan de soutien à 150 milliards d'euros. (Les banques de l'Europe de l'Est bientôt aidées, *NouvelObs.com*, 19/02/2009) Confrontés à la menace de la destruction des capitaux investis dans les pays ateliers est-européens, les pays impérialistes européens sont contraints de piocher dans la caisse du club européen pour soutenir les banques est-européennes, et donc les industries qu'elles détiennent à travers elles. Afin de pouvoir financer ces nouvelles dépenses, la BCE a encore baissé son taux directeur de refinancement d'un quart de point à 1,0 %. (*Reuters*, 07/05/2009)

Bien évidemment, des conditions seront posées à ce sauvetage : les investisseurs étrangers ne vont pas indéfiniment renflouer l'économie de ses pays ateliers sans exiger des bourgeoisies compradores qu'elles fassent un effort pour y améliorer la compétitivité de la main-d'œuvre. Et c'est là qu'interviendront des plans d'austérité semblables à celui adopté par la bourgeoisie compradore polonaise ! Quand en novembre 2008 le FMI avait accordé à l'Ukraine une première enveloppe de 13 milliards d'euros, le paiement de la deuxième tranche de cette aide avait été « **entravé par les conflits récurrents entre les dirigeants ukrainiens sur les réformes de structure exigées par le FMI** »... Rien d'étonnant à cela : les banques étrangères ne pourront sans cesse venir au secours de leurs investissements ! Il demeure donc essentiel de les rendre à nouveau rentables face à la concurrence de la main-d'œuvre chinoise, nécessitant ainsi un nouveau sacrifice des travailleurs est-européens !

Mais ce qu'oublient ces analystes bourgeois, c'est que l'exacerbation de la concurrence entre les pays ateliers est-européens et l'impérialisme chinois ne peut se traduire que par une aggravation supplémentaire de la contraction des débouchés ! Rien d'étonnant dans ces conditions que la production mondiale d'acier se soit contractée de 3 % en avril par rapport au mois précédent, mais pas au bénéfice du club impérialiste européen : la production d'acier de l'UE (27) s'est contractée à un rythme plus de deux fois supérieur à celui de l'impérialisme chinois !

De toute évidence, aucune des deux "solutions" mises en avant par les bourgeois et les petits-bourgeois ne permettra aux pays impérialistes concurrents de la Chine de rester debout.

C'est donc aux travailleurs de se sauver eux-mêmes en mettant en place une véritable solution à une crise d'une nature et d'une ampleur sans précédent connu.

Interrogé sur la multiplication des fermetures d'entreprises et en particulier sur le cas de l'usine Continental, le Premier ministre français a assuré que le gouvernement faisait « tout son possible » pour « trouver des solutions aux problèmes que rencontrent les entreprises ». Pour autant, « **le rôle de l'État, ce n'est pas de gérer l'entreprise à la place des entreprises** ». (AP, 03/03/2009)

Il faudrait alors en effet admettre que la propriété collective sur les moyens de production caractérisant l'économie planifiée du socialisme sert à quelque chose !

Et pourtant, chaque jour qui passe, l'État impérialiste donne des exemples de son interventionnisme dans les affaires des monopoles nationaux, incapables de trouver des débouchés. L'État bourgeois intervient alors pour chercher une solution aux problèmes que les capitalistes individuels ont été incapables de résoudre eux-mêmes, — en vain, évidemment, puisqu'il se garde bien de remettre en cause les rapports de production bourgeois ! Au cours des derniers mois, l'État impérialiste français est ainsi venu à maintes reprises au secours des banques, des constructeurs automobiles et d'Airbus ! L'État bourgeois intervient quand la bourgeoisie impérialiste le lui demande pour défendre ses intérêts.

L'actualité récente tend à montrer que le prolétariat commence à chercher d'autres solutions que les fausses solutions proposées par les représentants officiels de la bourgeoisie et des syndicats de collaboration de classe.

Au cours de ces derniers mois, au sein des dernières grandes concentrations de prolétaires industriels, on a assisté à la naissance de mouvements plus radicaux cherchant à s'opposer à la destruction des emplois. Ces mouvements ont ainsi abouti à la séquestration des administrateurs bourgeois nommés par des monopoles internationaux. L'exemple le plus médiatisé est celui de l'usine de Caterpillar.

À la fin janvier, devant la baisse de 32 % de son bénéfice au quatrième trimestre 2008, la direction de Caterpillar avait annoncé la suppression de 20 000 emplois dans le monde (dont 800 salariés aux USA et plus de 700 salariés dans son usine française), soit 18 % de ses effectifs. Face à cet effondrement, il était nécessaire pour le groupe de réduire ses charges fixes pour espérer ne pas être en déficit en 2009. Devant cette annonce et le refus des administrateurs français du groupe de négocier quoi que ce soit, les ouvriers du site français (qui totalisait 2700 salariés) ont décidé que face à l'autisme de la direction, il fallait donner un coup de pouce à la négociation en retenant prisonniers les administrateurs français. Cette affaire a évidemment beaucoup fait de bruit dans les milieux politiques et syndicaux bourgeois.

Pour les réformistes, tel Bernard Thibault, ces séquestrations « sont défendables tant que l'intégrité physique des patrons n'est pas menacée ». (Reuters, 10/04/2009) Et cet avis est loin d'être isolé, comme le prouve un récent sondage effectué par le CSA (Le Parisien, 07/04/2009) selon lequel 45 % des sondés jugent « acceptable » la séquestration des patrons. Pour les réformistes, ces actions spontanées seraient provoquées par l'absence ou l'inefficacité du dialogue social dans les entreprises et à l'échelle nationale.

Pour la bourgeoisie, ces séquestrations qui s'apparenteraient même à des « prises d'otage » sont évidemment inacceptables. Il faut dire que selon les organisations patronales « cette pratique dissuade les entreprises étrangères d'investir en France », ce qui « ne serait pas à l'avantage ni de la France ni des salariés ». (Reuters, 09/04/2009)

Ces actions spontanées, perçues par la bourgeoisie comme une preuve de la radicalisation du prolétariat, représentent la frontière entre un mouvement spontané de caractère réformiste et un mouvement spontané de caractère révolutionnaire.

D'un côté, ces actions restent prisonnières du cadre du réformisme bourgeois dont a été massivement infecté le prolétariat des métropoles impérialistes : ainsi, on séquestre gentiment son patron pour le forcer à rester assis à la table des négociations afin de maintenir les chaînes dorées de l'esclavage salarié !

De l'autre côté, ces actions marquent un pas vers la rupture d'avec le mouvement réformiste : le dialogue salarié-patronat étant devenu impossible par les moyens conventionnels du démocratism bourgeois et du syndicalisme de collaboration de classe, les esclaves salariés sont prêts à déborder de ce cadre du strict respect du réformisme et du légalisme bourgeois, et essaient de trouver une réponse à la violence sociale et économique qu'exercent sur eux les rapports de production bourgeois... mais restent encore pour l'heure encore prisonniers de l'horizon du pacifisme bourgeois auxquels sont si attachés la bourgeoisie et ses alliés réformistes !

Ces actions font donc penser à celles d'un prisonnier qui serait parvenu à sortir de sa cellule et qui menacerait son geôlier afin d'obtenir de lui l'amélioration de ses conditions de détention, plutôt que de chercher à s'évader de sa prison pour enfin vivre à l'air libre !

Le nœud du problème est le suivant : tant que le prisonnier garde l'espoir de retrouver les conditions de détention relativement confortables auxquelles il s'était accommodé, il ne cherche pas à s'évader de sa

prison pour forger enfin sa propre liberté, d'autant que pour l'immense majorité des esclaves salariés, la prison dans laquelle ils vivent est semblable à la caverne de Platon.

Seuls les marxistes-léninistes peuvent démontrer aux travailleurs que la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin est en train de briser les chaînes dorées de l'esclavage salarié, non pas parce qu'elle ne veut plus les entretenir, mais parce qu'elle n'en a plus les moyens. Seuls les marxistes-léninistes sont en mesure de prouver aux travailleurs qu'aujourd'hui leur choix se résume soit à accepter la tête baissée une dégradation sans précédent de leurs conditions d'exploitation, soit à s'organiser et à se battre pour renverser cette société qui est en train de réduire à néant le confort auquel ils s'étaient habitués et qui ne pourra bientôt plus ne serait-ce qu'assurer le pain de ses esclaves !

Face à l'aggravation de la crise économique — qui ne fait pourtant que débiter ! —, on assiste déjà aux prémices de bouleversements que nous avons évoqués un peu plus haut :

- Les travailleurs dénués de toute perspective d'avenir deviennent les victimes de trafics en tout genre, à l'instar de ceux de la Russie post-social-impérialiste. Ainsi, en Espagne, les esclaves salariés traversant de graves difficultés économiques cherchent désormais à se vendre morceau par morceau, espérant tirer un bon prix de la vente de leurs organes. Il faut dire ne qu'ils n'ont guère l'espoir de parvenir à trouver un débouché pour la vente de leur force de travail : à la fin du premier trimestre 2009, le taux de chômage officiel se montait à 17,4 %, alimenté par une « contraction sans précédent depuis 1945 du PIB espagnol ». (*Reuters*, 29/04/2009)

- La bourgeoisie impérialiste commence à comprendre qu'elle doit sacrifier la petite bourgeoisie sur l'autel de la survie de ses monopoles. Cette décision est lourde de dangers, la petite bourgeoisie ayant des décennies durant constitué son principal soutien social. Ainsi, afin de tenter de résorber le chômage qui a explosé au cours des derniers mois, le gouvernement français a créé un nouveau statut destiné aux travailleurs sans le sou, celui d'auto-entrepreneur. Alors que plus de 150 000 ex-salariés ont déjà adopté ce statut d'auto-entrepreneur, attirés par la possibilité de devenir "son propre patron" avec des formalités d'inscription simplifiées et des cotisations salariales comprises entre 12,0 et 21,3 % du chiffre d'affaires — ce dernier étant plafonné entre 32 000 à 80 000 euros selon les secteurs —, les artisans (soumis à un taux de cotisations de 45 %) dénoncent déjà la « concurrence déloyale » que ces nouveaux travailleurs vont leur faire. (*Reuters*, 09/04/2009) La crise va donc amener rapidement une décomposition sans précédent d'éléments petit-bourgeois.

Dans ce contexte, il est évident que la bourgeoisie impérialiste et la bourgeoisie compradore des pays les plus éprouvés par la crise vont devoir faire face à une contestation sociale grandissante.

Sans aucun doute, la bourgeoisie impérialiste chinoise est à l'avant-garde du mouvement visant à tenter de désamorcer les conflits sociaux que la crise menace de faire exploser dans le monde. Selon le *Hurun 2009 Wealth Report*, la Chine compte actuellement plus de 825 000 personnes disposant d'une fortune financière supérieure à 10 millions de yuans (soit plus d'un million d'euros). À elles seules, Pékin et Shanghai concentrent près du tiers des effectifs de la grande bourgeoisie chinoise. Enfin, 16 % des millionnaires chinois (soit 132 000) disposent même d'une fortune supérieure à 100 millions de yuans. (*Xinhua*, 16/04/2009)

Soucieuse de traverser la crise sans trop mécontenter les travailleurs chinois, la bourgeoisie impérialiste chinoise a décidé de se montrer un peu plus honnête que ses concurrentes. Le fait que la crise économique ait débuté aux USA est pour elle d'un grand secours et lui permet de dire qu'elle n'est pas responsable de la crise actuelle, mais que devant cette situation difficile, elle fera malgré tout tout son possible. La bourgeoisie chinoise est donc en position de force par rapport à ses concurrentes des pays impérialistes en déclin dont les élites sont de plus en plus désignées responsables de la crise économique. Même confrontée à une situation économique difficile, elle sait qu'elle aura moins tendance à être visée directement par le mécontentement populaire, à plus forte raison encore si elle sait apparaître comme laborieuse et économe aux yeux des masses exploitées. Wen Jiabao, le premier ministre chinois, a ainsi déclaré dernièrement :

« La crise financière, d'une ampleur rare au cours des 100 dernières années, continue à se répandre et n'a pas atteint son étiage ». (*Reuters*, 28/02/2009)

C'est aussi dans cette optique que le premier ministre chinois a exigé que « **le gouvernement devienne un exemple de frugalité** », avec pour objectif de réduire drastiquement les frais de réception et le budget d'achat de voitures destinées aux fonctionnaires gouvernementaux. (*Xinhua*, 25/03/2009)

De tous les pays impérialistes, la bourgeoisie impérialiste chinoise est sans aucun doute celle qui dispose de la plus riche expérience dans la canalisation de la contestation sociale.

La bourgeoisie monopoliste d'État chinoise s'est ainsi clairement fixé pour objectif de ne surtout pas dépasser la barre des 4 % de taux de chômage urbain, optant pour le maintien dans les zones rurales des travailleurs migrants surnuméraires. Elle sait bien que le chômage urbain structurel de masse est bien plus dangereux, à plus forte raison encore dans des grandes villes industrielles très répandues en Chine, que le sous-emploi massif dans les campagnes. Mater des révoltes rurales localisées de travailleurs migrants ou de

paysans pauvres est beaucoup plus aisé et moins dangereux pour la stabilité sociale et politique du pays que de mater des grèves ou des insurrections organisées par un prolétariat industriel concentré ! En maintenant le taux de chômage urbain à un faible niveau, l'impérialisme chinois se donne toutes les chances pour détourner la lutte de classe sur les rails du réformisme !

L'impérialisme chinois dispose également d'un autre d'atout de taille pour s'assurer d'un large soutien débordant largement le cadre des classes exploiteuses. S'appuyant sur le legs d'une révolution bourgeoisie anti-coloniale et anti-féodale qui a réellement amélioré les conditions de vie du peuple chinois et experte dans l'art de donner des airs "marxistes-léninistes" à son nationalisme, la bourgeoisie monopoliste d'État chinoise sait qu'elle peut compter sur la construction d'une fierté nationale pour fédérer les classes. Ainsi une chanson folklorique du Shanxi (CCTV-F, 07/05/2009) proclame :

**« Les gens d'ici aiment autant la paix,
que leur pays natal.
Ils chantent autant cette nouvelle vie,
que le Parti Communiste.
Le président Mao Zedong,
le Parti communiste,
nous vivons de mieux en mieux ».**

Trois décennies de croissance économique fulgurante et les nombreux succès obtenus par les monopoles chinois dans un nombre croissant d'industries de pointe résonnent aujourd'hui dans les médias chinois comme la revanche — ou tout au moins la juste récompense —, d'un peuple à la réputation humble et laborieuse recueillant finalement les fruits de son travail. Il n'est pas difficile aujourd'hui à l'impérialisme chinois de faire ce que la bourgeoisie et les social-chauvins ont fait un siècle durant dans les pays impérialistes : cultiver les sentiments nationalistes afin de reléguer au second plan les contradictions sociales !

Ainsi, le vice-président chinois a déclaré dernièrement au cours d'une réunion tenue à Pékin dans le cadre de la préparation de la Fête du Travail que face à la crise, « la classe ouvrière » devait être « la force principale de la garantie de la croissance économique, de l'amélioration du niveau de vie du peuple et du renforcement de la stabilité sociale ». Puis il a ajouté au sujet des « travailleurs modèles » :

« Tout type de travail est glorieux et mérite le respect de toute la société. Le Parti et le peuple se souviendront d'eux, et ils auront toujours leur place dans l'histoire du pays ». (*Xinhua*, 28/04/2009)

Quelques jours après, à l'occasion de la Fête du Travail, le premier ministre chinois déclarait aux ouvriers construisant le métro de Pékin « **que toutes les difficultés pourraient être vaincues à condition que le peuple fasse preuve de confiance, que la direction du Parti communiste chinois (PCC) et du gouvernement fasse preuve de fermeté et que la population unisse ses efforts** ». (*Xinhua*, 01/05/2009)

Ce n'est donc pas un hasard si le président chinois exhorte aujourd'hui la jeunesse chinoise à faire preuve de « patriotisme », de « diligence », de « pratique » et même de « dévotion » pour « redresser la nation chinoise » et « **assumer avec courage leur mission historique et travailler dur avec toute la nation pour édifier le socialisme à la chinoise** ». (*Xinhua*, 02/05/2009)

L'avènement de ce "socialisme" pourrait effectivement arriver très bientôt si la bourgeoisie chinoise parvient à limiter les effets délétères accompagnant le renversement en cours du rapport de forces inter-impérialiste durant la périlleuse période de transition à venir qui suivra l'effondrement de l'impérialisme américain et de ses alliés.

Là encore, face à cette période d'instabilité économique et politique internationale sans précédent, il semble que l'impérialisme chinois essaie de prendre les devants et se prépare activement à assister à la banqueroute finale de l'économie de ses plus gros concurrents. L'impérialisme chinois a ainsi commencé à se constituer des réserves de marchandises d'importance stratégique, à l'instar du cuivre qui est utilisé dans de nombreuses branches des économies modernes : alliages métalliques, électronique, construction. Les analystes bourgeois ont ainsi remarqué, non sans cacher leur inquiétude, qu'il était « **désormais impossible de déterminer combien de tonnes de métal rouge Pékin a acheté, le Bureau des réserves d'État chinois ayant décidé de garder cette information secrète** »... (*Le Journal des Finances*, 24/03/2009)

Koba, JCML Paris